

alternatives non violentes



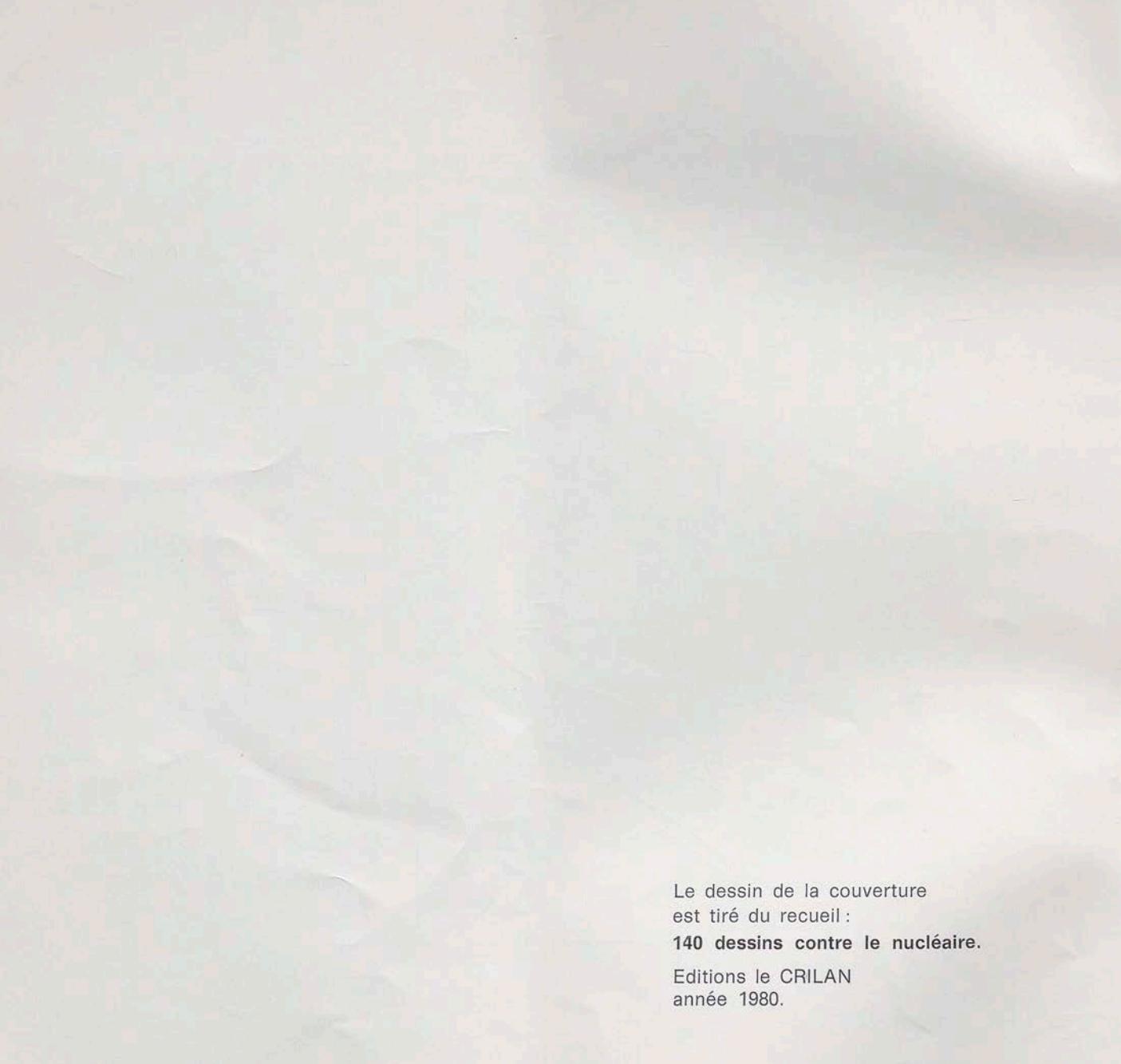
B105C

terrorismes

45

8°P 6112

revue trimestrielle 18 F



Le dessin de la couverture
est tiré du recueil :
140 dessins contre le nucléaire.
Editions le CRILAN
année 1980.

Editorial

Démystifier le terrorisme

par Jacques SEMELIN

Durant la dernière guerre, Vichy qualifiait de « terroristes » les partisans de la France Libre. En 1982, la presse polonaise traite également de « terroristes » les militants de Solidarité. Que vous vous trouviez dans les rangs d'une armée de l'ombre ou dans ceux d'une résistance non-violente, ceux que vous combattez peuvent tout autant vous appliquer l'étiquette de « terroriste ». C'est dire l'usage abusif et élastique de cette notion confuse. Parce que le terrorisme fait légitimement peur à l'homme de la rue, l'Etat peut être conduit à s'en servir comme d'un bouc-émissaire commode. Il va même parfois jusqu'à inventer des « actions terroristes » ou en manipuler l'exécution pour justifier sa répression. Mais, par-delà cette utilisation politique de l'épouvantail terroriste, que sa menace soit réelle, fictive ou exagérée, que doit-on véritablement appeler terrorisme ?

En fait, le terrorisme est d'abord un système de gouvernement, une conception totalitaire du pouvoir qui fonde sa puissance sur la pratique de la terreur. Ainsi que le note Jean-Claude Chesnay, « le terme "terrorisme" est apparu pour la première fois en 1793 dans le Supplément du Dictionnaire de l'Académie Française. Il se réfère au système de terreur qui ensanglante la France entre septembre 1793 (vote de la loi des Suspects) et juillet 1794 (chute de Robespierre) : en quelques mois, plusieurs milliers de personnes sont massa-

crées ; pour le seul mois de septembre, à Paris, le nombre des guillotinés s'élève à trois mille. La guerre est ouvertement déclarée à la religion, à la propriété et aux ennemis de la Révolution » (1). Avant donc de s'incarner dans le poseur de bombes ou le preneur d'otages, — images communément véhiculées par le cinéma et la littérature — le terrorisme est d'abord un système politique. De fait, il y a un terrorisme des dominants, un terrorisme qui ne focalise pas les projecteurs de l'actualité comme, par exemple, une spectaculaire prise d'otages, un terrorisme beaucoup plus discret mais certainement plus efficace et plus répandu, celui de la terreur d'Etat.

La terreur d'Etat consiste en l'exercice permanent d'une menace de mort contre les adversaires de l'Etat. Son efficacité ne repose pas tant sur la destruction physique de l'ennemi que sur sa capacité à instaurer un climat de frayeur collective visant à paralyser l'ennemi. La terreur d'Etat a deux faces. Celle qui se déploie à l'intérieur d'une nation : elle s'appelle alors sécurité nationale s'appuyant sur un savant usage des media et sur la pratique de la délation, de la disparition et de la torture. On la voit à l'œuvre sous toutes les latitudes, en Argentine comme en URSS, en Turquie comme au Viet-Nam.

(1) Jean-Claude Chesnay, *Histoire de la violence*, Laffont, p. 300.

L'autre face de la terreur d'Etat est celle qui s'étend à l'extérieur, par dessus les frontières des Grands de ce monde pour la nécessité de leur défense : celle-ci, on la nomme pudiquement « dissuasion nucléaire ». Mais l'expression ne doit pas faire illusion. La stratégie de la terreur atomique est bel et bien une stratégie terroriste car elle revient également à exercer un chantage à la mort sur la vie de milliers et de millions de victimes innocentes. Le plus terrible, le plus funeste, le plus destructeur de tous les terrorismes de ce temps, c'est celui de l'arme nucléaire.

Dans un monde où les Etats font donc un emploi si généralisé de la menace de mort contre leurs ennemis de l'intérieur ou leurs ennemis de l'extérieur, dans un monde où l'efficacité en politique semble si bien se conjuguer avec le langage de la terreur, comment s'étonner que certains laissés pour compte, certains oubliés de l'Histoire, en viennent à utiliser le même langage que les Etats pour faire valoir leurs droits ? Le terrorisme des forts engendre le terrorisme des faibles parce que ces derniers estiment que le terrorisme est le dernier recours pour se faire entendre. Le terrorisme de groupes minoritaires est l'imitation et l'utilisation, sur une échelle plus réduite, de la stratégie de terreur des Etats. En ce sens, terreur et terrorisme entretiennent une relation dialectique. Terreur et terrorisme se ressemblent parce qu'ils reposent sur une même doctrine de l'action : frapper n'importe qui, n'importe quand, n'importe où.

Cela ne signifie pas, bien sûr, qu'on doit « excuser » le terrorisme. Mais au moins s'agit-il de dénoncer l'hypocrisie des discours officiels et des condamnations péremptoires à sens unique. Stigmatiser le terrorisme, ce n'est pas seulement se scandaliser devant le spectacle du sang inutilement versé, devant le comportement de gens qui n'hésitent pas à se servir de la vie d'autrui pour livrer leur propre bataille. Stigmatiser le terrorisme, c'est aussi dénoncer le cynisme d'une logique politique qui clame en public le respect des Droits de l'Homme et en coulisse les bafoue en permanence, qui en appelle sentencieusement à la paix et au dialogue mais ne connaît que la pratique de la violence.

Aussi est-il trop facile de mettre le terrorisme à part, de l'analyser comme un phénomène distinct du contexte dans lequel il se développe. On le présente souvent comme une maladie qui viendrait ronger la société de l'intérieur. En fait, il n'est que le symptôme d'une société malade de la violence. Le terrorisme n'est pas séparable de la dynamique même de la violence. Il en est au contraire l'aboutissement, le terminus fatal. Il n'y a pas une bonne violence légitime et une mauvaise violence terroriste. Il y a un seul et même engrenage de la violence, un engrenage plus ou moins atroce mais toujours terriblement destructeur.

Il est également trop commode de présenter les terroristes comme de simples criminels de droit commun ou des fous assoiffés de sang. Affirmer, comme le fait Jean Servier que « le terroriste est au fond un immature poussé jusqu'au bout de sa paranoïa » (2), c'est dissimuler la signification véritable de cette forme d'engagement politique. Au sein des groupes terroristes, il y a sans doute quelques fanatiques aux penchants morbides. Mais les causes et les ressorts du terrorisme — qu'il soit palestinien, basque, kurde, italien ou irlandais — sont ailleurs. Le terrorisme procède d'une vision du combat politique se fixant par exemple comme objectif la destabilisation d'un régime. Il prend par ailleurs racine au sein de situations historiques, politiques, psychologiques, religieuses très complexes et à l'intérieur de groupes culturels ou nationaux qui sont généralement des humiliés de l'Histoire. Simplement, par les moyens qu'il adopte, le terrorisme est l'une des formes extrêmes de la violence comme le sont la torture ou la stratégie nucléaire. C'est pourquoi il faut démythifier le terrorisme.

PS : Compte tenu des délais, nous n'avons malheureusement pas pu traiter du problème du terrorisme israélien au Liban et de celui du terrorisme anti-juif qui se développe aujourd'hui en Europe et notamment en France.

(2) Jean Servier, *Le terrorisme*, PUF, Coll. Que sais-je ? p. 124.

Violence et terrorisme

par Jacques ELLUL

Je voudrais rappeler tout d'abord les deux postulats que j'ai souvent développés par ailleurs, mais que je ne cesserai de répéter, à savoir que la violence est toujours la violence et que l'Etat est toujours violent. Quant au premier, je dirai seulement que la violence obéit à une logique implacable, que rien ne peut détourner. Logique en ce que, à partir du moment où la violence apparaît, elle ne peut produire qu'une contre violence ; que la lutte contre la violence est elle-même une violence, identique, et qu'elle aboutit inévitablement, quand elle gagne, à une situation violente, sans plus, d'oppression et de contrainte. Aucune finalité, aucune « bonne cause » ne peut changer ce processus. Je dirai que la violence peut parfois être nécessaire, inévitable, indispensable, mais qu'elle n'est **jamais** juste, n'aboutit jamais à des situations justes et ne peut être légitimée.

Quant à l'Etat, il faut refuser la distinction entre violence et force publique. Tout Etat exerce une violence, parfois extrême et déréglée (comme le nazisme), qui débouche sur le terrorisme. Parfois cachée, voilée, mais aussi implacable (comme l'action administrative, qui dans notre pays est vraiment

de l'ordre de la violence), parfois réglée, limitée, ce qui est le rôle du droit qui trace une certaine limite à la violence, un cadre et établit des recours : mais il ne faut pas oublier que le droit, c'est l'Etat qui l'établit, à son profit ! Que c'est lui-même qui par conséquent trace avec plus ou moins de bonne volonté ses propres limites et qu'il peut les modifier... à son gré ! Il faut éviter alors deux pièges, l'un (libéral et bourgeois) qui consiste à dire que l'on est en présence d'un « état de droit » et que la force alors employée est au service du droit (il suffit de constater le conflit entre police et réglementation !). L'autre (marxiste) qui consiste à dire que le droit est une pure apparence, une idéologie qui ne sert à rien qu'à voiler les problèmes. La réalité me semble différente : il vaut mieux quand même avoir un droit qui limite la violence de l'Etat, et qui permette certains recours ! Mais il ne faut se faire aucune illusion : ce droit est toléré par le pouvoir politique et respecté, exactement dans la limite où il ne gêne pas l'action autoritaire du pouvoir et de l'administration. La limite entre « état de droit » et violence pure tient uniquement au bon vouloir du gouvernement et des cadres administratifs. C'est pourquoi je maintiens que le pouvoir politique fonc-

tionne toujours avec violence, employant la contrainte matérielle ou psychologique, qui augmente simplement lorsque la situation est plus difficile, et diminue lorsque les choses vont bien ! Mais, bien entendu, cette violence de l'Etat engendre inévitablement une violence des administrés.

Ainsi je me refuse à dire qu'il peut y avoir une « bonne » violence ou une violence légitimée (par le droit par exemple, ou par une fin juste), et en face une « mauvaise » violence. Je ne porte simplement pas de jugement moral, je me borne à constater l'exactitude de l'affirmation de Jésus : « Celui qui frappe par l'épée, périra par l'épée ». Même s'il frappait pour la liberté, la vérité, la justice, etc., même s'il frappait au service du gouvernement.

Tous les terroristes se ressemblent

Le terrorisme représente une pointe extrême de la violence et des caractères très singuliers qu'il s'agira de détecter, si possible. Mais je reprendrai d'abord mon attitude quant au refus de distinguer différents terroristes : il peut y avoir des causes immédiates, apparentes, multiples. Il nous semble que le terrorisme des Palestiniens ou de l'I.R.A. est différent du terrorisme de la bande à Baader... Les uns luttent pour la liberté de leur pays, pour leur reconnaissance nationale et contre un gouvernement qui les opprime. De ce fait, ils nous paraissent avoir une cause juste, et employer les moyens adéquats... Mais attention ! A partir du moment où nous adoptons ce point de vue, nous légitimons du même coup toutes les guerres nationales. Car il est bien évident que nous sommes incapables de distinguer ce qui est exact et ce qui est faux quand un gouvernement décide la guerre parce que la Patrie est en danger. Les Palestiniens et l'I.R.A. ne font rien d'autre. Quant à la Bande à Baader, ou la FAR ou les Brigades Rouges, ils nous semblent moins sympathiques, et agir à tort et à travers, sans véritable objectif. C'est que nous avons creusé insuffisamment. Leur haine contre la société techno-bureaucratique, contre une société qui oriente à faux ses

pouvoirs de production et qui crée un type d'homme inacceptable, contre une société de répression et d'automatisation, est plus abstraite peut-être mais tout aussi respectable que le sentiment patriotique. Or, en même temps, ils ont fait l'expérience de l'échec de toutes les révolutions successives, l'absolue vanité de la distinction entre droite et gauche, ils ne font plus confiance ni à ceux qui promettent des réformes ni à ceux qui font des programmes révolutionnaires. Faut-il alors accepter la société comme elle est ? Leur terrorisme a donc une raison parfaitement respectable même si les résultats nous font horreur.

Et à un niveau plus humble, plus sporadique, employant non pas les moyens perfectionnés des groupes terroristes, ne comprend-on pas les actions de groupes qui refusent absolument une décision bouleversant leur vie et contre laquelle ils n'ont aucun moyen de défense. Je pense à ces villages, ces petites villes qui refusent une centrale nucléaire, une autoroute les coupant en deux, une ZUP qui vient écraser leur communauté, une ligne EDF qui empêche les exploitations, etc., etc. Quand on a épuisé tous les recours, juridiques, administratifs, politiques et que rien ne sert à rien (1) contre la pollution, contre les écartèlements, contre la ruine de métiers traditionnels, alors ne comprend-on pas que l'on passe au plastique des engins quand ils arrivent, au sabotage des moteurs, etc., etc. C'est l'acte de désespoir d'une communauté qui en est réduite là parce qu'elle est impuissante contre des décisions abstraites, prises par des autorités supérieures au nom d'un « intérêt général » sur lequel se brisent toutes les volontés particulières, et dont on a pu démontrer qu'il est une simple façade, et qu'en réalité il n'existe pas (2).

(1) Sur l'impuissance radicale des moyens de défense juridiques et administratifs contre les projets arbitraires de l'administration, voir : F. CABALLERO : Essai sur la notion juridique de nuisance. Ed. Pichon, 1981.

(2) Sur l'hypocrisie de la Notion d'Intérêt Général, voir les études rassemblées par J.J. Chevallier : Variations autour de l'intérêt général, 2 vol., CURAPP, 1979.

Une échelle continue de la violence au terrorisme

Or, il faut ici bien souligner que ce type d'actions collectives, qui est vraiment terroriste, malgré son caractère fragmentaire et inorganisé, est du même ordre que la réaction violente de l'homme qui, excédé par le bruit infernal d'une entreprise à qui on a donné les autorisations nécessaires, et qui dépassant toutes les limites du vacarme, empêche les voisins de dormir, de s'entendre parler, etc. est tout à coup saisi de frénésie furieuse, tire à tort et à travers sur n'importe qui dans cette usine...

Entre cette violence individuelle et le terrorisme spontané d'un groupe réduit à l'impuissance, il n'y a aucune différence de nature, mais seulement de nombre et de moyens. Il y a une échelle continue de la violence au terrorisme, il n'y a pas deux phénomènes distincts, ni deux sortes de « légitimités ». Il y a des causes innombrables dans notre société de la violence et du terrorisme. On peut bien les comprendre, on doit essayer d'y remédier. Mais je ne distinguerai jamais entre un terrorisme légitime et un terrorisme coupable : tous peuvent se comprendre, aucun n'est justifié. Il faut essayer de pousser plus loin cette première approche. Il ne fait pas de doute en effet que si toute société est violente, si la violence a habité le corps social dès son origine, et par conséquent n'est en rien nouvelle dans notre monde, par contre le terrorisme n'est pas un phénomène permanent. Il est caractéristique, sous sa forme actuelle, de ces vingt dernières années, et l'on peut même dire que c'est la première fois dans l'histoire qu'un comportement de ce type se manifeste. Qu'est-ce qui alors a pu engendrer dans nos sociétés plus civilisées, plus normalisées, mieux encadrées, plus heureuses en général, une pareille conduite socialement aberrante ? En réalité il faudrait plonger dans une psychanalyse sociale. Je me bornerai ici à un seul aspect de ces origines complexes, mais un aspect peut-être vraiment significatif. Dans le panorama global de notre société, je détacherai un seul aspect qui me paraît vraiment explicatif d'un grand nombre des formes du terrorisme.

C'est l'Etat qui produit le terrorisme

De même que beaucoup parmi les marxistes maintenant posent la question du « Marxisme après le Goulag », ou du « Socialisme lu au travers du Goulag », nous ne pouvons éviter de lire l'ensemble du **phénomène du pouvoir** au travers du terrorisme. Car il est bien évident qu'il y a relation directe entre les deux. Il faut, pour notre temps, réécrire « **les Possédés** » de Dostoïevski. Mais il convient de ne pas faire ici de malentendu. Je ne veux nullement signifier ici que les terroristes sont démoniaques ni que leur mode d'action est démoniaque. Mais qu'ils sont l'exacte expression de ce qu'est devenue la politique de ce temps. C'est-à-dire que c'est la politique réelle qui les produit, et c'est elle qui d'abord est démoniaque. Les Anarchistes nihilistes avaient un projet politique au travers des attentats, et particulièrement de décourager la classe politique, de l'amener à abandonner, par peur, le pouvoir. De ce fait l'attentat ne visait que les détenteurs du pouvoir politique. D'autre part, il n'entraient dans la voie de l'attentat qu'avec d'immenses scrupules de conscience, et je crois que Camus dans « **Les Justes** » avait correctement interprété. Il semble que ceci ait changé totalement. Les terroristes aujourd'hui ne paraissent guère obéir à des doctrines métaphysiques et sont exclusivement politiques. Ils n'ont guère de problème de conscience (apparemment). Et les attentats visent n'importe qui. Il ne suffit pas de dire qu'ils expriment le climat de violence de notre société, pas davantage qu'ils sont les successeurs des Nazis. Il est bien vrai que les Nazis paraissent comme le premier grand mouvement terroriste. Mais il n'est pas indifférent de constater que ceci vient exactement en conjonction avec la première affirmation de l'Etat autoritaire, illimité, totalitaire. Or, la doctrine a disparu, le terrorisme survit et se développe. Il ne suffit pas du tout, enfin, de déclarer que ce terrorisme est l'expression du désespoir de pauvres malheureux qui n'ont aucun moyen de lutter, de s'exprimer, de se faire entendre, et qui font le geste suicidaire parce qu'ils n'en peuvent plus. En réalité, les terroristes en question ont généralement des moyens puissants d'action, des organisations, etc. Leur apparition, leur

développement, leurs modes d'action (otages, chantages, attentats au hasard, etc.) éclairent de façon remarquable toute la politique aujourd'hui. Ils n'existent pas par hasard, ils sont significatifs.

Il faut les comprendre en fonction des caractères essentiels du pouvoir aujourd'hui. Le pouvoir politique est devenu absolu par ses moyens, dès lors l'action politique ne peut plus se contenter de moyens relatifs (qui ne seront jamais à même de compenser l'instrument du pouvoir). Prétendre enfermer les opposants dans des procédures, des régularités juridiques, des observances politico-morales, alors que le pouvoir ne **peut** plus lui-même les observer, est évidemment vain. Et pour employer des moyens absolus, totaux, extrêmes, quand on n'est pas le pouvoir, on prend un risque également extrême, et l'on ne peut accepter cette situation que si, précisément, on est porté par une passion absolue. Il y a un enchaînement rigoureux entre l'existence même de ce pouvoir et ce que deviennent ses opposants. Le pouvoir politique devient absolu, donc à la fois la passion pour le pouvoir devient absolue (et l'on ne reculera devant rien pour le conquérir) et la haine contre le pouvoir installé devient elle aussi et en même temps absolue. La lutte contre **tout** pouvoir, puisque le pouvoir intègre tout, devient illimitée, sans règle, sans norme. Et corrélativement l'adversaire devient le mal, non pas seulement une personne d'opinion différente avec qui on pourra dialoguer, coopérer, contracter, etc. mais le mal, puisqu'il n'y a plus aucun moyen d'arracher le corps social aux emprises de ce pouvoir. Le conflit est métaphysique sans qu'il y ait l'ombre d'une philosophie qui l'explique, le légitime. La confusion entre la politique et la religion est portée à l'extrême à ce point par les terroristes. Ils font de toute opposition politique une guerre de religion. Mais lorsque je dis que la passion pour le pouvoir est portée à l'absolu, je n'entends, là non plus, pas la moindre implication philosophique : ce n'est pas à partir d'une compréhension, d'une doctrine du pouvoir que les terroristes agissent, mais c'est une réaction de type viscéral, passionnel, qui n'existe que dans la mesure où, de même, en fait (et seulement en fait) le pouvoir est absolu.

La question de la responsabilité collective

La seconde face de ce terrorisme est l'agression contre n'importe qui sans aucune discrimination. Or, ici encore, ce n'est pas un simple fait de « sauvagerie » ni de férocité. Beaucoup de témoins parlent de ces terroristes en disant qu'ils ont l'air de bêtes féroces. Mais ni le sauvage, ni le fauve ne tuent sans raison. Les terroristes sont prêts à tuer n'importe qui n'importe comment. Ils sont alors exactement l'expression réciproque de la proposition communément admise : « le corps social tout entier est devenu corps politique ». Dès lors l'adversaire n'est plus tel ou tel individu mais le corps social. C'est la « société », et comme chacun est porteur de tout ce corps social, chacun peut être attaqué ou détruit. Cette logique nous paraît absurde, mais il faut prendre garde que c'est l'aboutissement de tout un courant de pensée, ou plutôt du rassemblement de multiples tendances qui, chacune, paraissait excellente et souhaitable. Voici les principaux éléments. Lorsque Cayatte fit son film, « **Nous sommes tous des assassins** », c'était un virulent et courageux plaidoyer contre la peine de mort. Amener chaque citoyen à ce sens de responsabilité qui fait que l'on se sent individuellement coupable d'un acte injuste de son gouvernement, nous est apparu salutaire. La prise de conscience de la solidarité de tout ce qui se fait dans le monde, la lucidité, la réflexion sur soi était positif. Il fallait troubler la bonne conscience béate. Bien. Mais à partir du moment où nous sommes tous coupables quand un condamné à mort est exécuté (logique d'ailleurs de la souveraineté populaire), qu'arriverait-il si nous prenons cette affirmation, non comme une proclamation morale et purement intellectuelle, mais au pied de la lettre ? Nous méritons d'être tous châtiés. Dès lors est parfaitement légitime l'acte du copain du condamné qui mitraille une salle d'audience au tribunal, ou place une bombe dans le café d'en face. Allons plus loin : nous connaissons depuis longtemps le problème de la solidarité de classe. Marx condamnait la classe exploitante ou dominante. Mais il n'attaquait pas les individus. On a tiré de là une conclusion : quelle que soit la conduite, la personnalité, les qualités d'un individu, s'il est

situé par sa profession ou son origine dans la classe dominante, il est condamnable, et maintenant **individuellement condamnable**. Sa réalité personnelle s'efface derrière sa solidarité de classe. Sur cette base avait été construite la notion de « traître objectif » (par Kautsky). Mais jamais la chose ne m'était apparue avec autant d'horreur que dans le roman de Hatzfeld, « **La Flamme et le Vent** » (1948), journal d'un pasteur. Il parle de la femme d'un patron qu'il avait connue comme paroissienne. C'était une femme qu'il reconnaissait admirable dans son amour des pauvres et des malheureux, dans son dévouement constant et son humilité. Or, au cours d'une grève, des ouvriers arrêtent sa voiture et la molestent. Et le pasteur de conclure que c'était normal et même très bien puisqu'elle était la femme du patron ; appartenant à la classe exploiteuse, rien de ce qui était la personne ne pouvait racheter cette tare.

Troisième élément du courant : cette solidarité dans le mal collectif que l'on ne fait pas soi-même a été sans cesse affirmée au cours de la guerre d'Algérie et du développement de la torture : tout Français était coupable de tout ce qui se faisait de pire en Algérie. J'avais en 1944-1945 lutté désespérément contre cette idée de responsabilité collective, refusant que chaque Allemand ait été coupable de tout ce qui s'était fait dans les camps. Et en particulier j'avais pu obtenir un jugement ne condamnant pas des soldats de la division Das Reich, pour le crime d'Oradour qu'ils n'avaient pas commis, mais dont les communistes les accusaient : « peu importe que ce soit eux ou les autres : c'étaient des hommes de cette division, et d'autres hommes de la même division avaient commis ce crime. » « Si ce n'est toi, c'est donc ton frère ». Mais ce genre de discrimination a cédé maintenant, en face de l'idée dominante de responsabilité collective. Et dans la mesure où on affirmait aux Algériens que tous les **Français** étaient solidaires des crimes de quelques-uns, ils étaient parfaitement légitimés de lancer des bombes dans des cafés et des cinémas : il n'y a plus d'innocents. Le petit enfant est de la même race que le parachutiste qui torture. Donc... Ainsi après la classe, la race. Et ce n'est pas fini. Quand on a commencé à poser le

problème de l'exploitation des peuples du Tiers Monde, on en est arrivé très vite, et logiquement, à déclarer que si la Nation capitaliste s'enrichit par l'exploitation des peuples autrefois colonisés, cet enrichissement profite à tous dans la nation. Autrement dit, les ouvriers Européens et Américains qui voient leurs salaires augmenter, leur niveau de vie s'améliorer, c'est grâce à l'impérialisme de la nation à laquelle ils appartiennent. S'ils sont donc, à l'intérieur de la nation, des prolétaires, pour l'extérieur ils sont solidaires du capitalisme, ils sont des exploitateurs comme les autres. Logique de Frantz Fanon. Après la classe et la race, solidarité dans le mal de la Nation. Par conséquent, il n'y a plus aucune espèce de discrimination à faire. Il devient parfaitement légitime de tuer n'importe qui au hasard, puisque de toute façon celui que l'on tue, enfant ou saint, n'existe que par cette identité sociale dans laquelle il est immergé, indistinct, et qui est globalement coupable. Voilà quel est le cheminement qui a conduit finalement au terrorisme. Et c'est un cheminement qui est spécifiquement politique. Tous les exemples que j'ai pris sont des exemples de jugements et d'entreprises politiques, refusant énergiquement l'individuel, le singulier, le vivant pour ne considérer que le collectif, l'indifférencié, l'anonyme et la mort. L'accusation morale ou théorique contre tous indistinctement se traduit à la longue et nécessairement par la mise à mort de n'importe qui, faute de pouvoir les tuer tous.

Tous les moyens sont bons

Enfin nous voyons une troisième racine au terrorisme. Depuis le moment où la politique a été conçue comme conquête du pouvoir et rejetée hors de la « théologie morale », avec entre autre Machiavel et Bodin, elle a tendu à devenir autonome. Elle obéit à ses propres règles. On la définit comme « rapport de forces », comme « stratégie », comme jeu de système, comme dispositif de pilotage plus ou moins efficace, etc., etc. et dans tout cela, il est évident que la morale n'a rien à faire. Quant aux règles juridiques, il y a longtemps qu'elles sont subordonnées au pouvoir. C'est-à-dire qu'elles ne le

règlent pas, ne le limitent pas, mais le servent. La politique, aussi bien dans sa réalité que dans l'analyse qu'en font les politologues, est devenue indépendante de toute règle et de toute morale. Or, nous savons par ailleurs que la théorie de la souveraineté populaire, du Peuple devenu Prince, ne peut se soutenir que si chaque citoyen a une conscience morale très élevée. Et voici qu'au moment où chacun devient le Prince, la morale du Prince, c'est Machiavel. On peut l'exprimer autrement : « la politique n'est rien d'autre que le résultat d'un rapport de force ». Les jeunes marxistes aujourd'hui déclarent cela avec la plus grande innocence, comme une évidence indiscutable. Mais s'il en est ainsi pourquoi donc se scandaliser, par exemple, des camps de concentration ou de la torture, pourquoi faire un drame du Watergate ? Au fond, Watergate a eu le grand mérite de manifester clairement ce que cela voulait dire concrètement que toutes les formules employées. Mais il faut considérer Watergate dans les deux sens : pour le Président tous les moyens sont bons, faire espionner ses adversaires, mentir, soudoyer des témoins ; mais les adversaires ne sont pas plus purs. La dénonciation de Watergate se fait aussi par des moyens ignobles, de chantage, de mensonges à l'opinion, de calomnies, dont beaucoup s'effondrent « mais il en restera toujours quelque chose », d'enquêtes sur la vie privée, etc., etc. Les deux parties sont réellement à mettre dans le même panier. Tous les moyens sont bons. Ce qui les départage, c'est la réussite. Dès lors, au nom de quoi condamner les terroristes ? Ils appliquent dans le concret l'idéologie commune et pensent gagner politiquement. Et de fait, on voit dans les réactions des gouvernements en face des prises d'otages, que

la seule possibilité c'est de s'efforcer de démontrer que ce moyen échouera (on laissera exécuter les otages plutôt que de céder, parce que quand les terroristes auront vu qu'ils ne gagnent pas, il abandonneront ce moyen). Telle est exactement la mesure et la signification de la totalité de la politique aujourd'hui. Il n'y a rien d'autre, et si nous reculons d'horreur devant le terrorisme, il faut reculer d'horreur devant toute notre politique. Dans ses plus profondes racines, elle est violence appelant la violence révélée dans ses fruits.

**

Le terrorisme auquel nous pensons est ainsi réaction au terrorisme premier d'une société qui ne peut plus être que totalitaire. Marcuse écrivait en 1967 (*Evidences : sur le terrorisme*) : « Il faut empêcher, avant toute action, que se forme la conscience de la répression et la possibilité de troubles sérieux dans la structure de l'individu lui-même. Un modelage a lieu aux racines du processus intellectuel et émotionnel qui vise à abolir l'autonomie. Ceci est lié à la marche de notre société entière vers le collectivisme — le terrorisme est un aspect spécial du collectivisme. Pour arriver aux formes collectivistes de civilisation, il faut nécessairement passer par un stade terroriste totalitaire, parce qu'en face de la possible libération de toutes les facultés, de tous les désirs individuels, leur enregistrement répressif indispensable ne peut se faire que par la terreur. Et les frustrations accumulées dans une population enrégimentée, soumise à un régime technique de masse, doivent être soit libérées contre un ennemi choisi, soit intériorisées... »

le terroriste le non violent et la mort

par Jacques SEMELIN

Le terrorisme est le miroir grossissant de la logique de la violence. Par son intensité dramatique, par sa fureur destructrice, il rassemble en lui-même les principales caractéristiques de la violence. De fait, ceux qui font l'expérience du terrorisme font du même coup l'expérience de la violence. Aussi faut-il prêter une attention particulière aux propos de ceux qui entendent aujourd'hui sortir du terrorisme. Ainsi, Hans-Joachim Klein (ancien membre du commando qui attaqua une réunion de l'OPEP à Vienne, le 20 décembre 1975) rapporte : « Ce que j'entendis en un seul mois, ce qu'on me raconta et ce que je vécus, la manière avec laquelle la « violence révolutionnaire » devait continuer à être pratiquée — promettant comme but final un monde plus juste et plus humain — les moyens et les méthodes employés pour cela (...) me donnèrent envie de vomir et surtout de réfléchir » (1). De même, un ancien membre du groupe italien **Prima Linea** explique à propos du culte des armes : « D'instruments techni-

ques, elles deviennent des moyens, puis des fins, puis une religion. On se préoccupe de leur marque, du modèle, de la graisse et du pinceau pour les nettoyer. J'ai même vu quelqu'un, avant une action, en train de nettoyer ses balles, une à une, et de les huiler amoureusement » (2). Comment ne pas souligner ici une réelle convergence de vues avec notre propre analyse de la violence ?

Certes, il ne saurait être question de rallier les déserteurs du terrorisme aux arcanes du combat non-violent. Mais au moins est-il frappant de constater que leur critique du terrorisme rejoint en bien des points notre critique de la violence. Le terrorisme, c'est l'engrenage de la violence. Un engrenage tel que le résultat obtenu finit par ne plus avoir aucun rapport avec l'objectif visé. Le témoignage d'anciens terroristes est ici particulièrement éloquent. C'est d'ailleurs l'une des principales raisons qui semblent motiver leur départ.

(1) Libération, 8 mai 1978 ; H.J. Klein est l'auteur d'un livre où il raconte son itinéraire, **La mort mercenaire**, Seuil, 1980.

(2) Libération, octobre 1980.

En cherchant à lutter contre l'Etat sur le terrain de la violence, le terrorisme en vient à imiter les méthodes de l'Etat. Pendant les longues semaines de l'enlèvement d'Aldo Moro, il y avait une similitude fascinante entre la tactique des Brigades Rouges et celle de l'Etat italien : le même souci de crédibilité, le même souci de préserver un avenir aux rapports de force favorables et, surtout, ne pas céder, ne pas avoir l'air de céder. Entre la violence de l'Etat et la violence terroriste, il n'y avait plus qu'une question de degré. « Adversaires de l'appareil d'Etat, on a fini par lui ressembler », déclare Bommi Baumann. « Cette saloperie te récupère toujours d'une façon ou d'une autre. Quand, au bout du compte, la seule issue consiste à flinguer, c'est tellement lourd que c'est forcément l'échec » (3).

Dans ses réflexions sur le terrorisme, Alain Geismar exprime une pensée bien proche de la non-violence lorsqu'il écrit : « J'estime indispensable, à défaut d'une conscience nouvelle que ce monde de famines et de massacres ne peut guère produire, des règles morales et des interdits » (4). Il ajoute plus loin : « Aucun exorcisme, et surtout pas les armes, ne nous épargnera l'indispensable recherche de la pensée et de la pratique qui nous manquent, et auxquelles seule l'activité sociale et politique peut donner le jour » (5). Geismar se demande d'ailleurs : faut-il être non-violent ? (c'est le titre d'un chapitre de son livre) ; mais il ne répond pas à la question. Il semble ne pas se reconnaître dans la non-violence parce qu'il se prononce pour certains assassinats politiques tels celui de Carrero Blanco à propos duquel on peut effectivement se demander si sa mort n'a pas changé le cours de l'histoire de l'Espagne moderne. Mais ne fait-il pas un usage un peu trop commode de cet exemple pour éluder le problème posé ? Alain Geismar concédera que c'est là un cas particulier qui peut lui permettre de se

dérober à la généralité de sa question, à la ligne de conduite qu'il entend se fixer, à savoir que « préparer par le terrorisme l'avènement d'une société nouvelle, c'est l'inscrire, dès sa conception, dans l'ordre du sanguinaire » (6).

Geismar note encore à propos du terrorisme italien qu'il est devenu « comme partout ailleurs, un ordre militaire, une nouvelle élite de chevaliers moyenâgeux, une secte qui ne cesse de s'isoler et de se durcir davantage » (7). De fait, le terrorisme finit par adopter une stratégie et une discipline militaires. Le terrorisme est une forme de militarisme militant. « Une analogie avec le service militaire me frappaît, rapporte un ancien membre de Prima Linea. Cette camaraderie formelle baignant dans un optimisme sécurisant et entretenant un certain type de concurrence : à celui qui fera la meilleure blague et maintiendra le mieux le moral de la troupe. Avec, comme à l'armée, l'élimination progressive des timides et des mélancoliques. Il n'y a pas de place pour eux car ils sont considérés comme un poids pour le bon moral du régiment. C'est une déformation militarisante typique qui cherche dans une existence de bande, exubérante et bruyante, une forme de sécurité » (8).

Enfin, dans la mesure où cela implique une accoutumance à la violence, celui qui s'engage dans le terrorisme vit en permanence avec la mort. Le pouvoir de tuer est la transgression majeure parce qu'il implique l'irréversibilité de la mort. En cela, il donne l'illusion de la puissance : « C'est effrayant ce qu'un pistolet peut contenir comme puissance dynamique, souligne Baumann. Ce machin entre tes mains te donne une assurance dingue » (9). En donnant la mort, le terroriste acquiert l'illusion de dominer la vie, de la contrôler, de pouvoir changer le cours des événements et — pourquoi pas — le sens de l'Histoire. C'est probablement l'une des raisons

(3) *Libération*, 8 mai 1978. Bommi Baumann est l'auteur d'un livre où il raconte également son itinéraire en tant que membre du Mouvement du 2 juin, en Allemagne, *Tupamaros Berlin Ouest*, Presses d'aujourd'hui, 1976.

(4) *L'engrenage terroriste*, Fayard, 1981, p. 109.

(5) Ibid., p. 121.

(6) Ibid., p. 104.

(7) Ibid., p. 186.

(8) *Libération*, octobre 1980.

(9) B. Baumann, *Libération*, 8 mai 1978.

profondes de l'attraction de certains pour le terrorisme. La radicalité de l'acte de tuer donne le sentiment qu'on va pouvoir accélérer l'*Histoire*, que les choses vont s'en trouver nécessairement changées parce que, en quelque sorte, il faut de la mort pour transformer la vie. A notre sens, c'est là l'une des questions fondamentales posées par le terrorisme : la possibilité réelle ou fictive de se servir de la mort, de la mettre en scène, d'en dramatiser les effets, bref, d'user de la mort comme méthode de combat politique.

L'Etat et la menace de mort

En cela, le terrorisme ne fait pas autre chose qu'emboîter le pas à la logique du pouvoir d'Etat. Car l'Etat n'a-t-il pas pour habitude d'utiliser lui aussi la mort, et plus subtilement, la **menace de mort**, comme méthode de gouvernement ? Le terrorisme est à l'image de la manière dont l'Etat conçoit son action et met en œuvre sa puissance : par un chantage à la mort. Comme l'a analysé Louis-Vincent Thomas : « Le pouvoir implique un jeu de sanctions qui le maintient et le renforce. Ces sanctions appliquées ou brandies en tant que menaces limitent le champ d'action des sujets, qui agissent ou restent inertes conformément à la volonté du pouvoir. Entrave à la liberté, donc à la vie, subie au nom de la peur qu'inspire la sanction, nous sommes, avec le pouvoir, doublement au cœur du problème de la mort » (10). Ainsi peut-on dire que notre peur de la mort, attisée par la menace de la répression, se révèle être la base sur laquelle un pouvoir peut aisément renforcer et consolider sa puissance. Machiavel a d'ailleurs été le premier à mettre à jour les ressorts de ce principe de gouvernement. Car, poussée à l'extrême, cette logique de domination par la peur de la mort conduit effectivement à un **système de terreur** tel celui institué par la révolution française en 1793. Système d'un pouvoir

terroriste qui, on le sait, s'avère d'une étonnante efficacité sous toutes les latitudes précisément parce que l'angoisse de mort, exacerbée par une politique de la peur, dissuade de la révolte. Dans ces conditions, qui veut, malgré tous les risques que cela implique, entrer dans une dissidence radicale avec l'Etat, doit, en quelque manière, à un degré plus ou moins intense selon le caractère répressif du pouvoir qu'il affronte, vaincre cette barrière invisible qui a pour nom la peur de la mort. Il s'agit de braver sa peur du gendarme, sa peur d'entrer en conflit, sa peur d'aller au devant des ennuis et de la répression, et dans les cas les plus terribles, de connaître la torture, la déportation et la mort.

Sans doute cette problématique de la mort vaut-elle en premier lieu pour les régimes autoritaires et dictatoriaux et n'est-elle que sous-jacente au sein de sociétés qui reconnaissent à chacun le droit de résister. Celles-ci sont peu nombreuses, mais elles existent ! En ce cas, divers mécanismes institutionnels permettent au citoyen de s'opposer légalement aux décisions de l'Etat. Encore ce droit de résistance est-il tout relatif, car il existe toujours des questions sur lesquelles l'Etat dit libéral refuse de composer, campant alors dans une position d'intransigeance, dans la mesure où sa politique et la légitimité de son pouvoir se trouvent directement menacées. En de telles circonstances, quand le débat démocratique est refusé, quand le droit de résistance n'est pas reconnu, quand le droit à l'existence d'une communauté est purement et simplement nié, alors l'affrontement avec l'Etat implique inévitablement un processus de répression et donc une confrontation avec la mort. Alors naît la violence. Alors peut naître le terrorisme. Aussi le terrorisme n'épargne-t-il pas plus, a priori, les sociétés totalitaires que les sociétés démocratiques.

Mais en même temps que l'Etat exerce ce chantage à la mort, il entend se présenter comme le meilleur garant de la sécurité collective des citoyens. Le discours de la sécurité, périodiquement rabâché, vise à rappeler en permanence que l'Etat se donne pour tâche de préserver la paix civile et de protéger chacun contre la violence. C'est là toute l'ambiguïté de l'Etat qui tout à la fois menace de mort et entend

(10) L.-V. Thomas, *Mort et pouvoir*, Payot, 1978, p. 49-50.

préserver de la mort. C'est aussi l'ambiguité fondamentale de la **loi** qui, en même temps qu'elle menace le citoyen de la répression, est censée le protéger.

Or, toute la stratégie du terrorisme, nous semble-t-il, consiste à faire apparaître et « éclater » cette ambiguïté au point d'en exploiter les contradictions. Car le combat terroriste ne revient-il pas, d'une part, à **organiser l'insécurité** pour déstabiliser l'Etat et, d'autre part, à **accepter le risque de la mort** en défiant la menace de la répression étatique ? Tel est le double défi que le terrorisme lance à l'Etat.

Le double défi du terrorisme

En effet, l'une des premières conséquences du terrorisme est de mettre en cause la fonction protectrice de l'Etat. Voici que, brutalement, dans une société en apparence paisible et pacifiée, surgit le spectacle terrifiant de la mort, d'une mort aveugle, d'une mort absurde, d'une mort gratuite, qui vient frapper des victimes innocentes. Des attentats à la bombe, comme ceux de la rue Copernic ou de la rue Marbeuf à Paris, se présentent comme un véritable défi à la toute puissance de l'Etat. Défi qui consiste à introduire le doute sur la réelle capacité du pouvoir à assurer la sécurité publique, et ainsi, à miner son autorité. Que ce genre d'attentats se multiplie et l'Etat s'en trouvera à la longue fortement ébranlé. Il sera alors dans une position d'accusé parce qu'incapable de remplir sa fonction de protection. Tout se passe comme si le pouvoir d'Etat se trouvait « piqué au vif » dans son amour-propre, si tant est que l'on puisse comparer l'Etat à une personne. Aussi son premier réflexe de défense sera-t-il, inévitablement, de chercher à réagir avec la plus grande vigueur contre le défi que lui lance le terrorisme. S'il dispose déjà d'un dispositif répressif suffisant, il le déployera avec force moyens. Il en profitera au besoin pour s'attaquer à des milieux contestataires qu'il déclarera liés au terrorisme. Le déploiement des forces de répression peut être ici essentiel : il faut démontrer, prouver à l'opinion publique que la population sera défendue, que l'Etat

veille bien sur la sécurité de chacun, qu'il organise bien la « chasse aux terroristes », que le terrorisme ne passera pas. Si nécessaire, on fera appel au concours de la population, à la délation comme en Allemagne, pour exorciser le mal. Dans le cas où l'Etat ne possède pas encore les moyens de combattre efficacement les groupes terroristes — comme en Italie dans les années 70 — il cherchera à se les donner en augmentant les effectifs de police, en faisant appel à l'armée, en renforçant par les techniques les plus modernes — l'informatique par exemple — le contrôle de la population. C'est ainsi que le terrorisme contribue toujours d'une manière ou d'une autre à renforcer l'appareil d'Etat.

Cette militarisation de l'Etat fait d'ailleurs partie de la stratégie terroriste. Le terrorisme de droite en fait usage pour provoquer la restauration d'un régime autoritaire ; et il peut effectivement y parvenir. Quant au terrorisme de gauche, on sait que, s'il cherche à engendrer la violence étatique, c'est pour mieux favoriser la prise de conscience des masses de l'oppression qu'elles subissent et, par là, accélérer un processus révolutionnaire. Mais cette conception du combat politique sous-estime les réactions affectives d'une population en proie à l'insécurité. Lorsque s'instaure au sein d'une communauté un climat d'insécurité collective, celle-ci a généralement tendance à se tourner du côté d'un pouvoir sécurisant — en l'occurrence l'Etat — plutôt que du côté de ceux qui organisent l'insécurité.

Ainsi, l'effet du terrorisme, quelle que soit sa couleur politique, revient toujours à accroître la militarisation de l'Etat. Les conséquences d'un terrorisme de gauche ne sont pas différentes de celles d'un terrorisme de droite. La seule différence est que le terrorisme de droite peut effectivement obtenir ce qu'il recherche tandis que le terrorisme de gauche échoue dans la tâche qu'il se donne. Il y a adéquation entre le résultat prévisible d'une stratégie terroriste et les objectifs fondamentaux d'une politique de droite. C'est pourquoi le terrorisme est toujours de droite.

Cependant, la répression qui s'abat sur le terroriste n'est pas de nature à le faire renoncer à son action : il en assume par avance le risque. En

frappant de mort autrui, le militant terroriste sait qu'il risque du même coup sa propre mort. Il ne peut ignorer que la logique infernale de sa lutte signifie immanquablement qu'un jour ou l'autre une répression féroce peut s'abattre contre lui avec la plus grande violence. S'il joue avec la mort des autres, il se joue aussi de sa propre mort.

Cette détermination à accepter sa mort « transfigure » le combat terroriste parce qu'elle place son acteur dans un ailleurs que peu franchissent, là où la violence n'est même plus un frein à un engagement radical. Ce « dépassement » de la mort — de la menace de mort brandie par l'Etat — constitue le second défi du terrorisme au pouvoir d'Etat. Si en effet celui-ci s'exerce bien par menace de mort, alors ne plus craindre la mort dans un engagement total contre lui, c'est se placer sur un terrain où l'Etat ne peut plus vraiment répondre.

En d'autres termes, la répression brandie par l'Etat contre celui qui le combat n'est plus de nature à neutraliser une lutte qui se veut sans merci. Accepter de mourir contre le pouvoir d'Etat, c'est en quelque sortenier ce pouvoir. Peu importe ici que les racines du terrorisme soient internes ou externes au pays dans lequel se déroule l'action. Ce défi à la mort que les terroristes acceptent délibérément place l'Etat avec lequel ils traitent dans une position des plus incommodes. Que faire par exemple face à des terroristes qui acceptent de mourir avec leurs otages ?

Parce qu'elle touche l'une des limites du pouvoir d'Etat, cette seconde figure du terrorisme paraît plus efficace que la première. Si l'Etat peut se doter à l'extrême de moyens répressifs pour combattre les groupes terroristes qui organisent l'insécurité, il ne peut pas faire grand chose contre des gens qui acceptent de mourir contre lui. Il semble d'ailleurs que les rares actions terroristes à avoir enregistré quelques succès sont précisément celles où les terroristes menaçaient de mourir avec leurs otages (lors de détournements d'avions par exemple).

Toutefois, la « faiblesse » stratégique de ce type d'actions provient du fait que son efficacité dépend également du chantage à la mort exercé sur la vie

des otages, sur la vie de victimes innocentes. Aussi ce type de défi à la mort se condamne lui-même puisqu'il induit à nouveau le renforcement de l'appareil d'Etat. Acte de pure violence, il engendre la réplique de la vengeance, c'est-à-dire, une nouvelle fois, la mise en branle de la répression étatique.

C'est pourquoi le défi à la menace de mort brandie par l'Etat n'est pleinement efficace que si l'action qui l'exprime n'engendre en aucune manière la mort d'autrui. Bref, pour porter véritablement atteinte à la légitimité de l'Etat, l'*acte de risquer sa mort ne doit pas impliquer la mort de l'autre*. Or, si l'on accepte l'idée que dans la non-violence, l'homme tend à assumer sa mort (11), c'est précisément là le cas de figure de l'action non-violente radicale.

Le défi non-violent

Assumer sa mort dans la non-violence revient ici à nier le pouvoir d'Etat, le chantage à la mort organisé par celui-ci n'ayant plus vraiment prise sur le résistant non-violent. Et dans la mesure où la non-violence ne porte pas atteinte à l'intégrité physique d'autrui, elle n'induit pas forcément le processus de la vengeance, en tout cas le rend plus délicat à déployer et à justifier. C'est pourquoi, très paradoxalement, la répression d'une action non-violente est plus difficile que la répression d'une action terroriste. En ce sens, la lutte des Mères de la Place de Mai en Argentine apparaît comme une illustration significative de cette analyse.

En effet, en dépit de la terreur qu'ils ont instaurée dans leur pays, les militaires argentins, à l'origine du coup d'Etat du 24 mars 1976, n'ont pas réussi à empêcher la protestation silencieuse de celles qu'ils ont surnommées avec mépris les « folles de Mai ». Pourtant, les militaires argentins avaient cherché à mettre toutes les chances de leur côté. Souhaitant éviter les « bavures » de leurs homo-

(11) J. Sémerin, « Du militant non-violent et de la mort », dans *Alternatives Non-violentes*, no 24.

A celui qui pose des bombes

Ce poème qui fut publié dans la revue *Les Temps modernes*, en 1969 est d'un auteur grec, Andonis Doriadis.

(... Mon frère je suis amoureux de toi ;
je détruis à partir d'aujourd'hui
tous les livres inutiles qu'on m'a donnés
tous les disques de musique et de langues étrangères
j'oublie toute la philosophie et la morale qu'on m'a enseignées
et je viens à tes côtés
réapprenant toutes choses depuis le Commencement (...)

Ainsi
moi
après chaque explosion
je laverai tes mains avec de l'eau de rose
faite des larmes des torturés,
comme un chien je te regarterai dans les yeux
et rien qu'à ton signe de tête je comprendrai
parce que toi, mon frère, tu n'est pas habitué aux paroles
inutiles ni aux sous-entendus et aux tortueux mots d'ordre
car

TOI
tu sais que lorsqu'ON T'A SAISI A LA GORGE
il est au moins
INSENSE
pour ne pas dire
LACHE
ou
CRIMINELLEMENT TRAITRE
de dialoguer
AVEC TES BOURREAUX

dans mon pays.

car

TOI
TU SAIS

qu'IL N'EXISTE AUCUN DIALOGUE
aucune langue plus efficace
que les EXPLOSIONS

C'est pour cela que je suis amoureux de Toi.

Alors d'autres bombes
et d'autres encore
partout (...)
jusqu'à ce que nous arrivions à la Matrice

LA
nous poserons notre plus formidable bombe
qui tel un unique et incomparable Phallus
éjectera

le Sperme

DE LA REVOLUTION

alors les Peureux les Fourbes les Traîtres et les Menteurs
n'ayant pas d'autre voie de salut se cacheront dans les égouts
les fosses et les éviers et se métamorphoseront en reptiles
immondes en rats et en vers de terre avec une voix humaine
ils justifieront leurs œuvres iniques et si grandes seront
la honte et le poids des larmes que les buildings s'inclineront
de crainte et de respect vers les loges de concierges
et les casernes les salles des palais les banques les ministères
s'écrouleront de honte demandant pardon et pitié aux lieux
de tortures aux prisons aux camps de déportation aux usines aux
tombeaux anonymes et aux hospices d'indigents (...)

Et c'est alors que nous pourrons bâtir une église, mon frère,
ou une Acropole.

logues chiliens en 1973, ils voulaient faire un coup d'Etat « propre », sans bain de sang. La répression se ferait en douceur, avec discrétion : **par disparition**. Inspirée des méthodes nazies, la technique de la disparition, expérimentée dès 1975, suscitait admirablement la peur et le doute chez les gens. On crut un moment que les militaires argentins avaient gagné leur pari d'honorabilité : le pays était calme et, en apparence, le sang ne coulait pas. Ils n'avaient pas prévu une seule chose : la réaction des familles des disparus. Ils n'avaient pas imaginé que des femmes puissent se mobiliser pour crier leur douleur, faire connaître publiquement le drame qu'elles vivaient et par là dénoncer au grand jour leur politique terroriste. Ainsi, depuis le 30 avril 1977, les « Mères-Courage » comme les appelle Perez Esquivel, viennent marcher autour de la principale place de Buenos Aires, la place de Mai, devant le Palais du Gouvernement, pour rappeler qu'elles demandent des nouvelles de leurs enfants ou de leur mari qui, un jour, une nuit, ont « disparu ». Les militaires en ont bien arrêtées plusieurs, notamment en décembre 1977, leur infligeant à leur tour le terrible supplice de la torture. Mais rien n'y a fait : les semaines suivantes, d'autres sont venues pour prendre le relais. Et les « Folles » sont toujours là. Leur action admirable connue aujourd'hui du monde entier est venue révéler le véritable visage de la dictature argentine.

Braver ainsi la peur et la mort qui rôdent dans les rues de Buenos Aires, c'est déjà en soi relever le défi à l'Etat terroriste. C'est exiger de lui des comptes, des listes de disparus, des noms de prisonniers qu'il ne donne jamais. Demander des nouvelles des disparus, c'est également pour ces femmes croire qu'ils ne sont pas morts, c'est-à-dire les considérer toujours comme vivants. C'est placer l'Etat devant ses propres responsabilités, exiger qu'il déclare devant tous si oui ou non les disparus sont bien morts dans les mains de leurs bourreaux, et non pas se résigner d'elles-mêmes à croire qu'elles ne reverront plus jamais leurs enfants ou leur mari, à accepter la fatalité du destin. La résignation serait ici de croire à la mort plutôt que de s'accrocher à la vie. En cela, l'action des femmes argentines est doublement un défi à la ligne de mort de l'Etat parce qu'elles bravent l'angoisse de leur

propre arrestation en trouvant le courage de manifester que, sur le fond, elles refusent de croire à la mort de leurs proches. Comme le dit l'une d'elles : « Ni leurs menaces, ni leurs fusils ne peuvent rien contre la foi d'une mère. S'ils veulent avoir la paix, ils n'ont le choix qu'entre nous répondre ou nous tuer » (12). A elles seules, elles sont la conscience symbolique et silencieuse d'un peuple terrorisé que la violence n'est pas parvenue à étouffer. On ne tue pas un symbole (13).

Ainsi, dans leur dynamique intime, terrorisme et non-violence ne sont pas aussi éloignés qu'il puisse y paraître à première vue. Terrorisme et non-violence constituent une forme similaire de combat consistant à défier la mort dans un face-à-face avec des Etats toujours plus rigides, toujours moins disposés à accepter une contestation radicale. La recrudescence conjointe des attentats terroristes et de grèves de la faim dans les années 70 ne relève sans doute pas du hasard (14).

Mais terrorisme et non-violence se situent de façon totalement opposée dans leur rapport à la mort : le premier croit pouvoir braver la mort en la donnant aveuglément ; la seconde vise à l'assumer sans la donner. Il n'y a pas un rythme de la révolte comme l'a prétendu Albert Memmi (15) en ce sens que les opprimés essaieraient d'abord la non-violence, puis viendraient ensuite, en désespoir de cause, à la violence. Il y a un choix stratégique, un choix historique radical entre la violence et la non-violence. Face à la puissance d'Etats qui n'acceptent pas le débat démocratique et les formes légales de la contestation, il n'y a que deux solutions : le terrorisme ou la non-violence.

(12) Cité par Jean-Pierre Bousquet, *Les folles de Mai*, Stock, 1981, p. 65.

(13) C'est sans nul doute parce que le problème qu'elles soulevaient risquait de se retourner contre la junte que les militaires argentins se sont lancés dans l'aventure de la reconquête des Malouines afin de reconstituer une unité nationale bien menacée.

(14) Voir l'article de Hervé Ott sur la grève de la faim dans Alternatives Non-Violentes n° 34.

(15) Voir son livre, *Portrait du Colonisé*, Payot, 1979.

« TERRORISME »

que voulez-vous dire ?

par Christian MELLON

Prises d'otages, meurtres de diplomates, détournements d'avions, bombes dans les trains, les bars ou les synagogues, guérilla urbaine : pour nos media, tout cela est « terrorisme ». Mot magique, qui suscite l'indignation et brouille les idées. Pourtant, il n'y a pas besoin d'avoir l'esprit particulièrement subtil pour s'apercevoir que le meurtre d'un Consul de Turquie et la bombe dans le Capitole, ce n'est pas la même chose. On peut les juger également condamnables au plan moral et également stupides au plan politique ; il n'en reste pas moins qu'on ne peut plus comprendre de tels actes, ni, éventuellement, empêcher qu'ils se renouvellent, si on les traite de la même manière. La clarté du vocabulaire, ce n'est pas seulement une exigence d'intellectuels en mal de définitions précises ; cela peut avoir des conséquences pratiques fort concrètes...

Le mot « terrorisme », comme le mot « violence » d'ailleurs, est difficile à définir de manière objective : sentiments et jugements de valeur affleurent trop immédiatement. Nous sommes là dans un

domaine de l'action politique où les mots utilisés pour désigner des actes, des causes, des acteurs, sont eux-mêmes enjeux d'une lutte. De même que certaines îles du Sud Atlantique sont « Falkland » pour les Anglais et « Malvinas » pour les Argentins, de même que les événements du 24 décembre 1979 sont « invasion soviétique de l'Afghanistan » pour certains et « assistance militaire à un régime frère », pour d'autres, de même les assassins d'ambassadeurs sont tantôt des « terroristes » et tantôt des « résistants ». Bon nombre d'hommes et de femmes qui sont aujourd'hui légitimement respectés pour leur sacrifice comme « résistants » à la barbarie nazie ont été exécutés comme « terroristes ». Nombreux sont aussi, de Menahem Begin à Robert Mugabe, les anciens « terroristes » devenus de respectables chefs d'Etat... Pour définir ce qui est et ce qui n'est pas terrorisme, il faut donc oublier, non seulement les sympathies ou antipathies que nous pouvons avoir envers telle ou telle cause défendue par des « terroristes », mais aussi les emplois déjà stéréotypés de ce mot.

Un système de terreur

« Système, régime de la terreur » : c'est ainsi que le Dictionnaire de l'Académie française, en 1798, définit le mot au moment de sa première apparition. Système : effectivement, il y a **-isme** dans terrorisme. La terreur ne suffit pas à le caractériser, il faut que ce soit une terreur voulue, planifiée. Cela exclut déjà la terreur accident, la terreur sans but (mais pas forcément sans **cause**) comme celle que peut provoquer pour un temps un fou ou un homme assoiffé de vengeance. C'est donc une terreur **instrumentale**, choisie non pour elle-même mais pour obtenir du ou des terrorisés ce que l'on veut. C'est un moyen en vue d'une fin. Cependant, ce n'est pas un moyen comme un autre : ceux qui choisissent la terreur comme moyen au terme d'une analyse qu'ils veulent présenter comme « objective » se leurrent profondément. Bien d'autres motivations, plus ou moins occultées, interviennent nécessairement quand il est question de vie et de mort. On ne choisit pas entre le terrorisme et la voie électorale comme on choisit entre la voiture et le train pour un voyage, en pesant simplement et rationnellement le pour et le contre.

Les objectifs que l'on peut viser en terrorisant une population (ou un sous-groupe particulier dans une population) peuvent être divers. Lorsqu'il s'agit d'une terreur exercée par les pouvoirs en place, l'objectif est généralement la soumission du peuple et l'intimidation des opposants potentiels. Les exemples ne manquent pas, dans l'histoire comme dans l'actualité. Lorsque les Romains, après avoir vaincu de justesse les esclaves révoltés sous la conduite de Spartacus, en ont crucifié plusieurs milliers le long des voies menant à Rome, ils n'obéissaient pas seulement à un désir de vengeance ; ils visaient aussi à terroriser les esclaves survivants afin de leur ôter toute envie de recommencer. Ce terrorisme-là a besoin de mise en scène : le même nombre d'esclaves exécutés discrètement dans les prisons n'aurait pas produit le même effet. C'est la même logique qui présidait aux véritables spectacles qu'étaient sous l'Ancien Régime les exécutions publiques, accompagnées de toutes les tortures les plus terrorisantes : écartèlement, bûcher, roue, etc. On

sait que le maintien de l'ordre par la terreur fut poussé à sa perfection par le nazisme, avant de trouver des formes modernisées dans nombre de régimes totalitaires contemporains.

Autre objectif possible de la terreur : provoquer un exode de population. L'exemple classique en est le massacre de Deir Yassine, en Palestine, par lequel les troupes du tout nouvel Etat d'Israël, en 1947, accélèrent l'exode des Palestiniens au cours du premier conflit israélo-arabe. Plus couramment, le terrorisme vise simplement à attirer l'attention inter-

Le terrorisme vu par

Roger TRINQUIER, Colonel français, théoricien de la « guerre moderne », organisateur du « contre-terrorisme » en Algérie :

« Le terroriste ne doit donc plus être considéré comme un criminel ordinaire. Il se bat en effet, dans le cadre de son organisation, sans intérêt personnel, pour une cause qu'il estime noble, et un idéal respectable, comme tous les soldats des armées qui s'affrontent. Il tue sans haine, sur l'ordre de ses chefs, des individus qui lui sont inconnus avec la même sérénité que le soldat sur le champ de bataille. Les victimes sont souvent des femmes et des enfants, presque toujours des individus surpris sans défense. Mais à une époque où le bombardement des villes ouvertes est admis, où pour hâter la fin de la guerre dans le Pacifique nos Alliés n'ont pas hésité à raser deux villes japonaises avec la bombe atomique, on ne peut valablement le lui reprocher... C'est tricher que d'admettre sereinement que l'artillerie ou l'aviation peuvent bombarder des villages où se trouvent des femmes et des enfants qui seront inutilement massacrés, alors que le plus souvent les ennemis visés auront pu s'enfuir, et refuser que des spécialistes, en interrogant un terroriste, permettent de se saisir des vrais coupables et d'épargner des innocents. »

« La guerre moderne », *La Table Ronde*, 1961, pp. 37 et 42.

nationale sur un problème précis : ainsi des terroristes palestiniens, croates, arméniens, etc. Il s'agit alors, en provoquant une insécurité permanente au-delà des territoires immédiatement concernés, de susciter chez un certain nombre de puissances, normalement indifférentes, la volonté de régler la question.

Les buts des mouvements terroristes sont généralement de nature politique. Mais on peut envisager que des groupes sans but politique ni idéologie particulière fassent régner une certaine terreur lo-

cale pour contraindre au silence la population au sein de laquelle ils poursuivent des buts simplement criminels : la Maffia en Italie et dans certaines villes américaines fournirait un bon exemple. La frontière entre politique et criminel est d'ailleurs mouvante : des groupes terroristes politiques recourent régulièrement au hold-up pour se procurer des fonds. Et il n'est pas rare qu'un groupe attire à lui, après la génération des « fondateurs » politiques, de simples « paumés », qu'attirent seulement la violence et le genre de vie clandestin... On sait aussi que les gouvernements se refusent généralement à distinguer les politiques des criminels, dès lors que des moyens violents sont utilisés. La grève de la faim en Irlande du Nord (1981) avait précisément pour objectif d'établir cette distinction.

Le terrorisme est-il en germe dans la conception Clausewitzienne de la guerre ?

« La guerre est un acte de violence destiné à contraindre l'adversaire à exécuter notre volonté... Les âmes philanthropes pourraient aisément s'imaginer qu'il y a une façon artificielle de désarmer et de battre l'adversaire sans trop verser de sang ; et que c'est à cela que tend l'art véritable de la guerre. Si souhaitable que cela paraisse, c'est une erreur qu'il faut éliminer. Dans une affaire aussi dangereuse que la guerre, les erreurs dues à la bonté d'âme sont précisément la pire des choses. Comme l'usage de la force physique dans son intégralité n'exclut nullement la coopération de l'intelligence, celui qui use sans pitié de cette force et ne recule devant aucune effusion de sang prendra l'avantage sur son adversaire, si celui-ci n'agit pas de même. De ce fait il dicte sa loi à l'adversaire, si bien que chacun pousse l'autre à des extrémités auxquelles seul le contrepoids qui réside du côté adverse trace des limites.

Voilà comment il faut considérer les choses. Ignorer l'élément de brutalité à cause de la répugnance qu'il inspire, est un gaspillage de force, pour ne pas dire une erreur. »

Clausewitz, « *De la guerre* », chap. I, § 3.

Guérilla urbaine et terrorisme

De quelle nature est la « terreur » exercée ? Il semble que l'un des traits qui distingue le terrorisme de la guérilla urbaine c'est le caractère « indiscriminé » de ses attaques. Alors que dans la guérilla urbaine on est encore dans la « guerre », on attaque des ennemis en fonction de ce qu'ils font (leur **fonction**) dans l'appareil du camp adverse : soldats, juges, policiers, gardiens de prison, etc), dans le terrorisme « pur », on attaque des gens pour ce qu'ils **sont** : membres du groupe ethnique, religieux, social, national que l'on veut terroriser. Ainsi Johann MOST, théoricien et praticien du terrorisme au XIX^e siècle, aux USA, expliquait que les bombes devaient être placées partout où les classes sociales privilégiées se retrouvaient : salles de bal et églises. En Irlande du Nord, les Protestants jettent des bombes dans les cafés catholiques et vice versa. Des Palestiniens trient parmi les passagers d'un avion qu'ils détournent, gardant les citoyens Israéliens et libérant les autres. Les exemples sont nombreux. Ils attirent l'attention sur un trait beaucoup plus important qu'on ne le croit pour identifier le terrorisme comme tel. Certains peuvent estimer que ce sont là des subtilités de juristes ou d'humanistes totalement déplacées : qu'importe que des êtres humains soient tués pour ce qu'ils **sont** ou

pour ce qu'ils font ? A moins de mettre dans le même sac toutes les formes de violence, cela importe beaucoup. Même si l'on est contre la peine de mort, même si l'on est contre la guerre, il importe de saisir la différence entre la mort infligée à un criminel, la mort qui frappe le soldat au combat et la mort qui frappe le voyageur dans un train, le consommateur dans un café ou le passant sur un trottoir.

On voit que bien des actes catalogués « terroristes » sont en fait des actes de guerre : ceux qui ne visent pas essentiellement à terroriser une population mais à affaiblir les forces de « l'ennemi ». L'IRA, les Brigades Rouges, la RAF, l'ETA pratiquent fort peu l'attentat « indiscriminé ». Inversement, bien des actes de guerre relèvent en fait du « terrorisme ». On sait notamment que la stratégie du bombardement massif des populations civiles, tristement illustrée par les noms de Guernica, Berlin, Londres, Coventry, Dresde, Hambourg, Hiroshima et Nagasaki, représente une innovation dans la manière de faire la guerre : l'idée qu'on pourra vaincre l'adversaire en démoralisant sa population par des destructions aveugles plus facilement que par le choc des forces armées. La terreur stratégique n'est donc pas née avec l'arme atomique, mais quelques années plus tôt, avec la possibilité — grâce à l'aviation — de bombarder l'arrière des troupes et de terroriser ainsi les populations civiles. Il est vrai que les armes de « destruction massive »

ont permis de développer cette stratégie sur des bases entièrement nouvelles, pulvérisant, outre le principe séculaire de discrimination entre combattants et non-combattants, le principe non moins ancien de proportionnalité entre les destructions et les enjeux. Paradoxalement, ce terrorisme suprême, baptisé « équilibre de la terreur », basé sur la prise d'otages à l'échelle de millions de civils innocents, démontre que la terreur n'est pas proportionnelle aux victimes réelles, mais aux victimes virtuelles : il suffit que la menace de faire des victimes soit crédible.

Au terme de ces quelques réflexions, on peut se permettre de proposer une définition du terrorisme, ne serait-ce que pour la soumettre au débat.

Le terrorisme serait

- une stratégie,
- mise en œuvre aussi bien par des groupes au pouvoir que par des opposants, clandestins ou non,
- par laquelle des objectifs généralement politiques (mais pas nécessairement),
- sont visés en faisant régner la « terreur » sur une population (ou un sous-groupe dans une population),
- par divers types d'action (ou par des menaces crédibles) faisant violence aux membres de cette population de manière indiscriminée.

Italie : le terrorisme au secours de l'Etat

par Béatrice ARNOULD

Le terrorisme s'est développé en Italie à partir de 1969. Il vaut mieux dire les terroristes puisque le pays a connu d'abord une série d'attentats dus à l'extrême-droite puis, à partir de 1972, un terrorisme d'extrême-gauche, assez varié dans ses objectifs et ses militants. Contrairement au terrorisme sud-américain, qui apparaît comme une réaction face à des Etats autoritaires, le terrorisme à l'italienne naît dans un pays où le pouvoir est

peu centralisé et peu coercitif, où le débat politique est vigoureux et incessant.

Les racines du terrorisme italien sont complexes ; on ne peut les analyser de façon simpliste. On peut toutefois retenir une conjonction de facteurs liés à l'environnement économique, politique, social, psychologique. En tout cas, le résultat le plus évident du terrorisme, c'est qu'il a contribué à renforcer l'appareil répressif de l'Etat italien.

Après 20 ans de gouvernement de la Démocratie Chrétienne (DC) puis de gouvernement de centre gauche, le « mai rampant (1) » et l'« automne chaud » des années 68-69 donnent lieu à de très grands mouvements sociaux, où se mêlent étudiants et ouvriers. Ceux-ci aboutissent à d'importantes conquêtes sociales et à une poussée de la gauche dans la vie politique contre laquelle l'extrême-droite entend réagir. Développant ce qu'on appelle la

« stratégie de la tension », elle s'attaque aux militants, aux piquets de grève et surtout organise des attentats. Ces actions, qui bénéficient au début de la complicité de certains services secrets italiens et de députés du MSI (Mouvement Social Italien néo-fasciste, représenté au Parlement), cherchent à « durcir » l'Etat et à empêcher la progression du PCI. Ce sont des attentats « aveugles » : bombes dans la Banca dell'Agricoltura à Milan, le 12 décembre 1969 ; le 28 mai 1974 sur la Piazza della Loggia à Brescia, le 14 août 1974 dans le train Italicus. Ils font des dizaines de morts et des centaines de

(1) « Rampant » parce qu'il est étalé sur un an environ.

blessés (2). Mais cette stratégie de la tension va progressivement laisser la place à l'action de l'extrême gauche.

Dans les années 68-69 en effet, l'extrême gauche tend à privilégier dans l'héritage communiste les idées de « bras armé » du peuple et de violence comme méthode d'action systématique. Ainsi, les quelques attentats à son actif au cours de cette époque s'inscrivent dans le cadre des luttes sociales et antifascistes.

Des marginaux par milliers

Le terrorisme d'extrême-gauche apparaît vraiment en 72-73 lorsque commence la crise mondiale. Les grandes luttes sociales de 68-69 n'ont été suivies d'aucune réforme de fond. Les rapports de force s'inversent quelque peu dans les entreprises et dans les grandes négociations sociales. Le nombre des chômeurs, déjà important pendant le boom économique des années 50 (le « miracle italien »), augmente considérablement et atteint 1,5 million dès 1978 (soit 7,7 % de la population active). Le chômage touche principalement les jeunes, les femmes et le Sud.

Une nouvelle coupure de l'Italie se superpose au traditionnel fossé Nord-Sud : la coupure salariés-marginaux sépare pratiquement les « nantis » (protégés-syndiqués-organisés-dans-les-partis - traditionnels) et les « marginaux » réduits au travail précaire, au travail noir ou à l'Université (3). (Etre étudiant n'a plus rien d'un privilège en Italie : l'Université constitue surtout une voie de garage et n'est un lieu d'études que pour 10 % des inscrits). Les jeunes

(2) En 1978, aucun des procès concernant ces affaires n'était parvenu à son terme.

(3) En 1978, on évalue le nombre des travailleurs au noir entre 2,1 et 4,5 millions.

Le nombre des étudiants est estimé à 1 million et celui des chômeurs à 1,5 million. Il faut ajouter aussi 400 000 jeunes à la recherche de leur premier emploi et les chômeurs partiels (il est difficile d'évaluer le nombre de personnes qui appartiennent à plusieurs de ces catégories à la fois).

Les 3/4 des chômeurs ont moins de 29 ans et 40 % sont diplômés de l'enseignement secondaire ou supérieur. En outre, depuis 1972, les retours d'émigrés sont plus nombreux que les départs.

forment la première vraie génération « nationale » dans la mesure où ils n'ont plus beaucoup de liens avec leurs racines régionales.

L'industrialisation sauvage de certaines régions perturbe l'organisation sociale et aggrave le déracinement, la perte des références dans la population. Pays catholique par excellence, très en retard sur l'évolution des mœurs en Occident, l'Italie connaît une brutale crise des valeurs : en 10 ans, elle se trouve à l'avant-garde de tous les débats sur le féminisme, l'homosexualité, la drogue, l'avortement...

Cette nouvelle couche sociale, politisée mais inorganisée, faite de chômeurs, jeunes travailleurs, femmes, immigrés intérieurs, étudiants, se reconnaît de moins en moins dans le langage des partis de gauche et des syndicats (4). Certaines de ces luttes (féminisme), certains comportements (homosexualité, drogue), certains besoins sont niés, marginalisés, en particulier par le PC qui n'y voit (tout comme le PCF) que la manifestation d'une société capitaliste décadente.

Le compromis historique

La DC continue imperturbablement à gouverner ou plutôt à « sous-gouverner » et « mal-gouverner », avec l'appui des petits partis du centre. L'alternance semble très difficile, malgré un PC très puissant. Dans ce système de partis ayant peu le sens de l'Etat, dominé par la DC et le PC (représentant chacun un large éventail de classes sociales donc d'intérêts), la politique se caractérise par la lenteur, le compromis et quasiment l'immobilisme. Mais, depuis plusieurs années, notamment après la tentative de putsch, en 1964, du général De Lorenzo, chef des services secrets italiens, on vit, surtout à gauche, dans la hantise d'un coup d'Etat militaire. Jusqu'en 73, on espère malgré tout que le PC parviendra au pouvoir et changera la politique. Mais le coup d'Etat au Chili donne le coup de grâce à la stratégie d'alternance poursuivie par la gauche. Le PC réalise que 51 % de voix ne suffisent pas pour

(4) Tout est relatif puisque les organisations de jeunesse les plus importantes se trouvent dans la mouvance du PC et de la DC.

gouverner un pays et développe alors l'idée du « compromis historique » c'est-à-dire la recherche d'une alliance de gouvernement avec la DC. Celle-ci refuse cette proposition, mais les tentatives de rapprochement du PC et son comportement de « parti responsable » créent de plus en plus un vide dans l'opposition, vide que l'extrême-gauche ne sait pas combler. Tous ceux qui se trouvent à la gauche du PC se trouvent privés d'opposition institutionnelle, privés des médiations traditionnelles des démocraties.

L'escalade de la « violence de gauche » suit donc la progression du PCI vers le pouvoir depuis 68-69. Est-ce le résultat d'une déception ou, comme le dit le PC, une revanche contre les conquêtes sociales et la progression de la gauche ? Après les élections législatives de 1976 jusqu'à la fin de 1977, le PCI adopte une stratégie d'abstention au Parlement pour permettre à la DC de gouverner. Mais la DC ne lui accorde rien en contrepartie, si bien qu'il se trouve perdant sur tous les tableaux. L'année 1977 est marquée par l'explosion du printemps « autonome » et se termine sur une très importante manifestation des métallos, le 2 décembre, contre un compromis historique « rampant » qui équivaut à se laisser manipuler par la DC.

C'est le 16 mars 1978 que le PC, grâce à ses vigoureuses positions antiterroristes, entre officiellement dans la majorité parlementaire, le jour même de l'enlèvement d'Aldo MORO.

L'Etat n'est pas crédible

Depuis la création de la République en 1946, la moyenne des crises gouvernementales est supérieure à une par an. Les mêmes coalitions se succèdent au pouvoir. Un gouvernement qui tient plus de deux ans est exceptionnel. Dans ces conditions, les gouvernements ne peuvent que gérer les affaires courantes, repoussant toujours les décisions importantes. Les dossiers restent en pile dans les cabinets ministériels jusqu'à ce que la situation devienne très urgente.

Le haut personnel politique, y compris ministres et Président de la République, est compromis dans des affaires douteuses et des scandales : Lockheed,

Loge P2, le crach Sindona, etc. Le pouvoir a la fâcheuse tendance à bloquer la justice dans l'instruction de ce genre d'affaires : la classe politique protège ses hommes, et les démissions des gens mis en cause dans un scandale sont extrêmement rares. Les petits fonctionnaires, qui travaillent pour un Etat aussi inefficace et si peu crédible, se laissent corrompre d'autant plus facilement que l'exemple vient d'en haut.

Les Italiens redoutent et méprisent leur administration, très lourde, mal organisée, inefficace. La police en offre un exemple : trois corps différents de gardiens de l'ordre, la Guardia di Finanza (dépendant du Ministère des Finances), la Pubblica Sicurezza (équivalent de la Police Nationale) et les Carabiniers (équivalents des Gendarmes) font de l'Italie l'un des premiers Etats policiers d'Europe par le nombre de policiers par habitant. Mal organisés, mal formés, ces corps marchent souvent sur les mêmes plates-bandes. Leur inefficacité à l'égard de la criminalité de droit commun et du terrorisme est légendaire.

Exemple de corruption ou de mauvaise organisation ? L'administration pénitentiaire laisse évader 522 personnes en 1976, 559 en 1977.

Manque de civisme ou inefficacité des services fiscaux : l'évasion fiscale est supérieure à 10 000 milliards de Lires par an !

Tout ce qui fonctionne en Italie est hors du contrôle de la politique : l'économie « immergée » est en pleine expansion, contrairement au secteur industriel public ou para-public déficitaire depuis de nombreuses années.

Dans cette nation très récente, il n'est pas étonnant que l'identification à l'Etat se fasse difficilement. On se retrouve plus facilement sous le drapeau d'un parti ou d'un syndicat que sous le drapeau tricolore !

La critique de la politique traditionnelle

A l'affaiblissement des luttes syndicales, au vide politique créé à gauche par la politique de compromis historique, à l'émergence de cette nouvelle couche sociale faite de tous les laissés-pour-compte

de la crise, s'ajoute, en 1973, une crise de l'extrême gauche. Bon nombre de militants remettent en question l'efficacité de la « lutte de masses » et leur réflexion évolue vers des formes d'actions violentes de type commando. Dans les usines, par exemple, pour ré-équilibrer le rapport de forces direction / syndicat, on s'attaque aux « petits chefs » qui rendent la vie trop insupportable.

Par ailleurs, apparaît un mouvement qui ne cessera de s'amplifier jusqu'en 1977, marqué par le refus de la lutte politique traditionnelle. Animé par cette nouvelle couche sociale, « Le Movimento » ne se donnera jamais de structures d'ensemble et développera des revendications de type individuel : droit au logement, droit à la subsistance, droit à l'existence tout simplement. Droit au travail aussi, comme travail alimentaire et non comme finalité en soi, contrairement à l'idéologie véhiculée par la gauche et les syndicats. Quelques organisations comme **Prima Linea** émergent quand même de cette mouvance. Mais celles-ci entendent reprendre les revendications du **Movimento** et s'en veulent le fer de lance.

La vie de l'Italie est alors secouée par de multiples attentats, plus ou moins meurtriers, dont les cibles sont les « petits oppresseurs », reconnus comme tels par une partie de l'opinion. La violence devient chose admise, presque naturelle. Ancienne composante des luttes sociales et politiques, elle prend une ampleur nouvelle et particulière dans cette période. Pour des gens qui vivent quotidiennement dans l'insécurité, squatter un logement, voler à l'étalage, « auto-réduire » sa facture d'électricité ou prendre le bus sans payer deviennent des pratiques courantes. Le passage de ce genre d'illégalité au premier cocktail Molotov se fait sans problème pour de nombreux militants.

Les terroristes

Dans les premières années, le terrorisme bénéficie d'une très large complicité : complicité matérielle, sympathie ou indifférence bienveillante. Aussi est-il difficile de déterminer véritablement qui est « terroriste ». Si l'on doit, comme la justice italienne, accuser de terrorisme toute personne qui a eu des

sympathies à son égard, alors toute l'extrême gauche (c'est-à-dire une bonne fraction des syndicats et du monde ouvrier, des élus locaux, des avocats, des journalistes, des intellectuels, etc.) et tout le **Movimento** sont terroristes. Si l'on s'en tient au degré de participation des actions terroristes, il faut alors distinguer une série de cercles concentriques.

Au centre, on trouve un noyau de « vrais » terroristes :

— les réguliers des organisations armées, permanents payés et clandestins, peu nombreux au début, mais de plus en plus au fur et à mesure que s'accentuera la répression et que s'affaiblira le soutien des « masses » ;

— les membres de tous les commandos occasionnels (137 signatures différentes pendant le premier semestre 78 !) responsables d'une bonne partie des attentats.

Au total 1 000 personnes, ou plus ? Tout dépend du degré de violence à partir duquel un acte mérite d'être qualifié de terroriste : le matraquage d'un contremaître ou l'incendie d'une voiture en font-ils partie ?

Autour de ce noyau, les « irréguliers » des mêmes organisations : à l'origine, à l'exception des BR, la majorité des membres des groupes armés, **Prima Linea**, **Lotta Continua**, **Potere Operaio**, NAP (Nuclei Armati Proletari) en font partie. Ce sont des militants non clandestins qui assurent l'infrastructure et qui participent aux actions. Pour l'enlèvement de Moro, par exemple, il a fallu 200 personnes environ pour assurer la recherche des renseignements, les voitures, les logements, etc. Des groupes comme l'Autonomie Ouvrière ont toujours refusé la clandestinité; **Prima Linea** y a résisté très longtemps.

Les différences idéologiques viennent compliquer ce premier tableau. Schématiquement il faut distinguer le **Movimento** et les héritiers du gauchisme traditionnel de 68-69. Des organisations comme les BR (créées en 70), les NAP (74-77), **Potere Operaio** (70-74), **Lotta Continua** (dissoute en 76), l'Autonomie Ouvrière (née en 73) sont ouvrières et léninistes. Elles choisissent les cibles de leurs actions en fonction d'objectifs généraux et sont fortement structurées, hiérarchisées. Elles sont

l'image de la « religiosité politique » que le **Movimento** exècre. En revanche, Prima Linea (née en 1976) rassemble des militants peu coordonnés jusqu'en 79, et qui conçoivent leur organisation comme un « appareil technique » au service des luttes sociales. Très souvent, ils apportent leur concours à des groupes qui n'ont pas les moyens de préparer leurs actions seuls et qui agissent sous des signatures d'emprunt.

Jusqu'en 78-79, le débat ne porte donc pas sur la nécessité de la violence, mais sur la manière de l'administrer, de l'organiser. Ce débat, présent dans toutes les organisations, s'accentuera avec la montée du **Movimento** jusqu'à faire dépérir des organisations comme Lotta Continua ou Potere Operaio. Il prendra un aspect encore plus radical vers 1979 au sein des groupes armés, quand ceux-ci, alourdis par le nombre croissant de clandestins, en proie à la répression et à la réprobation de l'extrême-gauche, auront tendance à se replier sur eux-mêmes, oubliant leurs objectifs de lutte sociale pour se préoccuper uniquement des problèmes de l'organisation et de la lutte contre l'Etat.

Objectifs, cibles, moyens

Les terrains de lutte sont d'abord les terrains traditionnels de l'extrême gauche : luttes sociales et lutte antifasciste principalement, y compris contre les prisons. Les organisations terroristes ont en général une très bonne implantation dans le milieu du travail, c'est-à-dire surtout dans le Nord.

S'ils ont fait le choix de la violence, les terroristes sont parfois encouragés par les groupes ouvriers de base qui s'en remettent à eux pour régler certains conflits : on dit à un petit chef « attention, Prima Linea te surveille », même si ce n'est pas vrai ; ou on demande à Prima Linea d'aider à organiser la jambisation (action de tirer dans les jambes) d'un contremaître fasciste ; ou bien encore on se tait en espérant très fort que les B.R. viendront lui donner une leçon, même si on n'est pas d'accord avec leurs méthodes.

La violence dans les luttes sociales est une donnée aujourd'hui refoulée par les syndicats, le PC et leur base. Pourtant, des milices d'ouvriers ont

bel et bien circulé dans des usines pour s'opposer aux heures supplémentaires ou dans les rues les jours de grève générale pour intimider les commerçants qui ouvraient boutique ou encore ont matraqué des petits chefs : tout cela est oublié et pourtant a bien existé. Sans provoquer particulièrement de réactions syndicales. Cela a contribué aussi à la naissance du terrorisme.

Quels que soient les objectifs à long terme des groupes terroristes, comme la destruction de « l'Etat Impérialiste des Multinationales », les cibles sont toujours les petits symboles de l'oppression, cadres, magistrats, forces de l'ordre, enseignants, médecins, journalistes (à partir de 77) sans oublier les fascistes. Le plus souvent blessés, ils sont parfois tués ou enlevés en échange de prisonniers politiques ou d'un temps d'antenne à la télévision. Les assassinats sont rares avant l'affaire Moro en 1978. Les terroristes pratiquent beaucoup la « perquisition » dans des locaux de partis, d'organisations professionnelles, pour avoir des renseignements et se faire de la publicité. Mais la majorité de leurs actions consistent en des explosions : incendies de voitures, cocktails Molotov lancés dans des locaux fascistes, des casernes...

Ces actions ont pour but de détruire, d'intimider et surtout de donner l'exemple, espérant entraîner le peuple dans la guerre civile. En général, elles sont rares pendant les vacances et très fréquentes en période électorale. Si le Nord industrialisé est le plus touché, Rome est la ville qui détient le record du nombre des attentats. Le terrorisme n'est pas exclusivement lié aux luttes sociales, mais dirigé aussi contre l'Etat, le pouvoir démocrate-chrétien, la magistrature, le PCI « complice de la répression » et du Pouvoir. L'isolement croissant dans lequel les terroristes se trouveront après l'affaire Moro les conduira à se raidir, à se croire en guerre contre tout le monde et à choisir des cibles de plus en plus étonnantes : en 79, un militant ouvrier communiste est tué par les BR ; **Prima Linea** assassine au début de la même année le juge Alessandrini qui s'efforçait de montrer les causes sociales du terrorisme...

Enfin, le terrorisme déploie aussi une activité non politique : pour financer ses opérations, pour

faire vivre les clandestins, il faut de l'argent, il faut pouvoir écouler cet argent sans risques..., il faut des armes. D'où toute une série d'actions non revendiquées bien entendu, qui se poursuivent malgré les crises internes : hold-ups, raps crapuleux, liens avec le Milieu (5), attaques d'armureries, désarmement de policiers, etc.

La répression des premières années

La première réaction de l'opinion et du monde politique a été de souligner le danger que courrait la démocratie si on choisissait de lutter contre le terrorisme par des lois spéciales et si elle se laissait ainsi entraîner dans le cycle de la violence et de la répression. Il faut dire que l'Italie possède un arsenal très complexe de lois — les pires et les meilleures — votées à différents moments de son histoire.

Cette attitude, plutôt saine, était compensée par l'amalgame systématique de tout ce qui pouvait se trouver à gauche du PC : groupes gauchistes, groupes terroristes, autonomes, inorganisés... Dans la mesure où la violence était reconnue par tous et préconisée comme un moyen de lutte efficace, légitime, il était facile pour l'Etat de criminaliser en bloc tous ces mouvements.

Par ailleurs, l'opinion avait tendance à croire que les attentats ne pouvaient pas venir du bon peuple italien, mais de ces intellectuels « infiltrés » dans les universités et les usines pour prôner la violence.

La répression repose, théoriquement, sur les services secrets et de contre-espionnage (SID) italiens. Mais ceux-ci, après que leur participation à la « stratégie de la tension » ait été prouvée, sont démantelés, réorganisés, démocratisés en 1977, ... et se révèlent tout à fait inefficaces.

Toutefois, le principal obstacle à la répression est la complicité relativement large dont bénéficient les terroristes. Lorsqu'il s'appuie sur les luttes sociales, le terrorisme apparaît « seulement » comme le degré supérieur de la violence dans la mesure

(5) Pas avec la Maffia dont les terroristes ont plus peur que de l'Etat !

où ses revendications semblent légitimes. Face à lui, l'Etat semble si peu crédible, si peu efficace qu'une grande partie des gens, même opposés au terrorisme, ne se sentent pas partie prenante de la répression et opposent une sorte de passivité aux efforts de la police.

Malgré tout, la police remporte un succès important en arrêtant le 8 septembre 1974 le chef des BR, Renato Curcio. Libéré par un commando des BR, le 18 février 1975, Curcio est repris le 18 janvier 1976. Son procès s'ouvre à Turin en 1977 et des milliers de manifestants du **Movimento** se laissent entraîner à réclamer sa libération. A la même époque, des milliers d'ouvriers manifestent déjà contre le terrorisme. A chaque assassinat politique, ce sont des centaines de milliers de gens dans les rues, des grèves nationales, parfois spontanées. Des organisations d'extrême-gauche comme **Il Manifesto**, situées juste à gauche du PCI, accusent les BR de faire le jeu du patronat et de l'extrême droite.

Mais les BR sont décapitées. Le terrorisme va-t-il disparaître ?

L'affaire Moro

En fait, il continue ; les BR aussi qui décident, au début de 1978, de passer à la vitesse supérieure dans leur guerre contre l'Etat : c'est l'affaire Moro. Aldo Moro, Président de la DC, artisan du rapprochement entre PC et DC, est enlevé le matin du 16 mars (6) alors qu'il allait précisément assister au vote d'investiture du premier gouvernement démochrétien soutenu par le PC (7).

Pendant 55 jours, les BR, refusant toute négociation secrète, publient neuf communiqués et surtout laissent leur prisonnier envoyer des lettres à sa famille et à ses amis politiques pour négocier directement et publiquement sa libération. La négociation porte un moment sur un échange avec 13 prisonniers politiques, mais en fait, ce n'est pas le vrai enjeu. Au fond, ce que souhaitent les BR,

(6) C'est le 12^e rapt depuis le début de l'année, dont la plupart sont de nature crapuleuse.

(7) Ce vote conclut la 37^e crise gouvernementale de l'après-guerre.

c'est leur reconnaissance par l'Etat comme ennemis de guerre. Mais l'Etat va jusqu'au bout refuser ce chantage.

Le 9 mai, on retrouve le cadavre d'Aldo Moro dans une voiture placée à mi-chemin entre les sièges de la DC et du PC, en plein cœur de Rome.

L'affaire Moro relance plus violemment que par le passé le débat sur la négociation avec les terroristes. Les partis politiques de l'arc constitutionnel, (sauf le PSI et les Radicaux) et les syndicats refusent la négociation par crainte de créer un préce-

LE TERRORISTE, UN HOMME PERDU

En 1868 paraît le célèbre **Catéchisme révolutionnaire** de Bakounine et Netchaiev. En fait, on sait aujourd'hui qu'il est l'œuvre du seul Netchaiev. Et par ailleurs, il s'agit bien plutôt d'un catéchisme terroriste dont les accents restent terriblement modernes.

Paragraphe I. — Le révolutionnaire est un homme perdu. Il n'a pas d'intérêts propres, ni de cause personnelle, ni de sentiments, d'habitudes ni de biens. Il n'a pas même un nom. Tout en lui est absorbé par un intérêt unique et exclusif, par une seule pensée, une seule passion : la révolution.

Paragraphe II. — Dans la profondeur de son être, non seulement en paroles, mais de fait, il a rompu tout lien avec la société civile, avec tout le monde cultivé et toutes les lois, les conventions, les conditions généralement acceptées, ainsi qu'avec la morale de ce monde. Il sera pour lui un ennemi implacable, et s'il continue à y vivre, c'est seulement pour le détruire plus effectivement.

Paragraphe III. — Le révolutionnaire méprise toute doctrine ; il a renoncé à la science du monde, qu'il laisse à la prochaine génération. Il ne connaît qu'une seule science : celle de la destruction.

Paragraphe IV. — Il méprise l'opinion publique. Il méprise et hait l'actuelle morale sociale, dans toutes ses exigences et toutes ses manifestations. Pour lui, tout ce qui permet le triomphe de la révolution est moral ; est immoral tout ce qui l'entrave.

Paragraphe V. — (...) Chaque jour, il doit être prêt à mourir. Il doit être prêt à supporter la torture.

Paragraphe VI. — Sévère pour lui-même, il doit être sévère pour les autres. Tous les sentiments tendres et amollissants de parenté, d'amitié, d'amour, de reconnaissance et même d'honneur doivent être étouffés chez lui par la seule et froide passion de la cause révolutionnaire (...).

Paragraphe VII. — La nature d'un révolutionnaire authentique exclut tout romantisme, tout sentimentalisme, tout enthousiasme et toute séduction. Elle exclut aussi la haine et la vengeance personnelles.

dent. L'ensemble de la presse préconise également une attitude dure, tout en offrant aux terroristes la une des journaux dès que ceux-ci se manifestent...

Quant aux Radicaux (libertaires, non-violents) et toute l'extrême gauche, ils refusent l'idée de sacrifier des otages à un Etat aussi compromis. Ils savent surtout que c'est l'extrême gauche tout entière qui payera pour la mort de Moro et pensent que l'Etat ne perdrait pas beaucoup de sa crédibilité en reconnaissant la réalité : la guerre entre les BR et l'Etat.

Le changement qualitatif et quantitatif de la violence

Ce débat, le suspense entretenu pendant l'enlèvement de Moro, l'importance des enjeux et le final dramatique de l'assassinat du Président de la DC créent un choc psychologique dans la classe politique, l'opinion, mais aussi dans l'extrême gauche et les organisations terroristes. Les Brigadiers apparaissent de plus en plus comme des « camarades qui se trompent ».

Les BR, de leur côté, constatant que le peuple ne suit pas son avant-garde, décident de se passer de son soutien. Parties d'une idéologie ouvrière, les BR en arrivent à se dresser contre ces gens « complices de leur propre exploitation ». Le durcissement idéologique, le choix de cibles incompréhensibles pour l'opinion accentuent la marginalisation des BR. On a l'impression qu'il s'agit d'une guerre privée entre elles et l'Etat et l'on perçoit le caractère gratuit de la violence administrée par les terroristes. Les grandes manifestations du **Movimento** au printemps 1977, très durement réprimées, rejetées par le monde politique traditionnel, laissent sans réponses les problèmes et les espoirs de cette génération. Plus qu'un outil, la violence devient de plus en plus un **mode d'expression**, un lieu d'existence politique, un mode de comportement : pas de justifications idéologiques, pas de stratégie, pas de définition de l'objectif, pas de concertation. On tire parce qu'on ne croit pas à autre chose. On n'est plus des révolutionnaires mais des rebelles. Beaucoup se rendent compte que l'Etat peut très bien tolérer cette forme de rébellion, comme il absorbe d'autres contradictions : chômage, criminalité. En 78-79, le nombre des attentats s'accroît : ils se comptent par centaines. Ils sont de plus en plus meurtriers, signés par un nombre impressionnant d'organisations.

Nombre des victimes (8)

1975 : 5 morts, 18 blessés
1976 : 9 morts, 10 blessés

(8) Chiffres de la CGIL, syndicat proche de la CGT française.

1977 : 25 morts, 122 blessés

1978 : 24 morts, 74 blessés

Tous les morts de 1975 à 1979 sont le fait de l'extrême gauche.

Nombre des attentats (9)

1977 : 2 124 (selon le Ministère de l'Intérieur)

1978 : 3 000 environ (selon le PC).

1979 : 2 179 attentats pendant les 11 premiers mois de l'année (*Libération* du 12-2-1980).

Un quart de ces attentats environ sont revendiqués par l'extrême droite.

La répression s'organise

La stratégie de l'Etat va devenir de plus en plus radicale. La répression est désormais assurée par un corps spécial de Carabiniers commandés par le célèbre général Della Chiesa. Le 15 décembre 1979, 25 000 hommes sont placés sous son commandement. Il peut disposer en outre d'hélicoptères, de blindés et d'un ordinateur. Tout en continuant à tenir un discours démocratique, le Pouvoir adopte des mesures spéciales contre le terrorisme. Ainsi, le 21 mars 1978, pendant l'affaire Moro, et malgré l'opposition déclarée des partis, le gouvernement adopte un décret-loi réduisant le secret de l'instruction, élargissant les écoutes téléphoniques — qui peuvent désormais servir de preuves — et facilitant la collaboration entre magistrats et Ministère de l'Intérieur. Il porte par ailleurs la peine d'emprisonnement à 30 ans maximum pour les auteurs d'enlèvements et autorise pendant 24 heures des interrogatoires sans mandat, sans avocat et sans procès-verbal. Ces mesures spéciales complètent la loi « Reale » votée en 1975 pour lutter contre la criminalité et les manifestations violentes ; celle-ci autorisait déjà la police à user de ses armes dans un but préventif, à arrêter sans flagrant délit, à perquisitionner sans mandat tout en limitant les cas de mise en liberté provisoire.

(9) De par la diversité des sources, ces chiffres ne peuvent que donner une idée de l'ampleur du terrorisme mais pas de sa progression.

Enfin, une nouvelle loi est votée au Parlement le 4 février 1980 : en cas d'atteinte à l'intégrité d'une personne physique, à des « fins terroristes », les peines sont portées à 20 ans de prison minimum s'il y a mort de la victime, à 6 ans minimum pour blessures ; la diffusion de textes à finalité terroriste est punie de 2 à 4 ans de prison et l'assistance aux terroristes, en dehors des cas de complicité ou de participation déjà prévus par la loi, devient un délit. Autant dire qu'avec ces mesures, toute l'extrême gauche est susceptible d'être inculpée.

Cette loi porte également le délai de préventive à 12 ans maximum et promet la réduction de la moitié de leur peine aux terroristes qui collaborent avec la police (c'est la loi Fioroni, du nom du premier « repenti »).

A l'occasion des arrestations, le 7 avril 1972, de 22 personnes (dont plusieurs militants qui se tiennent à l'écart de la politique comme Negri et Piperno), on exhume le **Codice Rocco**, voté pendant le fascisme, qui permet l'inculpation pour « insurrection armée contre le pouvoir d'Etat » et pour « constitution de bande armée ».

Au printemps 1977, des blindés sont utilisés pour la répression contre les autonomes. Cette même année, l'Etat ouvre les premières prisons spéciales pour accueillir 1 500 personnes arrêtées pendant l'agitation autonome du printemps et éviter leur contact avec les « droit commun ».

En mai 1979, 10 000 soldats de conscription, sous le contrôle des Carabiniers, sont utilisés pour la surveillance de milliers d'édifices publics considérés comme des objectifs possibles des terroristes au cours de la campagne électorale.

Des postes de Préfets de Police pour les villes de Milan, Gênes et Turin sont spécialement créés, les 14 et 15 décembre 1979.

En 1980, trois autres prisons sont ouvertes, ainsi que des quartiers spéciaux dans les prisons de Turin, Milan et Rome. A la fin de la même année, la prison de l'Asinara, considérée comme l'enfer des prisons italiennes, est fermée à la demande du PSI et sur la pression de toute l'extrême gauche.

Fin 1980, l'actrice Franca Rame alerte Amnesty International au sujet des conditions de détention en Italie.

L'union sacrée pour extirper le terrorisme

L'opinion publique a fini par « lâcher » les terroristes. Ne comprenant plus ni le choix de leurs cibles, ni leurs objectifs. Elle en a assez de la violence. Avec tout le monde politique, les syndicats, la presse, c'est l'union sacrée pour sauvegarder l'Etat et la démocratie. En 1979, après la première grande confession de Fiorini, brigadiste repenti, une vague de dénonciation va faire prendre conscience à l'Italie d'une réalité inquiétante : les terroristes sont partout, ce sont des gens très normaux, très respectables, des syndicalistes responsables (10), des élus locaux, des policiers... Un climat de suspicion généralisé s'installe. Le PC appelle à la dénonciation des « mauvais ouvriers » ; des municipalités, parfois communistes, incitent à la délation. Le « délit de sympathie » est poursuivi à tous les niveaux de la société. La prise de distance vis-à-vis des terroristes devient la préoccupation majeure de l'opinion. Toute la société expulse la violence qui n'a plus le droit d'exister, même dans le passé.

L'extrême gauche qui subit largement ce rejet a elle aussi pris du recul : les brigadiques ne sont plus « des camarades qui se trompent ». Sans devenir non-violente, l'extrême gauche critique très vigoureusement les objectifs, les stratégies, les effets du terrorisme.

La crise morale chez les terroristes : délateurs, repentis, dissociés...

L'affaire Moro, la marginalisation des terroristes devenus de plus en plus clandestins, le développement de la violence comme mode de comportement, le sentiment d'une guerre privée entre les terroristes coupés de leur base et l'armée de Della Chiesa, le nombre des assassinats, tout cela finit par susciter

(10) En 1980, on compte 300 militants syndicaux arrêtés depuis 1977.

Tout n'est pas permis

Dans *Les Justes*, Albert Camus pose la question des moyens de l'action politique à travers le dialogue de deux de ses personnages.

Pour Stepan, seul compte le résultat : l'inhumanité de l'ennemi justifie l'inhumanité du terroriste. Mais Dora, quant à elle, n'entend pas faire fi de l'amour. Elle en appelle à une stratégie de l'action qui se conjugue avec le respect de l'autre.

STEPAN

Quand nous nous déciderons à oublier les enfants, ce jour-là, nous serons les maîtres du monde et la révolution triomphera.

DORA

Ce jour-là, la révolution sera hâie de l'humanité entière.

STEPAN

Qu'importe, si nous l'aimons assez fort pour l'imposer à l'humanité entière et la sauver d'elle-même et de son esclavage.

DORA

Et si l'humanité entière rejette la révolution ? Et si le peuple entier, pour qui tu luttes, refuse que ses enfants soient tués ? Faudra-t-il le frapper aussi ?

STEPAN

Oui, s'il le faut, et jusqu'à ce qu'il comprenne. Moi aussi, j'aime le peuple.

DORA

L'amour n'a pas ce visage (...).

STEPAN

Tu es une femme et tu as une idée malheureuse de l'amour.

DORA, avec violence

Mais j'ai une idée de ce qu'est la honte.

STEPAN

J'ai eu honte de moi-même, une seule fois, et par la faute des autres. Quand on m'a donné le fouet. Car on m'a donné le fouet. Le fouet, savez-vous ce qu'il est ? Véra était près de moi et elle s'est suicidée par protestation. Moi, j'ai vécu. De quoi aurais-je honte, maintenant ?

ANNENKOV

Stepan, tout le monde ici t'aime et te respecte. Mais quelles que soient tes raisons, je ne puis te laisser dire que tout est permis. Des centaines de nos frères sont morts pour qu'on sache que tout n'est pas permis.

STEPAN

Rien n'est défendu de ce qui peut servir notre cause.

ANNENKOV, avec colère

Est-il permis de rentrer dans la police et de jouer sur deux tableaux, comme le proposait Evno ? Le ferais-tu ?

STEPAN

Oui, s'il le fallait.

un débat sur la finalité de la violence, puis sur la violence elle-même. Des militants qui avaient fait ce choix parce qu'ils ne voyaient plus d'autres moyens de lutte possible constatent que la violence s'exerce désormais sans finalité. Par ailleurs, les terroristes avaient recruté beaucoup de jeunes, sans itinéraire idéologique, parvenus directement au terrorisme et donc mal armés psychologiquement pour assumer la clandestinité, la solitude personnelle, l'isolement idéologique et la violence elle-même. Les confessions des « repentis » sont en partie le signe de cette crise morale et ne font que l'accentuer.

Le premier grand repenti, Patrizio Peci, était le numéro 3 de la colonne des BR de Turin. Arrêté le 19 février 1980, il « passe à table » 50 jours plus tard. On ignore les raisons exactes pour lesquelles Peci s'est repenti. Toujours est-il qu'il a montré la même conscience professionnelle dans la délation que dans le terrorisme : sa déposition, à elle seule, entraîne une soixantaine d'arrestations en avril et mai 1980 et décapite les BR de Gênes et Turin.

Bon nombre de repentis sont des jeunes de la nouvelle génération de terroristes qui « craquent » et avouent des actes qu'ils ne parviennent pas à assumer psychologiquement. Certains se livrent à la police ; d'autres attendent la tête haute qu'on vienne les arrêter au travail.

Tous ne parlent pas. Ceux qui parlent ne disent pas tous la même chose. L'extrême gauche prend soin de distinguer les « délateurs » (comme Peci), les « repentis » (qui essaient de ne pas donner de noms de camarades) et les « dissociés » (qui abandonnent simplement leur organisation terroriste mais sans rien dire).

A l'intérieur des prisons, le climat est tendu, surtout contre les délateurs : un prisonnier soupçonné de délation (à tort) est assassiné dans sa cellule par un prisonnier de droit commun. La tension est telle que le Pouvoir envisage la création d'une prison spéciale pour délateurs...

A l'extérieur des prisons, le climat est presque le même. En 1979, **Prima Linea** tue William Waccher, un ancien militant relâché par la police, qui avait pourtant livré très peu de choses. Cet assassinat,

commis pour enrayer la vague des repentirs, produit l'effet inverse : il accentue le climat de haine parmi les terroristes. Les repentis sont méprisés, considérés par les BR comme des « poux qu'il faut écraser » ; les dissociés sont considérés comme des traîtres. Roberto Peci, frère du célèbre repenti, lui-même dissocié, est assassiné en août 1980 en représailles contre les révélations de son frère qu'on ne peut pas atteindre. Les délateurs sont obligés de vivre sous de fausses identités et sous la protection de la police.

Les effets de la délation

On estime à un bon millier ceux qui ont pris leurs distances avec le terrorisme, parmi lesquels 5 à 600 ont collaboré plus ou moins avec la police et 300 très sérieusement. Fin 1980, sur 72 brigadistes arrêtés à Turin, 33 sont classés repentis ; sur 180 militants de **Prima Linea**, 40 ont parlé.

La déposition de Peci avait entraîné 60 arrestations environ et la disparition des BR à Turin et Gênes. Celle d'Antonio Savasta, arrêté en 1982 dans la prison du général américain Dozier, contribue à faire tomber la colonne romaine des BR. En ce qui concerne **Prima Linea**, la déposition de Roberto Sandalo entraîne 180 arrestations d'avril à octobre 1980 et celle de Michele Viscardi en décembre 1980, suivie d'un voyage de vérification de 4 000 km avec la police, achève de démanteler l'organisation.

Outre le fait de permettre à la police d'arrêter les auteurs des attentats, la délation permet au délateur de diminuer sa peine. Cela aboutit à des situations assez injustes du point de vue pénal : ainsi, Patrizio Peci, accusé de 7 assassinats et de 50 autres délits, est condamné à trois ans de prison ; Fioroni, condamné à 27 ans de prison pour le rapt d'un fils de famille riche (lequel était mort pendant sa séquestration) est relâché après sa confession. Par contre, dans le procès Dozier, en 1982, un des brigadistes torturé qui refusait de collaborer, est condamné à 28 ans de prison ; mais le chef du commando, qui s'est repenti, peut espérer une libération rapide malgré les 17 homicides dont il est soupçonné...

Sortir dignement du terrorisme

Si quelques dizaines de terroristes, incapables de se « recycler », sont partis dans les maquis du tiers-monde, ils sont aujourd’hui plusieurs centaines à vouloir quitter le terrorisme. Mais il leur est extrêmement difficile de s’en sortir. Accusés par leur organisation d’être des traîtres, ils sont obligés de couper les ponts avec toutes leurs anciennes relations et parfois d’entrer dans une nouvelle clandestinité ou de s’exiler.

Nombre de militants seraient sans doute prêts à payer pour leurs actes passés, s’ils pouvaient le faire sans se laisser humilier, c'est-à-dire sans être obligés de « donner » ceux de leur organisation, et de renier en bloc leur passé. Ceux qui ont fait le choix du terrorisme et qui prennent maintenant leurs distances à la suite de leur propre cheminement intellectuel estiment inacceptable d’encourir des peines plus importantes que ceux qui ont craqué dans les mains de la police ou qui ont fait le cynique calcul de la remise de peine. Quant aux « dissociés », ils demandent l’amnistie pour ceux qui ne sont accusés que de délit d’association, comme le gouvernement l’avait accordée en 1947 à tous les « petits fascistes ».

L’Etat, aujourd’hui en très nette position de force face à un terrorisme qu’il a pratiquement anéanti, pourrait faire ce geste de pacification.

L’Etat italien sort en effet grand vainqueur dans sa lutte contre le terrorisme. Mais en définitive, il doit paradoxalement cette victoire au terrorisme lui-même. Car c’est le terrorisme des années 70 qui a contribué à renforcer un appareil d’Etat fragile, à se restructurer, à se militariser davantage pour le combattre efficacement.



nos cousins

Lanfranco PACE, 35 ans, ingénieur, est un militant de l’extrême-gauche italienne. Avec Antonio NEGRI, Franco PIPER-NO, il a été accusé d’avoir participé à l’enlèvement par les Brigades Rouges d’Aldo MORO, Président de la Démocratie Chrétienne ; ce qu’il a toujours nié. En 1980, la justice italienne lui a donné raison puisqu'à l'issue de son procès, PACE a été acquitté. Mais, il reste encore contre lui un autre chef d’inculpation : celui d'avoir participé à la « constitution de bandes armées ». C'est dans l'attente de son second procès qu'il vit aujourd'hui en France.

Il nous explique ici son itinéraire et ses démêlés avec la justice. Il essaye aussi d’expliquer les racines du terrorisme italien et pourquoi l’Etat, au nom de sa lutte contre le terrorisme, s’en est pris à l’extrême-gauche de ce pays.

les terroristes

ANV. — Peux-tu nous présenter ton itinéraire ?

L.P. — Lorsque j'étais très jeune, 14-15 ans, j'étais sympathisant socialiste. Ensuite, j'ai milité au PSIUP — parti socialiste de gauche né d'une scission du PS après l'expérience de gouvernement de centre gauche. Puis il y a eu le mouvement de 1968, et dans l'automne de la même année, on a fondé le « Pouvoir Ouvrier » dans lequel j'ai milité jusqu'en 73-74, date à laquelle l'organisation s'est dissoute. Ensuite, j'ai été pris par différentes activités privées. J'ai recommencé à militer vers 1977 dans « L'Autonomie » qui, en 1973-1974, avait commencé à se développer et à trouver son enracinement social.

Dans l'Autonomie, on n'a jamais reconnu à d'autres organisations politiques le droit de parler au nom de ce qu'on a appelé le Mouvement (le Movimento). Certains ont identifié tout de suite Autonomie et Mouvement ; c'est une erreur : les militants « autonomes » faisaient partie du Mouvement, c'est-à-dire d'un mouvement de masse très profond mais celui-ci ne se limitait pas à eux.

ANV. — Quels étaient les thèmes de lutte de l'Autonomie ?

L.P. — En premier lieu, dans les entreprises, les problèmes liés au travail, selon la tradition du Pouvoir Ouvrier. On faisait une critique très serrée des syndicats et du réformisme du PCI et, en même temps, des expériences des pays de l'Est. Mais l'Autonomie s'est efforcée de décentrer de la classe ouvrière le discours sur le changement. Elle proposait un discours tous azimuts sur les nouvelles luttes sociales : femmes, jeunes, écologistes, anti-nucléaires, homosexuels... Au stade actuel de développement du capitalisme, on ne peut plus parler

de la classe ouvrière comme de la classe antagoniste centrale, capable de rallier tout le monde à ses intérêts.

L'affaire Moro

ANV. — Qu'en est-il donc de ton rôle dans l'affaire Moro ?

L.P. — J'ai essayé d'éviter que cet enlèvement n'aboutisse au pire. J'ai compris que cela allait se terminer très mal et conduire toute l'opposition extra-parlementaire à une reddition des comptes. Au lieu de pleurer comme tous sur la folie des Brigadiers, j'ai essayé d'éviter que cet enlèvement ne se termine par la mort de Moro.

ANV. — Concrètement, qu'as-tu fait ?

L.P. — Certains responsables du Parti Socialiste nous ont contactés pour demander ce qu'il était possible de faire. En effet, les terroristes ont toujours été proches de nous. Des gens de toute tendance à l'intérieur du Mouvement les connaissent. En lisant les tracts des B.R. publiés pendant l'affaire Moro, nous pouvions très bien comprendre ce qui aurait pu sauver la vie de Moro. Quatre ou cinq jours encore avant que Moro ne soit tué, nous disions que si l'Etat faisait un geste, Moro serait épargné. D'ailleurs, cinq à six mois après la mort de Moro, la télévision et la radio ont diffusé l'entretien téléphonique que les Brigades Rouges ont eu le 30 avril, avec Mme Moro : ils demandaient une prise de position claire de la Démocratie Chrétienne en échange de la vie de Moro. Donc, le 30 avril, les B.R. étaient encore disposées à négocier. Le 9 mai, il n'y avait toujours aucune réponse de l'Etat...

Les juges ont cherché à savoir qui avait passé ce coup de fil et, en 1979, ils ont inculpé Antonio Negri, l'idéologue de l'Autonomie. Mais Negri n'était pas le seul visé ; l'Etat affirmait que les principales personnalités connues de l'Autonomie étaient en même temps des chefs cachés des B.R. Une grande

campagne d'accusation est donc retombée sur Negri mais aussi sur tous les copains de l'Autonomie, sur moi et sur d'autres.

ANV. — Avez-vous effectivement servi d'intermédiaire entre les B.R. et l'Etat ?

L.P. — Non. Les B.R., dès le début, avaient dit qu'il n'y aurait pas de négociations secrètes. L'unique moyen de négocier, c'étaient les lettres que Moro lui-même envoyait de la « prison du peuple » et dans lesquelles il disait qu'il fallait négocier et ce qu'il fallait faire. Pendant ces 55 jours, cela s'est passé de cette façon. Mais, par une sorte d'incompréhension de la réalité qui a toujours affecté les partis politiques, personne n'avait imaginé que les négociations se passeraient ainsi. Les B.R. avaient demandé la libération de 13 prisonniers politiques. Il fallait comprendre que ce n'était pas un ultimatum mais une base possible pour des négociations. Si l'Etat avait accepté de reconnaître formellement les B.R. il aurait été possible qu'elles fassent marche arrière et qu'elles libèrent Moro.

L'amalgame entre les brigades rouges et l'autonomie

A partir de 1979, les juges, en particulier ceux de Padoue — dont Calogero — soutenus par tous les partis politiques et notamment par le PCI, ont décidé que toutes les personnalités plus ou moins connues de l'Autonomie, parce qu'elles avaient prêché la violence, étaient mêlées à cette affaire. Ils ont fait l'amalgame. Il faut dire que même dans l'opinion publique, il a toujours été difficile de faire accepter que les chefs connus des terroristes — insérés dans la société — sont des gens tout à fait normaux. Il est inimaginable pour l'Etat, pour les dirigeants des partis politiques et aussi pour les juges que le danger vienne de gens comme ceux-là. Ils ont voulu montrer à tout prix qu'il y avait un complot.

ANV. — C'est à ce moment-là que tu as été inculpé ?

L.P. — J'ai été d'abord inculpé de « constitution de bande armée » et par la suite on a voulu me mêler à l'affaire Moro. C'est vrai qu'on était tous des « violents » ; on avait tous prêché la violence comme très utile, obligatoire même. Personnellement, je n'ai jamais pensé que les terroristes étaient des gens vraiment différents de nous. C'était un phénomène présent dans toute la société, dans les rapports sociaux, dans le mouvement de ces années-là. Les terroristes sont nos « cousins » et nous avons toujours refusé de faire la chasse aux sorcières. Notre désaccord avec eux ne portait pas sur la violence. Nous disions que, s'il fallait utiliser la force, plutôt que de l'employer à faire des choses bêtes comme de tuer des policiers ou n'importe qui dans la rue, il fallait essayer de la lier à un changement possible des conditions de vie des gens. C'était là l'idée de l'Autonomie. Par exemple, lorsque des propriétaires refusent de louer des maisons, alors que tant de familles n'en ont pas, tu peux essayer la force pour occuper ces maisons au lieu d'essayer de détruire l'Etat.

Parmi les formations terroristes, une partie avait adopté ce genre de thèses développées par le mouvement social des années 70 tandis que l'autre y était plus réfractaire. Les B.R. étaient certainement l'organisation la plus orthodoxe mais c'est l'expérience que je considère encore comme la plus dense parce qu'il y avait à la fois l'esprit « ancien » (communiste, résistant, ouvrieriste) et l'esprit « nouveau sujet social » du mouvement des années 70. On a toujours parlé d'un conflit dans les B.R. entre « mouvementistes » et « léninistes » ; puis ce conflit a éclaté et a abouti à la scission des B.R. en plusieurs fractions.

Cela dit, je n'ai jamais milité dans les formations terroristes mais je savais, comme tout le monde d'ailleurs, qui ils étaient. Il faut rappeler à ce sujet que lorsque la télévision a diffusé le coup de téléphone des B.R. à Mme Moro, la police a promis l'anonymat et des primes à tout citoyen qui reconnaîtrait cette voix. Or je suis convaincu que plusieurs centaines de camarades ont reconnu cette voix, même des gens qui, après avoir été dans le Mouvement, étaient entrés dans des partis, communiste ou même républicain ; pourtant, pendant

des mois, personne ne l'a dénoncée. C'est pour cela, je crois, que les juges ont pensé quelques mois plus tard à Negri. Il faut aussi prendre conscience de ce comportement courant en Italie : si l'on n'est pas d'accord avec le terrorisme, en même temps, on n'est pas d'accord avec l'Etat. On se place ainsi dans une sorte de no man's land, une situation de vraie neutralité. Beaucoup de gens disaient : « les terroristes sont des camarades qui se trompent » ; c'est là le discours hérité des maoïstes sur les contradictions existant au sein du peuple. Mais c'est aussi une opinion très courante en dehors des milieux militants : dans un sondage publié par un hebdomadaire italien il y a quelques mois, environ 40 % des personnes interrogées pensaient que les terroristes poursuivent des buts justes avec de mauvais moyens.

ANV. — A ce sujet, on a beaucoup dit que les B.R. bénéficiaient d'un certain soutien populaire.

L.P. — Oui, prenons par exemple la FIAT de Turin, dans un de ses nombreux ateliers, on ne peut imaginer que les militants du P.C. ou les syndicalistes ignorent qui sont les ouvriers terroristes. Le contraire serait un raisonnement de fonctionnaire de parti. De temps à autre apparaissent des tracts des B.R., des drapeaux... On est obligé de savoir qui sont les brigatistes. On se dit que peut-être ils sont des assassins, mais ils ne tirent pas sur les ouvriers mais sur les chefs.

Je devais prendre le risque d'être extradé

ANV. — A quelle date as-tu été arrêté ?

L.P. — En septembre 1979. J'étais alors caché en France après une première inculpation pour constitution de bande armée. C'est là un délit purement politique pour lequel l'extradition est refusée ; mais les juges de Rome ont fait un mandat d'arrêt spécial portant sur l'enlèvement de Moro, avec 46 chefs d'inculpation ! Dès ce jour, même l'attitude des camarades français a changé à mon égard. Ils ont commencé à avoir peur. Je leur ai dit que

je n'avais ni enlevé ni tué Moro. Mais je sentais que je ne pouvais plus continuer comme cela : c'était vraiment une provocation. Il me fallait réagir, dire la vérité en face. J'étais prêt à prendre le risque d'être extradé car il me fallait affronter cette situation.

Si j'avais été un vrai terroriste, je ne serais jamais venu en France ; je serais resté en Italie pour poursuivre mon combat comme d'autres l'ont fait pendant des années dans la clandestinité. J'ai donc appelé Marco Panella, et j'ai fait avec lui une conférence de presse pour affirmer que je n'avais rien à voir avec l'enlèvement de Moro. J'ai été arrêté à la sortie de cette conférence de presse. Extradé, je suis resté un an en prison dans l'attente de mon procès. Le juge a compris que même si je connaissais ou avais rencontré des Brigatistes, je n'étais pas dans le coup. Le premier « repenti » des B.R. qui a parlé à l'époque, avait d'ailleurs exclu la participation à l'enlèvement de toute personnalité connue. Ils nous ont donc acquittés en juin 1980. Mais il y avait encore les premiers chefs d'inculpation.

Plutôt que d'attendre mon procès en prison, j'ai préféré retourner en France, en liberté, droit qui m'est reconnu par les lois sur l'extradition.

Les racines du terrorisme italien

ANV. — Quelle analyse fais-tu des racines du terrorisme en Italie ? Ce mouvement semble avoir été très important. Il a commencé par un terrorisme de droite ; puis il y a eu des attentats d'extrême gauche qu'on a d'abord pris pour des attentats d'extrême droite déguisés, avant de se rendre compte qu'ils venaient bien de l'extrême gauche, à la surprise générale. Il y a eu ensuite l'arrestation de Renato Curcio : on s'est dit que c'était fini. Et cela a recommencé... Comment peut-on comprendre cela ?

L.P. — Au départ, il y a eu effectivement la « stratégie de la tension ». Face aux mouvements sociaux des années 60, on assistait à la réaction

d'une fraction du patronat, d'une fraction des appareils séparés de l'Etat (police, magistrature...) et des fascistes. Ceux-ci ont commis des attentats très sanglants. Il y avait aussi la peur d'un coup d'Etat, pas seulement chez les jeunes qui sont devenus terroristes ensuite, mais dans la gauche entière. Une mauvaise culture politique, dans le PC par exemple, véhiculait l'idée qu'un coup d'Etat militaire était possible dans un pays comme l'Italie. Pourtant, malgré ses problèmes, l'Italie est une nation développée, et on ne peut pas imaginer l'intervention de l'armée comme dans un pays d'Amérique du Sud ou d'Afrique ! Malgré cela, des gens croyaient au danger de coup d'Etat. Par exemple, autour de Feltrinelli, patron de la maison d'édition du même nom, on développait un discours sur la résistance, sur un « foyer guerrillero », sur des noyaux de résistance armée, parce qu'on imaginait que l'armée allait écraser tout le monde. C'était une erreur d'analyse. En ce sens, j'écoute avec joie ce que dit Virilio : son analyse est plus subtile et montre les vrais dangers : la pénétration de l'armée et de la pensée militaire dans le politique et le social. C'est une bêtise politique de penser qu'il peut arriver « los cuatro generales » à Rome, surtout quand on voit ce qu'est l'armée italienne ! L'Italie est un pays qu'on ne peut pas tenir avec l'armée ; elle n'est pas le Chili qu'il suffit de couper en deux. L'armée pourrait peut-être contrôler Rome, mais pas Milan en même temps, ni Turin, etc. C'est aussi une mauvaise évaluation des attitudes du patronat, du réformisme capitaliste : l'intérêt du patron dans un conflit social, c'est toujours la négociation avec la classe ouvrière ; même s'il donne de l'argent aux briseurs de piquets de grève, c'est pour essayer d'affaiblir le mouvement social avant d'entamer la négociation. Je crois qu'il n'y a pas de patron qui pense pouvoir gérer son entreprise en exploitant les ouvriers comme s'il n'y avait pas de syndicat.

Mais le fait est que le putch du Chili a eu en Italie un énorme retentissement. Cette première expérience d'« unidad popular », arrivée au pouvoir par la voie démocratique, et écrasée par l'armée, a été un cauchemar pour le PC. Il a alors changé de ligne politique. Abandonnant le discours de l'« alternative démocratique » pour celui du

« compromis historique », il a déclaré impossible de gérer l'Italie avec 51 % de voix, et a cherché une majorité plus large, donc une alliance avec la Démocratie Chrétienne.

Pendant la première phase, le discours sur la nécessité du recours aux armes était donc plutôt à but défensif, puisque c'est l'Etat qui allait, — croyait-on — prendre les armes le premier. Cette première période n'a pas laissé de traces. Puis, de 1970 à 1975-1976 jusqu'à l'arrestation de Curcio, la grande question a été celle du rapport avec l'Etat. C'est le débat de toujours de la gauche, marxiste ou non, entre un rapport réformiste avec les institutions (le changement à petits pas) ou le discours léniniste sur la nécessité de la destruction de l'Etat. La Pologne nous montre que c'est encore un vrai problème. A l'époque, on a essayé d'y apporter un certain type de réponse mais on s'est aperçu que cela ne marchait pas : au lieu d'ouvrir une porte vers l'avenir on retournait au passé.

Une société bloquée

Parmi les causes politiques et sociales du terrorisme, il y a d'abord le fait que le système politique ne change pas. Après des mouvements sociaux très forts, il n'y a pas eu le moindre changement : le personnel politique est toujours le même, les débats sont lourds. Les responsables politiques n'ont pas apporté une seule réponse sociale significative, sauf le statut sur le droit du travail élaboré par un ministre socialiste en 1970 ; puis plus rien pendant des années ! Alors est née, dans le Mouvement, une réflexion sur les luttes de masse : si ces luttes ne payent plus, s'il n'y a plus d'objectifs gagnables politiquement il va y avoir un reflux en arrière. Pour contrer ce reflux, certains pensaient qu'il fallait prendre les armes. Voilà, très schématiquement, pour l'analyse politique.

Au niveau social, dans un premier temps, le terrorisme était lié à l'usine, à des mouvements sociaux encore traditionnels. Il était une façon de se défendre contre la restructuration de l'entreprise,

un moyen pour des noyaux d'ouvriers de briser le contrôle dans l'usine. Si le chef d'atelier a peur que quelqu'un mette le feu à sa voiture, qu'on lui tire dans les jambes, ou dans des cas plus graves, qu'on le tue, cela permet de se défendre contre ses excès. Même si la force syndicale est affaiblie c'était une façon de se défendre. Trois ans après « l'automne chaud » (les grands mouvements de grève de 69-70), le contrat collectif de travail de 1973 représentait une sorte de défaite pour la classe ouvrière. Le rapport de force dans les entreprises commençait déjà à se renverser. Dans ce contexte de faiblesse relative de la classe ouvrière, le discours sur l'illégalité a pour but de faire contrepoids à l'initiative des chefs d'entreprises.

C'est ensuite que le terrorisme est devenu une sorte de mode de comportement du révolté, un phénomène objectif. Certaines couches sociales dans les grandes villes échappent à toute intégration sociale ou politique. Les partis traditionnels ne sont pas capables de parler le même langage que les nouvelles générations, les femmes, les jeunes, etc. Il y a un vrai changement de langage, de clés... Cette impossibilité de communication a abouti à ce que, pour 100 personnes qui parlent de prendre les armes, il y en a 10 qui passent aux actes. Après, c'est devenu tout naturel. Maintenant, même s'il n'y a plus de luttes de masse, entrent dans les B.R. des jeunes de 18-20 ans qui, en 1977, pouvaient avoir 15 ans, et 6 ans en 1968...

ANV. — Tout de même, il y a une distance entre déclarer qu'il faut prendre les armes et le faire ! D'autre part, le discours que tu tiens s'applique autant au Nord qu'au Sud de l'Italie ; or les actions terroristes ont surtout été concentrées dans le Nord du pays.

L.P. — *Dans le Sud, c'est plus récent parce que la première phase concernait surtout les entreprises.*

ANV. — Peut-on évaluer le nombre de personnes qui ont été impliquées dans des actions terroristes ?

L.P. — *Il y a actuellement 3 500 prisonniers politiques en Italie. Sur ces 3 500 personnes, environ*

Hans Joachim KLEIN
La Mort mercenaire
Seuil, 1980.

J'ai été fortement impressionné et sans doute même mes yeux en ont-ils brillé. Je n'ai en tout cas pas fait mystère de mon emballement pour toute cette camelote. Tenir dans sa main une Kalachnikov pour la première fois, c'était quand même une sacrée sensation (...).

Des Kalachnikov, des Tokarev, des Makarov, un P.M. Skorpion si petit qu'on peut le porter à la ceinture comme un pistolet, des mitrailleuses anglaises Sten et d'autres encore. Surtout la Kalachnikov m'a complètement emballé (...).

Les armes, c'était un bout de pouvoir. Elles inspiraient une fascination qu'il n'est pas facile de décrire, mais qui nous avait tous gagnés. A partir du moment où on a un engin de ce genre, on commence à avoir d'autres façons de se comporter ; on change. Je pense aujourd'hui qu'un point important dans le fait de se joindre à la guérilla et à ses entreprises, c'est que l'on succombe à la fascination des armes. J'ai pu constater toujours et encore auprès des gens — et aussi chez moi-même — que les armes n'étaient pas tenues, portées ou stockées simplement comme instrument d'attaque ou de défense, mais qu'elles étaient aussi un ersatz pour voiler les faiblesses de l'individu — politiques aussi bien que personnelles (...). A la suite d'attentats à l'explosif, les discussions ne portaient pas sur l'objectif politique qu'ils devaient permettre d'atteindre, mais uniquement sur l'importance des dégâts matériels provoqués.

un millier ont été vraiment mêlées aux actions armées et 2 500 à des choses plus « souples » : actions illégales, subversives, petits attentats. Parmi tous ces gens, peut-être y a-t-il quelques innocents mais on ne peut pas imaginer qu'il y ait 3 500 innocents en prison. C'est quand même symptomatique, dans un pays comme l'Italie, faisant malgré tout partie des 10 nations les plus développées du monde, qu'il y ait 3 500 prisonniers politiques. De plus, le terrorisme italien est un phénomène unique en Europe, qui n'a rien à voir ni avec l'ETA basque, ni avec les Irlandais, ni même avec le terrorisme allemand. Ce dernier, par exemple, est d'abord, me semble-t-il, un terrorisme moral, sans base sociale. Il se place au niveau de la rigueur morale. C'est un peu superficiel, mais je crois qu'il y a encore le complexe de culpabilité à l'égard du nazisme; il y a aussi la question nationale à cause du mur de Berlin... Par ailleurs, c'est un terrorisme né sur la thématique de la lutte antiimpérialiste. Les terroristes allemands se sont mêlés aux Palestiniens, aux terroristes du Moyen-Orient. Mais c'est un terrorisme surtout fondé sur la rigueur morale de la religion protestante. Cela apparaît bien dans le film « Les Années de plomb ».

Détruire l'Etat

ANV. — N'y a-t-il pas quand même la même théorie sous-jacente affirmant que le terrorisme oblige l'Etat à renforcer la répression et que le renforcement de la répression va radicaliser le peuple ?

L.P. — Non, ce n'est pas vrai pour l'Italie ; la plupart des courants terroristes n'ont pas compris que le pouvoir de l'Etat tient aussi au fait que la plupart des gens sortent de leur maison à 7 h du matin pour aller au travail. Car, dans les situations de vide formel du pouvoir, il y a une sorte d'introjection des mécanismes de consensus ; et c'est cela qu'il faudrait briser.

Cela dit, les gens pensaient vraiment détruire l'Etat en tuant des policiers dans la rue.

L'âme ancienne du terrorisme est surtout présente dans les B.R. et c'est une sorte de retombée dans le siècle précédent. Mais elle a été aussi la véritable force des B.R. face aux autres lignes terroristes parce que l'idéologie, le dogme font cohésion : c'est une Eglise. Les autres groupes terroristes se sont brisés les premiers et parmi eux Prima Linea. Les B.R., grâce à leur dogme, ont duré plus longtemps mais ils n'ont pas pu résister à la pénétration de la conception « moderne » du terrorisme. Je crois que c'est une des causes du phénomène des repentis.

Les repentis... et la torture

ANV. — Peux-tu donner une idée de l'ampleur du phénomène des repentis ?

L.P. — Il y en a 400 environ ; c'est aussi un fait sans précédent dans l'histoire de n'importe quelle guerrilla. Cela représente presque 10 % des gens qui ont été mêlés au terrorisme et ce n'est pas dû à la torture. Car il y a eu torture.

ANV. — En a-t-on des preuves ?

L.P. — Oui. C'étaient des tortures de type policier, Amérique du Sud, par électricité, par absorption forcée de litres d'eau salée, coups dans des zones du corps où cela ne laisse pas de traces, tortures sur les parties génitales. Cela s'est développé après l'enlèvement de Dozier. C'est un capitaine, un policier et un fonctionnaire de police qui ont donné les premières informations concernant la torture à des journalistes de l'Espresso et de La Repubblica. Ces journalistes ont été emprisonnés pendant deux ou trois semaines, accusés par les juges d'avoir répandu de fausses nouvelles dangereuses, qui portaient atteinte à l'honorabilité de la police... Les journalistes se refusaient à donner la source de leurs informations. Le capitaine, très connu et au-dessus de tout soupçon, est allé dire au juge que l'information venait de lui et cela a fait beaucoup de bruit. Des commissions d'enquête composées de députés radicaux ont été créées,

ainsi qu'un comité contre la torture. Très récemment, les policiers tortionnaires de Padoue ont été arrêtés. Je crois que la torture a été utilisée parce que, dans l'affaire Dozier, le gouvernement italien ne pouvait pas se permettre, aux yeux du public international, de laisser tuer l'otage comme dans l'affaire Moro. Tous les moyens étaient bons pour éviter cela. Lorsqu'ils arrêtaient des gens, les policiers les emmenaient dans des maisons privées, en dehors des casernes ou commissariats et les gardaient pendant plusieurs semaines.

Un fonctionnaire de police a déclaré à ce moment-là qu'un policier intelligent n'a pas besoin de torturer, que la vraie torture consiste à mettre la personne arrêtée dans une situation telle que le policier apparaît comme le sauveur, qu'il faut exploiter les faiblesses psychologiques du prisonnier.. Un prisonnier chez qui on ne trouverait pas de point faible ne parlerait pas ou bien ne parlerait qu'après des tortures épouvantables.

Est-ce la fin du terrorisme italien

ANV. — Assiste-t-on aujourd'hui à la fin du terrorisme en Italie ?

L.P. — Pour la forme historique que l'on a connue jusqu'à maintenant je pense que c'est fini. C'est terminé pour les B.R., Prima Linea et même pour l'Autonomie, laquelle n'était pas une expérience terroriste. On ne peut pas exclure une reprise du terrorisme à l'avenir, sous des formes nouvelles. Si rien ne change au niveau politique, social, quelque chose d'autre peut reprendre. J'espère que non, parce qu'on s'est rendu compte des dégâts que cela faisait en comparaison des bénéfices qu'on pouvait en tirer.

ANV. — Cet échec provient-il essentiellement de causes politiques et sociales, ou est-il lié aux méthodes de lutte violentes ?

L.P. — Je crois que les causes sont politiques et sociales. Ce qui est critiquable, c'est la forme prise par l'organisation de la violence : une forme séparée, spécialisée, avec les mêmes défauts que ceux que l'on peut reprocher au système politique, aux politiciens professionnels qui font carrière : celui qui est spécialiste des armes peut devenir aussitôt chef terroriste. Le problème n'est pas celui de la violence ou de la non-violence mais la recherche d'une forme de lutte efficace. En Italie, le discours sur la non-violence n'a pas eu tellement de succès, même si les camarades du Parti Radical ont remporté quelques victoires au niveau du droit...

ANV. — Selon toi, les B.R. ont échoué, non pas à cause de l'usage de la violence, mais parce que leur forme d'action les sépare de la population. La violence serait donc payante si elle était utilisée dans des formes « populaires » ?

L.P. — Je ne voulais pas tout à fait dire cela. Il faut imaginer la violence comme une chose souple, qui va et vient, apparaît et disparaît. Si tu fais une chose qui ne vient pas au bon moment, elle te passe à côté : voilà ce que j'ai compris dans cette expérience et on aurait pu l'imaginer à l'avance. On ne peut pas supporter un organisme armé qui essaye d'être un contre-pouvoir permanent, lourd, structuré, d'être un autre Etat. Il faut une violence plus souple qui existe un mois et le suivant n'existe plus, des personnes qui prennent leurs armes et qui le mois suivant partent en Inde. C'est une violence que l'Etat ne peut écraser, ni comprendre. En tout cas, il n'est plus possible de faire de la lutte armée un choix fondamental et permanent.

Propos recueillis à Paris le 22 mai 1982,
par J. Sémerin et C. Mellon.

R.F.A. : de l'opposition extra-parlementaire au terrorisme

par Klaus HANSEN

Pour comprendre le terrorisme contemporain en RFA, il faut résoudre un certain nombre d'énigmes. Criminologues, sociologues et surtout psychologues proposent des explications contradictoires et surtout fragmentaires. Un aspect seulement fait l'unanimité tant des terroristes eux-mêmes que des parlementaires les plus conservateurs : l'origine historique de notre terrorisme serait à rechercher dans l'époque de l'opposition extra-parlementaire (Apo). Les uns parlent d'un « temps historique d'incubation », les autres de « préhistoire du terrorisme ». Herbert Mareux lui-même, qui voyait récemment dans le terrorisme une « rupture avec les principes de l'Apo », reconnaît, par là même, un lien dialectique entre les deux.

L'opposition extra-parlementaire : un phénomène des années soixante ?

Si nous cherchons dans les biographies des premiers terroristes notoires et de leurs supporters, nous trouvons ceci :

— Ulrike Marie Meinhof découvre sa vocation politique à l'occasion de la campagne contre le réarmement de la RFA et de l'équipement en armement atomique de l'armée fédérale. Au début des années soixante, elle milite pour le mouvement des « marches de Pâques » (Ostermarsch bewegung).

— Hort Mahler vécut consciemment, à 9 ans, la fin du fascisme allemand ; cette période fut pour lui « la négation du dernier vestige de moralité dans la vie publique », un « hypocrite regard sur le passé » et un « manque de fermeté dans l'élimination du nazisme ». Ceci se passe aussi dans les années cinquante.

— Gudrun Ensslin qui, comme Ulrike Meinhof, fut engagée dans la campagne pacifiste, proféra ce jugement sans appel : « on ne parle pas avec ceux qui ont fait Auschwitz ».

— Dans un protocole du procès de Klaus Croissant : « les brimades à l'égard des communistes et l'interdiction de leur parti ont représenté pour moi un événement essentiel ». Ceci nous ramène également aux années cinquante : c'est en 1956 que la Cour suprême interdit le parti communiste allemand (KPD).

Que faire de ces bribes biographiques pour éclairer notre affirmation sur l'origine extra-parlementaire (Apo) du terrorisme ? Elles permettent au moins de discerner un fait historique souvent oublié : ce n'est pas seulement à la fin des années soixante qu'apparaît une Apo, car une opposition extra-parlementaire de gauche existe dans notre république depuis le début de son existence.

Ce que nous pouvons nommer « l'ancienne Apo » de l'ère Adenauer se cristallise, comme le signalent d'ailleurs les éléments biographiques cités, autour de la tâche assignée par les trois alliés comme condition essentielle de la reconstruction de l'Allemagne : élimination du nazisme, démilitarisation et démocratisation (les 3 principes des Accords de Potsdam).

« L'ancienne Apo » se manifeste d'abord par des actions contre les nazis, promues surtout par la VVN (association des victimes du régime nazi), par des campagnes contre la militarisation et par des initiatives pour la réhabilitation du parti communiste (KPD). Très schématiquement, nous pouvons ainsi affirmer que Mahler, Ensslin et Meinhof sont formés par l'ancienne Apo. Il en est de même pour Croissant.

Mais ce serait une grave erreur de prétendre que, en 1970, le terrorisme soit né de l'Apo. Fausse également l'affirmation faisant des terroristes des « enfants typiques de la république fédérale » ! Pour formuler cette affirmation avec plus de précision et pour la fonder après un examen critique, je propose d'examiner les trois thèses suivantes :

1 - Il est vrai que l'ère Adenauer a connu une opposition extra-parlementaire de gauche qui se condensait autour des trois principes des alliés ; cependant elle n'a que peu d'éléments communs avec la nouvelle Apo. Or, c'est justement dans ce qui fait la différence entre l'ancienne et la nouvelle Apo que se trouvent les racines génétiques du terrorisme.

2 - La possibilité d'interprétations multiples du sigle Apo, invention journalistique permettant de désigner l'ensemble du mouvement de la fin des années soixante, éclaire des éléments importants de la différence entre l'ancienne et la nouvelle Apo.

3 - Les voies du terrorisme ont été posées dans la contradiction entre la provocation des contestataires et la réaction de la société.

Pour la nouvelle Apo, je considère seulement la période du 1^{er} décembre 1966 (formation de la « grande coalition » à Bonn) au 21 mars 1970 (interdiction du moteur idéologique et de la structure d'activités de l'Apo, l'association des étudiants allemands socialistes, SDS). Ces dates importantes ne doivent cependant pas donner l'illusion de délimiter exactement dans le temps cette phase de l'opposition.

Ces trois années de l'histoire contemporaine de la république fédérale n'ont pas encore été soumises à une analyse scientifique exhaustive. Seul le livre récent de l'historien Haus Karl Rupp — « **l'opposition extraparlementaire sous Adenauer** » — parle du mouvement extraparlementaire à un niveau scientifique, mais se limite à son aspect de campagne antimilitariste.

Bien sûr, à l'occasion du 10^e anniversaire de « notre Apo » il y a eu de nombreuses publications, ne dépassant malheureusement pas l'intérêt du témoignage ou du feuilleton...

Pour ma part, j'affirme que l'héritage principal de l'Apo n'a pas été légué aux terroristes mais bien plus aux partis, surtout aux sociaux démocrates du SPD et aussi au parti communiste DKP, fondé du temps de l'Apo.

C'est en se référant à l'Apo que les tentatives d'explication du terrorisme cherchent à en cerner les fondations intellectuelles. Elles sont décelables dans une série de glissements sémantiques et moraux :

1 - Le concept de violence s'enfle monstrueusement au moment de la révolte étudiante, passant de la violence physique à la violence structuelle. Cette inflation donnait une légitimation théorique à la violence oppositionnelle.

Le terrorisme a fait la démonstration pratique, par l'absurde, de l'inanité de cette théorie : la violence personnelle, directe, ne peut non seulement pas inquiéter la violence structurelle indirecte, mais bien au contraire elle la suscite et son renforcement se fait dans l'approbation générale : une plus grande sévérité des lois et un contrôle policier plus serré sont acceptés de bonne grâce par la population au nom de la lutte anti-terroriste.

2 - L'Apo reprochait à la société fédérale allemande de n'être qu'une démocratie formelle. Ce qui signifiait qu'elle n'en était pas une « en réalité », dans son contenu. En cela, l'Apo ne voyait pas la valeur, ni la chance que recèle la forme elle-même. Le grand avantage des démocraties bourgeois, c'est, en se bornant à ne fixer que la **forme** des mécanismes de décision, de permettre une grande ouverture dans les options politiques, donc un maximum de débats au niveau des instances de décision.

3 - Les concepts de « tolérance » et de « pluralisme » sont interprétés, du temps de l'Apo, comme synonymes de « manipulation ». L'ouverture des options dont il est question ci-dessus ne serait qu'une astuce permettant aux hommes du XX^e siècle, qui se prétendent éclairés, d'exercer une « faculté de l'esprit » sublime (dixit Kaltenbrunner), mise en scène par des techniques manipulatoires. Ce n'est plus la critique mais la défiance qui s'impose alors, car c'est l'affectivité et non l'esprit critique qui est interpellé.

C'est à cause de distorsions conceptuelles de ce genre que le système social a pu être présenté comme intolérable, et la violence proposée comme seule issue.

Trois interprétations du sigle Apo

En disant Apo, on pense habituellement à « opposition extraparlementaire ». Son rôle est alors de combler une lacune de l'opposition parlementaire. C'est sur ce terrain que l'ancienne Apo de l'ère Adenauer et la nouvelle Apo des années soixante peuvent être comparées.

La différence entre l'ancienne et la nouvelle Apo peut être montrée à partir des trois points suivants :

1 - la scission entre l'ancienne et la nouvelle Apo s'opère au niveau du concept « d'opposition ». La nouvelle Apo dépasse son statut purement extraparlementaire par le fait qu'elle est

2 - antiparlementariste, mais non « antidémocratique », et

3 - extraproletarienne, c'est-à-dire qu'elle est une opposition d'intellectuels cherchant en vain la reconnaissance des ouvriers.

L'ancienne Apo n'était en aucun cas concernée par les deux derniers points. Ce n'est donc pas dans le seul fait de son statut extraparlementaire, mais plutôt dans ce qui caractérise la nouvelle Apo qu'il est possible de trouver des dispositions pour le terrorisme.

Du concept d'opposition

Dans les démocraties parlementaires, le concept d'opposition signifie une position de critique et de contrôle du Gouvernement, position qui est elle-même disposée à assumer les responsabilités de l'exécutif. Ce qui a lieu lorsque l'opposition s'installe au Gouvernement ou y prend part.

Je désire qualifier, avec Max Weber, cette position de critique et de contrôle, comme celle d'une « morale de responsabilité » ; cette forme d'opposition cherche à assumer la responsabilité. Dans les années cinquante, ce n'était pas seulement le cas de l'opposition intraparlementaire mais aussi celui de l'opposition extraparlementaire.

On peut penser que des éléments du SPD, dans le parti et au parlement, refusant fermement l'idée du réarmement et les plans d'équipement en armes atomiques, ont recherché le soutien des opposants extraparlementaires. Occasionnellement, il y eut même des relations complémentaires de soutien entre des éléments des oppositions intra — et extraparlementaires ; les exemples ne manquent pas... Ainsi, l'Apo de l'ère Adenauer recherchait la responsabilité, telle qu'elle est concevable dans une démocratie parlementaire. Ce ne sera plus le cas dans les années soixante. Les conditions ont changé. En particulier, le SPD s'est embourgeoisé à travers les étapes de Godesberg (1959) et de la grande coalition (1966).

La nouvelle Apo n'est plus une opposition porteuse d'une morale de la responsabilité, mais d'une « morale de conviction ». Elle ne se presse pas aux portes du parlement ; elle n'a pas l'ambition de faire de Rudi Dutschke un président. Elle s'adresse à « l'opinion publique » et si possible à « l'opinion publique mondiale », institution qui n'existe pas encore avec un fonctionnement démocratique.

Une morale de conviction, critique et oppositionnelle, n'a de sens que si elle s'en tient à des revendications de conscience. Elle développe sa force de conscientisation morale et universelle, en dénonçant avec force toute action contraire à l'humanité ayant lieu sur la planète. Son activité présuppose une donnée politique qui n'existe pas réellement : une politique générale pour toute la planète. Elle s'attribue la position de conscience mondiale. Ceux qui acceptent des responsabilités, à cause de leur disposition aux compromis et de leur participation au Pouvoir, sont censés trahir cette conscience.

Si l'on oublie ces principes éthiques, il n'est pas possible de comprendre comment des événements survenus dans le tiers-monde, au Congo, en Iran, au Viet-Nam, ont pu devenir des thèmes de protestations violentes...

La nouvelle Apo ne recherchait pas le pouvoir. Elle jouait le rôle d'une Cassandre maladroite, à la critique purement négative. Ses questions ignoraient

les tactiques électORALES... Elle était jeune, intellectuelle et aisée ; c'était l'opposition d'une jeunesse étudiantine politisée, que ne pressaient pas les nécessités matérielles et qui n'en avait jamais eu l'expérience. Elle refusait les réformes, mais s'attaquait à l'institution du parlement et à sa représentativité structurellement indirecte. Elle n'était donc pas une opposition **du système** mais une opposition **au système**.

« La longue marche à travers les institutions » devait toujours être rappelée à son impatience. Plus tard, les terroristes du « groupe du 2 Juin » corrigeront ainsi ce mot d'ordre : « avec le feu aux trousses, la longue marche est courte ».

L'Apo comme opposition anti-parlementariste :

Deux points essentiels du système représentatif sont attaqués par l'Apo : d'une part l'organe représentatif du peuple a perdu de ses fonctions ; d'autre part le pluralisme social induit fortement la recherche des performances. Ces deux points exigent quelques explications :

Le parlement, dépouillé du pouvoir et atteint de tous les syndromes de l'involution, ne peut plus assumer ses quatre fonctions essentielles. La seule qu'il soit encore capable de remplir de manière satisfaisante est l'élection du chef du gouvernement.

Pour les autres fonctions, l'Apo critique :

— le débat public, sérieux et ouvrant des perspectives sur les problèmes sociaux actuels, tombe en désuétude, en grande partie à cause d'une sénilté précoce du parlement.

— le contrôle critique de l'exécutif se soumet aux conditions de la grande coalition.

— l'initiative législative est déléguée par le parlement lui-même à la bureaucratie ministérielle.

Un tract de l'Apo distribué à Francfort en 1968 définit ainsi la « nouvelle » fonction d'un tel parlement sans pouvoir : « dans un système du capitalisme finissant, le parlement n'est plus un organe

exprimant la volonté populaire, mais plutôt un organe de réalisation de l'exécutif... Il est un lieu d'échange des élites du pouvoir. Ce revirement dans la signification du parlement n'implique pas que le système puisse y renoncer, bien au contraire ; le parlement remplit maintenant une nouvelle fonction importante : il rend publiques les décisions de l'exécutif et en fait des lois ; il permet de donner l'illusion qu'il s'agit de décisions populaires ; il domestique les partis et les groupes adverses en les rendant conformes au système. En général, il sert d'intermédiaire protégeant les décisions de l'élite au pouvoir contre les critiques de la base. » Ce jugement est inspiré par le sociologue américain C. Wright Mills, qui exerça une forte influence sur la théorie du SDS. Le système représentatif est également accusé de rendre les citoyens politiquement apathiques. Il n'y a aucune possibilité d'action pour le citoyen en dehors des élections. Cette limitation implique deux choses :

— d'une part, l'activité des citoyens en dehors des périodes électorales serait la manifestation d'un manque de confiance dans la démocratie et dans ses autorités élues. D'autre part, le système représentatif symbolise la défiance à l'égard des facultés démocratiques de la population.

Ainsi, comme le dit Werner Kaltefleiter, la démocratie parlementaire exige une « bonne mesure » d'apathie politique ; la non-participation des citoyens est devenue « la condition permettant à un Etat parlementaire de gouverner ».

En ce qui concerne l'idée de **pluralisme**, elle est dénoncée comme idéologie destinée à brouiller la conscience de la lutte des classes toujours actuelle. Plus particulièrement, l'Apo développe la thèse suivante : pour être représentés et perçus par la société, les intérêts particuliers doivent s'organiser ; ne peuvent s'organiser que les intérêts capables de se définir par rapport à d'autres intérêts particuliers ; la formation d'un intérêt général n'est pas possible dans un système de pluralisme des particularités. Il se crée plutôt « une résultante dans le parallélogramme des forces des groupes défendant des intérêts particuliers » (Ernst Fraenkel). Il ne faut pas oublier que, pour être juste, cela sup-

pose que **tous** les intérêts particuliers soient présents dans le parallélogramme des forces. Or, cela n'est pas le cas. En effet, parmi les intérêts particuliers, seuls ceux aguerris à l'adversité sont capables de s'organiser. Il s'agit des groupes capables de menacer la société par l'interruption de services essentiels. Les groupes n'ayant pas de fonction essentielle et ne pouvant donc exercer aucune menace de suspension, ne peuvent pas assumer de conflit ni s'organiser... Il faut penser essentiellement aux enfants, aux personnes âgées, aux taulards, aux « marginaux ». Ce système social est nommé par Wolf. Dieter Narr un « pluralisme de sélection darwiniste », puisque en son sein les forts ont raison des faibles. C'est la démocratie directe, inspirée de la tradition anarchiste, que l'Apo propose comme alternative à la démocratie représentative pluraliste.

La démocratisation totale de tous les secteurs de la vie, revendiquée par l'Apo, est également inspirée de l'anarchie et s'oppose à l'effort conservateur de limiter la démocratie et la démocratisation au domaine de l'Etat et de la représentativité.

Dans les campagnes spectaculaires de l'Apo, l'idée de démocratisation totale apparaît clairement :

— la campagne pour la formation exige la démocratisation des écoles et surtout des universités...

— la campagne contre Springer cherche la démocratisation des média, dont le pouvoir est de produire des « mentalités » artificielles.

— la campagne pour la démocratie de base exerce une démocratie fondamentale dans l'éducation, la socialisation et la vie communautaire. Elle va jusqu'à la « révolution de l'individualisme bourgeois », selon le titre de la monographie d'une commune d'habitat, autour de 1969.

Ces deux tendances de « démocratie directe » et de « démocratisation totale » trouvent leur concrétisation dans les activités subculturelles pilotes de l'Apo, comme par exemple les communautés d'habitat, les jardins d'enfants anti-autoritaires et les librairies politiques.

Dans ces domaines, l'influence de l'Apo reste sensible encore aujourd'hui.

L'Apo, opposition extra-prolétaine :

Cette interprétation du sigle Apo, traduit déjà la relation entre le mouvement de protestation, essentiellement constitué de jeunes intellectuels petits bourgeois, et le monde ouvrier.

Si le SDS était le point de cristallisation intellectuel de la mouvance Apo, son unité n'en était pas pour autant monolithique. A propos des relations recherchées avec le monde ouvrier (organisé), il était possible de distinguer deux tendances qui peu à peu s'opposèrent. Il s'agit d'un côté des « traditionnalistes », surtout représentés dans les universités de Marburg et de Cologne, qui prônaient une stratégie d'infiltration (entrisme), c'est-à-dire l'entrée dans les partis et organisations de travailleurs : dans les syndicats, le parti communiste (en 1968, création du DKP) et aussi dans la SPD — avec la double stratégie.

Mais la tendance principale, concentrée à Berlin-Ouest et à Francfort, était celle des « anti-autoritaires ». Ils prônaient une stratégie de substitution, c'est-à-dire que les intellectuels radicaux devaient prendre l'initiative pour l'émancipation des travailleurs. Rudi Dutschke est de la tendance anti-autoritaire, nommée également « anti-institutionnelle », y compris à l'égard des institutions prolétaires.

Le « substitutionnalisme » s'appuie sur les idées suivantes : ... Les intellectuels « contestataires représentent aujourd'hui objectivement l'avant-garde de la classe opprimée, parce qu'ils agissent au nom de toute cette classe », déclarait Reimut Reiche, président du SDS en 1966-67. En même temps, cette avant-garde doit s'opposer à cette classe intégrée au système par des techniques d'oppression et de manipulation « pour dénoncer sa fausse conscience, c'est-à-dire lutter contre le retard psychologique et intellectuel de la classe proléttaire ».

Les anti-autoritaires n'attendaient pas le réveil du sujet révolutionnaire classique. Mais ils n'attendaient pas davantage l'apparition d'une situation objectivement révolutionnaire. Les substitutionnalistes anti-autoritaires, suivant l'exemple d'Ernesto

« Che » Guevara, se voulaient volontaristes, comme le formulait Rudi Dutschke en 1967 : « Une question se pose : comment et à quelles conditions la subjectivité peut-elle s'immiscer dans le processus historique ? La réponse de Guevara pour l'Amérique du Sud était que les révolutionnaires n'avaient pas toujours à attendre les circonstances favorables, mais qu'ils pouvaient... grâce à l'avant-garde armée... créer les conditions objectivement révolutionnaires par une activité subjective. Cette question se pose aujourd'hui pour chaque action ». Et il pensait à Berlin et non à l'Amérique du Sud.

Pour la Fraction Armée Rouge (1971), « en priorité, c'est la volonté de faire la révolution qui fait un révolutionnaire ».

Pour conclure ce paragraphe, nous pouvons retenir que le volontarisme substitutionnaliste anti-autoritaire est marqué par deux expériences particulières aux étudiants :

— d'une part, la prolétarisation de l'intelligence scientifique. Hans Jürgen Krahl n'en faisait pas simplement une nouvelle fraction du prolétariat mais déclarait les intellectuels comme « avant-garde » du prolétariat.

— d'autre part, le substitutionnalisme était une consolation et une idéologie de justification pour compenser l'isolement réel de la révolte intellectuelle, la classe ouvrière (industrielle) étant « chlorophormée » et « rendue apathique »...

L'Apo et son « organe de reconnaissance »

Une fois politisés, les étudiants ne manquaient pas d'occasions pour manifester leur réprobation. Or, s'ils s'étaient contentés d'organiser des marches de protestation, qui furent dans les années 1966-67 des phénomènes nouveaux dans la vie publique de la république fédérale, ils auraient vite fait de l'Apo une organisation gentiment folklorique.

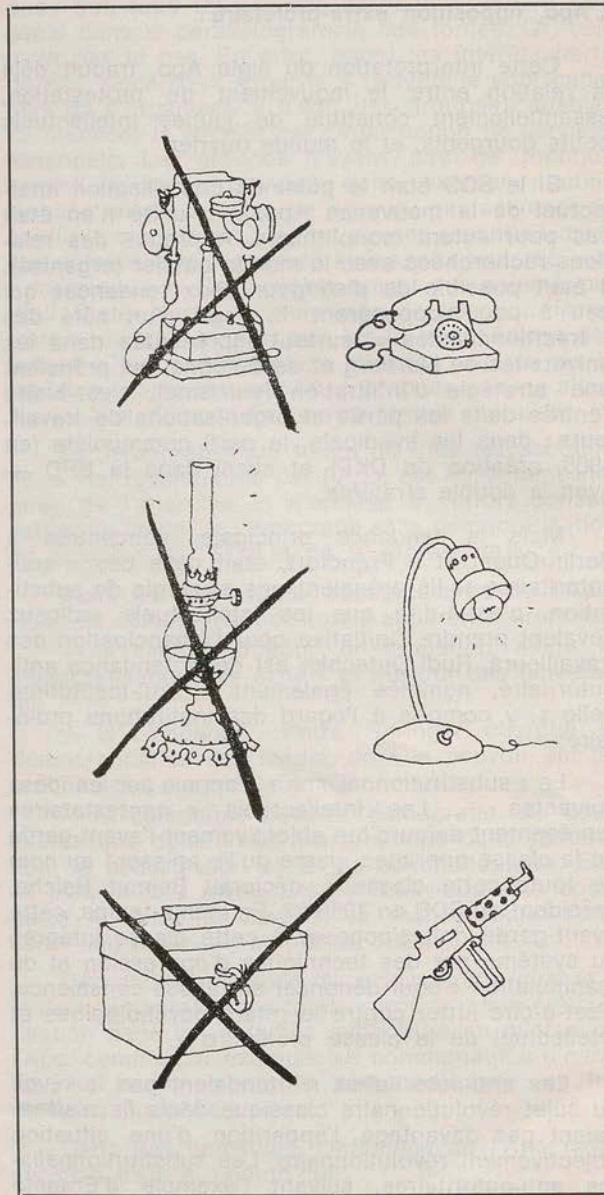
Mais l'Apo ne s'est pas contentée de protester contre des situations d'injustice ; dans sa protestation elle-même, elle a pu souvent créer des

occasions de protester. Pour cela, elle utilisait une méthode souvent mal comprise : dès le début, le SDS utilisait les marches de protestation pour une « stratégie de reconnaissance ». Les manifestations étaient considérées comme « l'organe de reconnaissance » par excellence de l'Apo. Que voulait-on dire par là ?

A l'occasion par exemple d'une manifestation contre la guerre du Viet-Nam, on mettait à l'épreuve la qualité démocratique de sa propre société, et cela grâce à une méthode de désobéissance limitée et contrôlée. En effet, pour de nombreuses raisons, il était possible de douter de la sincérité démocratique de la société allemande de l'époque. On commença donc par tester si l'autorité des détenteurs du pouvoir était réellement une autorité démocratique. La méthode de ce test, — désobéissance limitée et contrôlée — se justifiait par l'hypothèse qu'une démocratie digne de ce nom ne devait réagir à une désobéissance limitée, c'est-à-dire toujours non violente et accessoire, que d'une manière réellement démocratique. Toute autre forme de réaction ne pouvait que prouver la faiblesse et le manque de profondeur de la démocratie.

Et ce fut justement cette réaction — répression disproportionnée, hysterie de certaines forces de l'ordre, campagnes de diffamation dans certains journaux, sur-réaction politique (comme la menace d'interdiction de tout rassemblement, ou celle de tribunaux d'exception pour les manifestants) — qui apparut le plus souvent, en 1966-67, lorsque les manifestants se permettaient un petit détour sur le trajet autorisé, ou y ajoutaient un « go-in » ou un « sit-in ».

L'exemple modèle de cette mauvaise réaction de la part de l'Etat et de la presse est fourni par l'ensemble des événements qui se sont déroulés à l'occasion de la mort de l'étudiant Benno Ohnesorg, le 2 juin 1967... A cause de ces mauvaises réactions, même les étudiants modérés se sont sentis obligés de prendre parti pour le SDS et l'Apo, contre l'ordre établi.



Dessin de KONK

« Essai et Erreur »

La méthode de la désobéissance limitée et contrôlée se doit de respecter la règle pragmatique de toute action politique, celle de l' « essai et erreur » ; tant que cette limitation lui reste présente à l'esprit, la méthode de l'Apo peut même être respectée par les groupes représentant la « morale de responsabilité », car elle s'engage à limiter les dégâts.

Pour que l'expérience reste valable, elle doit rester désobéissance sans violence et non devenir provocation violente. Si cependant la société réagissait violemment, cela doit pouvoir être dénoncé comme une hyper-réaction et servir d'occasion pour révéler quelques vérités sur elle.

Mais si la méthode de l'Apo oublie sa limite et son but éducatif, elle obtient l'effet contraire : elle devient un aliénant « fascisme de gauche » (Jurgen Habermas). Qui lance des bombes, joue avec la barbarie et l'obscurantisme. Lorsque des minorités veulent imposer par la violence une « vie meilleure » dans la société « des autres », ils ne respectent plus le principe de l'essai et erreur : déjà l'essai est devenu erreur. « Essai et erreur » est devenu « Essai et terreur ». Une bonne fin ne justifie pas n'importe quel moyen.

L'Apo ayant toujours, avec raison, refusé de décrire à quoi devait ressembler la nouvelle société, mais partageant sur ce point la thèse de Rosa Luxemburg, selon laquelle la nouvelle société se dégagerait peu à peu au cours du processus de disparition de l'ancienne, elle devait accorder toute son attention à la bonne marche de ce processus de disparition. Il lui fallait du doigté pour aider à l'accouchement de la nouvelle société : éviter de verser du sang et de provoquer des souffrances. Dans la méthode, la fin est contenue, surtout lorsqu'il s'agit de minorités agissantes...

La nouvelle Apo et le terrorisme.

Pour terminer, nous pouvons poser la question suivante : quelles expériences et quels principes particuliers à l'Apo, une fois montés en épingle, permirent de ramener toutes les perspectives à la seule alternative de la violence ?

Quelle issue reste ouverte à l'activité politique de jeunes intellectuels engagés, lorsque :

— les partis politiques établis les ont déçus, le parlementarisme pluraliste leur apparaît comme une institution incapable de régler les conflits et de prendre des décisions ;

— ils ne voient qu'une différence de degré entre le fascisme du troisième Reich et le système « fascistoïde » de la république fédérale, puisque c'est le capitalisme qui aurait enfanté le fascisme ;

— au cours de leur « expérience » de désobéissance limitée, ils ont eu à subir la surréaction illimitée d'un establishment pharisien ;

— écœurés par l'état du sujet révolutionnaire classique, ils se sont jetés dans le substitutionnalisme..., supposant le volontarisme comme forme d'activité, et refusant d'attendre l'apparition d'une situation objectivement révolutionnaire pour, au contraire, prôner « l'impatience révolutionnaire », contraire à la mentalité d'une génération grandi dans la paix et le bien-être capitaliste ;

— ayant mal analysé le terme de « violence », ils ont considéré comme politiquement nécessaires et moralement légitimes des actions de « contre-violence », surtout que les « maîtres » (et en particulier H. Marcuse), sans les permettre, ne les interdisaient pas non plus ?

La réponse qu'ils trouvèrent, et surtout parmi eux les rigoristes, fut le terrorisme : l'avancée militante des intellectuels d'avant-garde contre une société devenue insupportable.

Irlande du Nord : de la guerilla au terrorisme

par Christian MELLON

Qu'il y ait des aspects de « terrorisme » dans le conflit d'Irlande du Nord, c'est hélas évident. Voitures piégées, bombes dans les bars, voilà des moyens qui ne choisissent pas leurs victimes : seul compte le quartier (catholique ou protestant) où elles explosent. Mais ce serait une grande erreur de réduire au terrorisme les méthodes de luttes utilisées dans ce conflit.

Il convient d'abord de rappeler — bien qu'on ne puisse s'y attarder — que la lutte armée ne représente qu'une des formes de lutte adoptées par les Irlandais dans leur opposition aux Anglais. Au cours des siècles, ils ont utilisé les moyens « légalistes » (pendant longtemps, 100 députés irlandais ont siégé au Parlement de Westminster) ainsi que la lutte non-violente illégale : n'oublions pas, par exemple, que le mot « Boycott » fut inventé en Irlande à la fin du XIX^e siècle pour désigner le type d'action dont fut victime un certain Capitaine Boycott, représentant du pouvoir britannique. Toute l'action de la Ligue Agraire de Michael DEVITT dans le dernier quart du XIX^e siècle représente un exemple classique de résistance non-violente (1).

(1) Michael Davitt, *Land War and Non-violence*, publié par le journal des non-violents irlandais, *Dawn* : 168 Rathgar Rd, Dublin 6.

N'oublions pas non plus qu'au début de ce siècle toute une tendance du nationalisme irlandais, au sein même du **Sinn Fein**, refusait la violence et préconisait le boycott et la désobéissance (2). Pour en venir aux années plus proches de nous, il faut mentionner la lutte non-violente de l'Association pour les Droits Civils d'Irlande du Nord, dont l'action entre 1967 et 1971 s'inspira des idées de Martin Luther King. A une époque où l'IRA — ayant abandonné la lutte armée en 1962 — était inexistante, c'est ce Mouvement qui réussit à poser devant l'opinion britannique et mondiale le problème des discriminations scandaleuses dont étaient victimes les Catholiques en Irlande du Nord. L'origine des « troubles » actuels se trouve dans le fait que les Unionistes protestants réagirent violemment

(2) En 1907, Nehru, jeune étudiant en Angleterre, assiste à une réunion du **Sinn Fein** et écrit à son père : « Ils ne veulent pas combattre l'Angleterre par les armes, mais l'ignorer, la boycotter, et assumer tout tranquillement l'administration des affaires irlandaises. » Dans la même lettre, Nehru fait état de la consternation des Anglais bien informés qui estiment que « si cette politique était adoptée par la masse du pays, la domination anglaise serait finie. » Voir *Arthur Griffith and Non-violent Sinn Fein*, par Richard P. Davis, Anvil books, Dublin, 1974.

contre ce mouvement non-violent, provoquant l'intervention de l'armée britannique (en août 1969) puis la renaissance de l'IRA (en 1970).

Si la lutte non-violente n'est pas absente de l'Histoire irlandaise, il reste que c'est la lutte armée qui a surtout occupé le devant de la scène. Mais il y a différentes formes de luttes armées, et le terrorisme n'en est qu'une parmi d'autres. Si l'on s'en tient à la définition du « terrorisme » proposée ailleurs dans ce numéro, on peut dire que le terrorisme a toujours été présent dans la lutte irlandaise, mais comme tentation ou déviation, rarement comme **stratégie** essentielle. A cet égard, le conflit d'Irlande du Nord illustre la différence entre une stratégie terroriste et une stratégie de guérilla urbaine, tout en soulignant la perpétuelle difficulté pratique à ne pas glisser de l'une à l'autre.

Née en 1919 dans la guerre d'Indépendance, l'I.R.A. (Irish Republican Army) se présente essentiellement comme une « Armée », non comme une organisation clandestine. Elle entend mener la « guerre du peuple » contre l'occupant séculaire. Armée contrainte à la clandestinité, elle a gardé néanmoins le goût des uniformes, des drapeaux, des salves d'honneur tirées dans les cimetières, voire des défilés dans les rues. Toute une nostalgie du combat « à la régulière », d'autant plus forte qu'il lui est interdit par les conditions objectives de sa lutte. Créeée pour devenir l'Armée officielle d'un Etat irlandais libre, l'IRA n'est en fait jamais sortie de la clandestinité : après sa victoire dans la guerre d'indépendance (1919-1921) elle fut défaite dans la guerre civile qui, en 1922-1923, l'opposa au nouveau gouvernement de Dublin, auquel elle reprochait d'avoir accepté le maintien d'un lien symbolique avec la Grande-Bretagne (le serment au roi) et la division de l'Irlande. Cette défaite et les exécutions qui l'accompagnaient (Dublin exécutera davantage de républicains dans la guerre civile que Londres dans la guerre d'indépendance !) maintinrent l'IRA dans une persistante attitude d'hostilité vis-à-vis des gouvernements de Dublin, même après que ceux-ci aient proclamé la République en 1949. Armée de nulle part, fondant sa légitimité à la fois sur une histoire passée et sur un objectif que beaucoup considèrent aujourd'hui comme inaccessible dans

un avenir prévisible (la réunification de l'Irlande), l'IRA a toujours eu le plus grand mal à définir son action en termes « opérationnels » réalistes. C'est ainsi qu'on l'a vue successivement essayer, en 1939, de porter la guerre en Angleterre même ; puis en 1956-62, choisir comme objectif la « frontière » entre les deux Irlandes ; en 1970 renâtrer comme force d'auto-défense des ghettos catholiques, avant de s'orienter vers l'affrontement direct avec l'armée britannique. Aujourd'hui il semble que son objectif soit d'user la patience des Anglais en leur infligeant de telles pertes en hommes et en finances qu'ils se lassent et cherchent une solution pour abandonner l'Irlande du Nord.

Puisqu'il n'est pas question ici de faire une présentation, même rapide, des causes, des enjeux et des perspectives du conflit d'Ulster, revenons à ses aspects plus spécifiquement « terroristes ». Le terrorisme s'introduit dans cette lutte d'une manière latérale, plus par impuissance à faire autre chose, que par choix délibéré. L'IRA n'a jamais dit, par exemple, qu'elle entendait « terroriser » la population protestante du Nord pour la faire partir. Ses attentats « indiscriminés » sont généralement des représailles contre des attentats du même genre perpétrés dans les quartiers catholiques. Normalement, l'IRA « choisit » ses cibles : gardiens de prison, policiers, soldats anglais, hommes politiques. En ce sens, c'est bien une campagne d'intimidation, mais dirigée seulement contre des collaborateurs directs de l'**« ennemi »**.

Seulement, si ses intentions sont relativement claires, ses actes illustrent la difficulté à « maîtriser » l'usage de la violence d'une manière sélective. Il y a toujours des passants qui se trouvent là au mauvais moment, des bombes qui explosent par accident là où elles étaient simplement entreposées, des voitures piégées mises à feu plus tôt que prévu, sans laisser le temps aux autorités — généralement averties par un coup de fil — d'évacuer les environs... Tout cela entretient un climat, sinon de terreur, du moins de peur permanente.

Plusieurs épisodes, dans l'Histoire de l'IRA, illustrent cette dramatique distortion entre intentions et effets, ce glissement presque fatal (au double sens

du mot : inévitable et mortel) de la lutte populaire armée au terrorisme. Le plus lamentable de ces épisodes fut, entre janvier 1939 et mars 1940, la « campagne des bombes » en Angleterre. L'idée était, après avoir « déclaré la guerre à l'Angleterre », de s'attaquer à divers établissements militaires, moyens de communications, centrales électriques, sur le sol britannique. Au départ, l'intention était bien de ne faire aucune victime civile. Effectivement, centrales électriques, canalisations de gaz sont d'abord endommagées sans pertes humaines. Mais le 26 juillet, une bombe explose dans la consigne d'une gare londonienne. Le 25 août, à Coventry, une bombe explose prématurément, tuant cinq personnes et en blessant quarante. La police arrête les coupables, qui seront pendus. Le gouvernement irlandais sévit à son tour et institue des cours militaires spéciales. Les hommes de l'IRA oublient peu à peu leurs restrictions initiales : pourchassés, mal préparés techniquement, peu soutenus dans un pays qui n'est pas le leur, ils se mettent à placer leurs bombes n'importe où : boîtes à lettres, toilettes publiques, cinémas, bureaux de poste.

Les effets de cette campagne seront catastrophiques pour l'IRA. La répression s'intensifie, aussi bien en Angleterre qu'en Irlande. La classe ouvrière anglaise abandonne le peu de sympathie qu'elle pouvait avoir encore pour la cause irlandaise. Le Parti Communiste lui-même demande la peine de mort contre les deux responsables de l'explosion de Coventry ! Les divisions internes affaiblissent le mouvement et provoquent une scission : c'est à ce moment-là que Sean MacBride, futur ministre, futur co-fondateur d'**Amnesty International** et Prix Nobel de la Paix, quitte l'IRA pour fonder un parti légaliste.

C'est également la question de la violence, ou plus exactement de la difficulté à utiliser la violence contre les biens sans risquer d'atteindre les personnes, qui élargira le fossé, plus récemment, entre les deux branches de l'IRA : les « officiels » et les « provisoires ». En 1972, au cœur de l'année dont toutes les statistiques montrent qu'elle fut la plus sanglante du conflit, le journal des « officiels » de Derry signe ainsi son adieu aux armes :

« La campagne de bombes a eu un nombre de résultats, certains entièrement négatifs. Pour commencer, en détruisant les propriétés capitalistes, elle a détruit des emplois pour les travailleurs. Les gens les plus sévèrement touchés par la destruction de l'usine Thomas French à Stringtown, ou l'usine de boîtes à Shantallow, ou la firme Lucas à Pennyburn sont les ouvriers qui ont perdu leur emploi. De plus, la nature de la campagne menace aussi les civils. La signification politique, c'est que l'horreur suscitée par le résultat de certaines explosions a amené des gens non pas à rejeter la campagne des provisoires, mais de l'ensemble du républicanisme. » (3)

Cet argument sera souvent repris par les « officiels » contre les « provisoires ». Ainsi, en juin 1973, un dirigeant des « officiels » de Belfast déclare :

« L'horreur et la révulsion créées par la campagne de bombes des provisoires a irréparablement détruit le vaste réservoir de soutien et la bonne volonté qui existaient dans tout le monde » (4).

Dans les années qui suivent, les « officiels » se détachent de plus en plus de la lutte armée, non pas « par principe » mais justement parce qu'elle leur paraît de plus en plus difficile à mener, dans les conditions concrètes qui sont les leurs, sans glisser, volontairement ou par accident, à des actes terroristes. Les « provisoires », en revanche, renouvellent en 1974 l'erreur de 1939, et portent à nouveau la lutte sur le sol britannique. En juillet, des bombes explosent à la Tour de Londres et à l'aéroport d'Heathrow. En octobre, ce sont des pubs fréquentés par des militaires : 5 tués, 65 blessés. Mais c'est l'horrible attentat de Birmingham, le 21 novembre, qui va battre les records dans la monstruosité et l'absurdité du terrorisme aveugle : deux bombes explosent dans des pubs, faisant 21 tués et 162 blessés. Le Conseil de l'IRA a beau nier

(3) *The Starry Plough*, Derry, 1972, no 2, cité dans R. Faligot, *La Résistance irlandaise*, Maspéro 1977, p. 219.

(4) Billy Mc Millen dans *The Irish Times*, 20 juin 1973 ; cité dans Faligot, p. 255.

sa responsabilité, rappelant que « ce n'est pas la politique des républicains de bombarder des cibles non militaires sans donner d'avertissement préalable », le scénario de 1939 se reproduit : des ouvriers de Birmingham se mettent en grève pour demander la peine de mort contre les « assassins ». Dans de nombreuses prisons, les membres de l'IRA sont maltraités par les gardiens ; le Ministre de l'Intérieur, Roy Jenkins, en profite pour introduire sa législation d'exception contre le terrorisme, qui donne à la police des pouvoirs très étendus.

Que la mort de ces 21 civils ait été intentionnelle, accidentelle, ou encore le fait d'un individu « incontrôlé », le résultat est le même. Nouvelle illustration du glissement presque inévitable de la guérilla au terrorisme : la violence n'est pas un « outil » qu'on puisse contrôler comme un autre.

La thèse de Richard Kearney

Voilà plus de soixante ans que l'IRA poursuit le même objectif (la réunification de l'Irlande) avec les mêmes moyens (la lutte armée). Cette continuité, malgré les échecs, les scissions, la répression, et malgré le changement considérable survenu dans les conditions politiques, idéologiques, économiques de l'Irlande et de la Grande-Bretagne, a de quoi surprendre. Il n'y a pas, en notre XX^e siècle, d'autre exemple d'une lutte aussi fidèle à ses origines, tant dans ses objectifs, ses inspirations, son discours idéologique, que dans ses moyens. Continuité dans le courage, le dévouement à la cause, certes ; mais continuité aussi dans l'erreur et dans l'illusion :

— l'IRA refuse toujours de voir en face le fait que l'obstacle principal à l'unité irlandaise n'est pas la Grande-Bretagne, mais la présence d'une communauté protestante de 1 million de personnes qui refusent cette unité et continueraient à la refuser même si elle perdait le soutien britannique. Aveuglement systématique, structurel pourrait-on dire (un peu comme la « tache aveugle » au milieu de l'œil n'est pas infirmité mais une structure essen-

tielle au fonctionnement de l'œil) ; car l'IRA ne peut pas reconnaître ce fait sans avouer une erreur de soixante ans et nier tout ce qui la fonde : la lutte prioritaire contre l'occupant anglais.

— l'IRA ne parvient pas à tirer les leçons du double échec historique de sa stratégie militaire : échec à empêcher de périodiques glissements vers le terrorisme pur et simple ; échec à faire progresser sa cause.

Cette constance dans l'aveuglement, cette persévérance dans une voie sans issue appellent des explications. Toute question de « légitimation » mise à part, on ne peut pas expliquer la permanence du recours à la violence chez les républicains irlandais par des considérations uniquement stratégiques : si la violence n'est qu'un moyen en vue d'une fin, alors elle apparaît ici comme un moyen tellement inefficace qu'il aurait dû être abandonné depuis longtemps. C'est ici que la thèse d'un philosophe irlandais, Richard Kearney, apporte un éclairage précieux, expliquant justement tout ce qu'il y a d'irrationnel, de non stratégique, de « sacrificiel » dans la violence républicaine. Malgré ses limites et ses aspects réducteurs, cette thèse est une contribution indispensable à la compréhension du problème nord-irlandais (5).

Selon Kearney, la fonction essentielle de la violence, pour les combattants de l'IRA, ce n'est pas de porter des coups à l'ennemi, c'est de se désigner soi-même comme victime potentielle aux coups de l'ennemi. Ce qui compte, ce n'est pas de vaincre, mais de sacrifier sa vie. Les critères d'efficacité sont donc renversés : « Nous sommes venus ici pour mourir, non pour vaincre » pourraient dire, à la suite des insurgés de 1916, tous les combattants républicains. Il ne s'agit pas là d'une complaisance dans l'échec, mais d'un enracinement dans une tradition irlandaise séculaire antérieure même au christianisme : « Dans de nombreux cycles mythologiques irlandais, la communauté nationale pou-

(5) R. Kearney, *Terrorisme et sacrifice*, dans la revue *Esprit*, avril 1979, pp. 29 à 44.

vait, en temps de crise, se régénérer au prix du sacrifice sanglant de ses enfants et de ses héros » (6).

Les aspects sacrificiels du christianisme sont venus, évidemment, renforcer cette attitude. Kearney fait remarquer que la date du soulèvement de

(6) Article cité, p. 33.

MARX et ENGELS sur la question irlandaise

Plus on s'informe de l'histoire irlandaise, plus souvent on éprouve une impression de déjà vu ; comme disent les Anglais, « we have been here before », ce n'est pas la première fois que nous venons ici (mais l'expression prend dans ce cas-ci une allure particulièrement cynique).

En histoire, il faut se garder des rapprochements hâtifs ; mais la guerre d'Irlande est un drame qui inlassablement se rejoue avec les mêmes acteurs, un présent qui sans cesse se mêle au passé, un affrontement social qui se survit malgré l'évolution économique que connaît le pays.

Qu'on en juge par l'exemple suivant. Vers le milieu du XIX^e siècle, après la grande famine, un nouveau mouvement indépendantiste prit vigueur, le Fenianisme, et se heurta à l'habituelle répression brutale de la part des Britanniques. Ses dirigeants furent emprisonnés dans des conditions inhumaines en Angleterre ; le gouvernement leur refusa tout statut politique, alors que partout ailleurs en Europe — sauf en Russie tsariste — ils l'auraient obtenu. Le 13 décembre 1867, un groupe de Fenians monta un raid à la dynamite contre la prison de Clerkenwell, à Londres, pour tenter de libérer les chefs détenus. L'affaire échoua lamentablement ; l'explosion détruisit quelques maisons voisines, il y eut plusieurs morts et plus de cent blessés. Une vague de haine anti-irlandaise secoua l'opinion anglaise. Marx et Engels, qui s'intéressaient de près à la question, échangèrent sur l'incident le courrier suivant.

Jean JACQMAIN

1916 — Pâques — fut choisie précisément pour sa signification religieuse. La résurrection de l'Irlande exigeait la mort de ses fils... Le principal idéologue de ce soulèvement, Padraig Pearse, écrivit à sa mère, peu avant son exécution, une lettre où il parlait de son « sacrifice » et l'identifiait à celui du Christ crucifié. Dans les mois qui suivirent l'insurrection, rapporte encore Kearney, « on vit apparaître à Dublin de nombreuses affiches où figuraient les mots « tout est consommé » et qui repré-

Marx à Engels - 14 décembre 1867.

« Le dernier exploit des Fenians à Clerkenwell fut une grande stupidité. Les masses londoniennes, qui ont montré une forte sympathie pour l'Irlande, seront enrâgées par cet attentat et se précipiteront dans les bras du parti au gouvernement. On ne peut attendre des prolétaires londoniens qu'ils se laissent pulvériser en l'honneur des émissaires fenians. Il y a toujours une espèce de fatalité qui entoure cette sorte de conspiration secrète et mélodramatique. »

Engels à Marx - 19 décembre 1867.

« La stupide affaire de Clerkenwell fut, de toute évidence, le travail de quelques fanatiques spécialisés ; c'est la malédiction de toutes les conspirations de mener à de telles stupidités, parce que « après tout quelque chose doit arriver, après tout quelque chose doit être fait ». En particulier, il y a déjà eu en Amérique une vague d'indignation à propos (d'une affaire précédente) d'explosion et d'incendie ; et maintenant quelques idiots viennent instiguer pareille bêtise.

En plus, ces cannibales sont généralement les plus grands couards, comme cet Allen qui semble avoir déjà témoigné contre ses complices. Et puis, cette idée de libérer l'Irlande en mettant le feu à la boutique d'un tailleur londonien ! »

sentaient, à la façon des pietà, Pearse martyrisé soutenu par la figure mythique de Mère-Irlande brandissant le drapeau national » (7).

Tous les historiens savent que le soulèvement de Pâques 1916 fut loin d'être une grande révolte populaire. C'était un coup de main mal préparé, sans objectifs stratégiques réalistes, non soutenu par la population, mené par une poignée d'hommes prêts à donner leur vie. En fait, ce qui provoqua le basculement de l'opinion irlandaise contre les Anglais, ce ne fut pas ce soulèvement, mais l'exécution de ses leaders dans les semaines qui suivirent : « Connolly, attaché sur un fauteuil roulant, fut plus efficace devant un peloton d'exécution britannique, que Connolly armé d'un fusil. » (8) Trois ans plus tard, la sauvagerie des « Blacks and Tans » (9) britanniques acheva de radicaliser les Irlandais pour une lutte d'indépendance totale et sans merci. Mais si l'IRA est née en tant qu'organisation dans cette lutte, elle plonge toujours ses racines idéologiques dans le grand mythe du soulèvement de Pâques 1916 : « sacrifier sa vie pour que renaisse l'Irlande », « la vie jaillit de la mort », « seul notre propre sang peut faire revivre la rose », etc.

A ceux qui trouveraient que Kearney exagère, on peut opposer un texte de 1947, non cité par lui, écrit par un des espions allemands qui eurent des contacts avec l'IRA pendant la deuxième guerre mondiale :

« Dans les rangs de l'IRA, nul ne savait quel jeu on jouait, pas même les chefs. Les moyens de communication des hommes entre eux étaient aussi primitifs que ceux d'enfants jouant au gendarme et au voleur. Ils en étaient encore au message que l'on transporte dans la chaussette d'une fille. Et quels messages ! Rien n'était chiffré ; ils se refusaient à apprendre le code le plus simple, ils pré-

(7) Article cité, p. 32.

(8) Article cité, p. 35.

(9) En 1919, pour mater la rébellion irlandaise, l'Angleterre envoya, en plus de ses troupes régulières, 2 500 soldats issus de son sous-prolétariat, aventuriers, délinquants sortis de ses prisons : elle les enrôle sous un uniforme spécial, noir et kaki (black and tan). Ils sont restés dans la mémoire irlandaise pour leur sauvagerie et leurs massacres.

féraient sacrifier leurs hommes et leurs femmes. Ils ne faisaient aucun effort de discipline, leur entraînement était inexistant. A l'un de ceux que j'admirais pour ses qualités personnelles, j'ai dit un jour : « Vous savez mourir pour l'Irlande mais vous ne savez pas combattre pour elle. » (10).

Se référant à la pensée de René Girard, Kearney interprète ces déclarations et attitudes comme relevant d'une véritable idéologie « sacrificielle ». Il y trouve une explication du fait que les républicains semblent rechercher davantage le martyre que la victoire, mais aussi de l'attitude très ambivalente de la communauté catholique du nord à leur égard : « les leaders terroristes... sont à la fois détestés pour leur violence aveugle et pourtant admirés comme des héros dès lors qu'ils sont traqués par la police, censurés, emprisonnés ou assassinés » (11). De même que Connolly fusillé réalisait ce qu'il n'avait pu faire en combattant, de même Bobby SANDS mourant de faim réalise ce qu'il n'avait pas réussi les armes à la main (12).

Cette thèse irriterait profondément ceux qui ne veulent voir dans le conflit nord-irlandais que des enjeux analysables « objectivement » : phénomènes d'oppression, d'exploitation, d'impérialisme, d'injustice. Kearney ne les nie pas, loin de là. Il reconnaît au contraire que la nécessaire lucidité sur les aspects sacrificiels et mythiques de la violence ne suffirait pas à l'éradiquer. Mais il permet de comprendre un peu mieux pourquoi tant d'aspects de la violence républicaine nous échappent : non seulement le conflit est extrêmement complexe dans ses origines, ses enjeux et les parties en présence, mais il met en scène des phénomènes qui relèvent moins du rationnel politique que du mythique. La question reste cependant posée : cela fait-il du « terrorisme » irlandais un cas à part, ou bien retrouverait-on des facteurs mythiques analogues dans tous les « terroristes » ?

(10) Herman Goertz, cité dans Tim Pat Coogan, *I.R.A., Histoire de l'Armée Républicaine Irlandaise*, A. Moreau, 1972, p. 273.

(11) Article cité, p. 37.

(12) Pour une analyse de la grève de Bobby Sands et des autres prisonniers qui en sont morts en 1981, voir mon article dans A.N.V. no 42, pp. 56-62.

Pays Basque : les acteurs en présence

Avant d'aborder le thème de la situation de violence au Pays basque, nous croyons nécessaire d'apporter quelques éclaircissements et précisions à ce sujet.

Cette situation est très complexe et n'est connue à l'extérieur que de façon fort incomplète à cause de la manipulation et de la censure auxquelles se soumettent beaucoup d'informations qui touchent au problème basque.

Nous croyons donc nécessaire de dédramatiser cette situation de tension et de conflit. Nous disons dédramatiser, non parce que nous voulons réduire l'importance du phénomène de la violence, mais parce que nous croyons qu'il importe, pour rompre le fanatisme historique qui commence à entourer la question, d'approfondir la connaissance de cette réalité complexe afin que devienne possible un travail politique en vue de mettre fin au conflit.

Groupe non-violent de Santutxu.

Membres de l'Assemblée de Nonviolence de Euskadi

- Carlos Martin Beristain
- Cesar Manzanos

En outre, il importe de ne pas isoler les uns des autres les éléments constitutifs de la situation que vit le peuple basque.

En premier lieu, il faut situer le problème de la violence au Pays basque dans la trame de composantes universelles qui définissent la réalité sociale dans l'Etat espagnol et dans le monde.

Ces éléments sont communs à toutes les nationalités de l'Etat, dont la vie économique, politique et sociale en général ne fonctionne pas indépendamment des autres pays et des organisations de caractère supranational; au contraire, l'Etat est en relation étroite (malheureusement, une relation de dépendance) avec ces entités.

Au sein de l'organisation de la division internationale du travail, l'Etat espagnol exerce une fonction qui imprime des caractères particuliers à

ses problèmes (chômage, militarisation, nucléarisation, problème de la pêche...) et qui détermine ses relations avec les autres pays (CEE, OTAN, USA, URSS...). Pour nous en tenir à notre thème, nous ne mentionnerons pas ces composantes universelles mais nous nous limiterons aux éléments spécifiques de la situation du Pays basque.

Deux de ces éléments sont décisifs et doivent être pris en compte simultanément: **la question nationale**, c'est-à-dire les droits historiques d'un peuple qui l'identifient comme une communauté particulière aux points de vue politique, culturel et social; et ce que nous appellerons **le facteur de classe**, c'est-à-dire les relations antagoniques qui s'établissent entre ceux qui se sont approprié unilatéralement le pouvoir économique, politique, idéologique, et ceux qui en sont privés.

Les principaux facteurs de violence au Pays Basque

Ils sont nombreux et certains ont des racines historiques profondes.

Les droits nationaux: durant la dictature, l'interdiction de l'usage de la langue basque et du développement culturel du Pays basque, l'absence d'institutions qui auraient permis une progression vers l'autodétermination ont créé une ambiance et un état prolongé de persécution de l'identité basque. Après le changement de régime, certaines choses ont commencé à changer; cependant, on a vu se fermer la voie de l'autodétermination, c'est-à-dire la reconnaissance du droit souverain des Basques de décider de leur avenir: indépendance, fédération avec l'Etat espagnol, ou toute autre formule politique adaptée à la situation et aux aspirations de la société basque. L'approbation du statut d'autonomie a ouvert certaines perspectives vers l'autodétermination, mais on observe que le pouvoir central oppose de sérieuses entraves à sa mise en œuvre. Il y a là un facteur générateur de violence.

L'interdiction des partis: la légalisation des partis politiques qui a suivi le changement de régime a laissé subsister certains vides qui apparaissent

très clairement dans la situation basque. Divers partis de la gauche abertzale restent interdits, notamment HASI qui, bien qu'il constitue le principal fondement de la coalition Herri Batasuna (qui est légale), est considéré comme illégal.

Depuis la tentative de coup d'Etat, les intentions poursuivies à travers ces interdictions se précisent: il y a des menaces de déclarer illégale l'HB et de fermer le périodique EGIN.

L'Amnistie: la question de l'amnistie est sans cesse posée par de larges secteurs de la gauche abertzale, et même par certaines tendances nationalistes modérées. Un facteur de pacification important résiderait dans la concession de mesures de grâce, qui restent subordonnées à la fin de la lutte armée. La situation dans les prisons, les mauvaises conditions qui sont imposées aux détenus, restent un facteur de violence.

La législation répressive a particulièrement côtoyé au Pays basque. On y compte notamment la « loi antiterroriste », qui permet d'arrêter beaucoup de gens qu'il faut ensuite relâcher pour défaut de préventions, et en vertu de laquelle se commettent bien des abus de pouvoir et des mauvais traitements. C'est également la même dynamique qui a fait adopter récemment les lois sur l'état d'exception, sur l'état de siège, sur la défense de la constitution, etc.

L'attitude de certains média: utilisant leur pouvoir de manipulation de l'inconscient, les média créent une psychose de violence; en déformant l'information, ils donnent une image fausse de la réalité basque, et passent sous silence, « comprennent » ou avalisent les mesures de répression.

Agissements policiers: c'est au Pays basque que la répression systématique de manifestations, les arrestations arbitraires, les tortures se produisent le plus fréquemment.

Par ailleurs des bandes armées d'extrême-droite agissent dans l'impunité à des niveaux élevés, bénéficiant encore aujourd'hui de contacts avec les corps de l'Etat, et entretiennent un sentiment anti-basque.

La lutte armée de l'ETA : s'exprimant par des attentats qui ont fait plus d'une centaine de victimes ces dernières années, par l'impôt révolutionnaire, etc, elle se veut une riposte violente à la violence originale, mais en devient un facteur de justification.

En résumé, le culte de la violence auquel se livrent les uns et les autres, les abus des deux côtés, la passivité de beaucoup d'entre nous, l'absence de dialogue et de négociation, les intérêts particuliers de certains secteurs et en définitive l'absence de compréhension de la situation du Pays basque constituent la cause essentielle de la perpétuation de la violence.

L'éventail politique

L'ensemble des forces politiques qui interagissent au sein de la société basque constitue un éventail politique particulier. Il faut distinguer deux blocs de partis.

Dans le premier bloc, d'orientation nationale (c'est-à-dire régionale), on trouve d'un côté le PNB (Parti Nationaliste Basque) (nationalisme modéré) qui détient au total 25 sièges au parlement basque (c'est la formation majoritaire); de l'autre Herri Batasuna (11 sièges) et Euskadiko Eskerra (6 sièges) qui, avec d'autres partis sans représentation parlementaire, forment la gauche abertzale.

Le second bloc, d'orientation étatique (c'est-à-dire nationale), pèse d'un moindre poids dans la société basque. Il faut également le diviser entre, d'une part, la ligne de l'Union du centre démocrate (6 sièges) et de l'Action populaire (2 sièges), et, de l'autre, le Parti socialiste espagnol (9 sièges) et le PC-EPK (1 siège).

Comment décrire la situation politique en Euskadi en se limitant aux formations d'orientation nationale (régionale) ?

D'abord une constatation essentielle : on assiste à une consolidation de la bourgeoisie nationale basque, organisée dans le Parti nationaliste basque. Dans ce parti, la question nationale est le trait

d'union fondamental entre toutes les composantes ; il passe donc avant les questions sociales que nous avons appelées facteur de classe.

Au sein de ce parti apparaît une distinction claire entre les cadres dirigeants et les militants de base, due non seulement à une structure interne de type vertical, mais aussi aux conflits idéologiques qui existent entre les dirigeants (représentants des intérêts économiques et politiques de la bourgeoisie basque) et certains secteurs de base (appartenant aux classes plus modestes). Par ailleurs, il existe une forte gauche abertzale, qui se trouve fractionnée entre diverses idéologies et stratégies. Elle trouve sa principale expression dans la coalition HB, seconde formation politique en Euskadi après le PNB, et à un moindre degré dans l'Euskadiko Eskerra.

Ce fractionnement se manifeste dans le démembrement progressif qu'a connu l'HB depuis sa formation en 1979. Les caractéristiques générales de cette coalition sont les suivantes :

D'abord, une position de lutte radicale, qui s'exprime dans la participation de l'HB à la Coordination abertzale socialiste (KAS), qui se compose de divers groupes sociaux et politiques tels que l'ETA militaire, des mouvements pour l'amnistie, le syndicat LAB, etc., et dont nous étudierons la tactique quand nous aborderons le phénomène ETA.

La caractéristique principale de l'HB, et selon nous sa principale erreur politique, est de subordonner en partie sa stratégie à la lutte armée de l'ETA militaire : ceci a provoqué certaines scissions en son sein et des conflits entre ses membres.

Une autre caractéristique est une stratégie en partie a-institutionnelle : bien qu'elle se soit présentée aux élections pour les parlements basque et espagnol, elle n'occupe pas ses sièges. Par contre, elle le fait dans les communes et en Navarre.

Enfin, dans la pratique et l'orientation politique de l'HB, on trouve des lignes d'action alternatives : lutte antinucléaire, féminisme, etc. ; cependant, comme nous l'expliquerons plus loin, la stratégie est polarisée sur la lutte armée.

L'autre force qui possède un poids spécifique dans la gauche abertzale est l'Euskadiko Eskerra (E.E.) ; elle a tenté d'organiser une convergence entre les voies institutionnelle et extra-institutionnelle, mais finalement elle donne la préséance à la première voie, en participant à la dynamique de la démocratie bourgeoise.

Les autres partis politiques de la gauche abertzale ne disposent pas d'un espace politique clair où travailler.

En ce qui concerne les prises de position de l'éventail politique face à la violence, on constate qu'en général, à l'exception de la gauche abertzale (E.E. non comprise), les autres groupes condamnent la violence, et la plupart du temps passent sous silence les violences institutionnelles et répressives ; ils subordonnent leur analyse à la stratégie du moment, bien que leur vision soit rétrécie par la définition de la légalité que fixe la démocratie bourgeoise. Il y a bien eu des tentatives d'action plus radicales mais qui ne sont jamais parties d'une analyse claire et qui n'ont jamais soumis les intérêts particuliers des groupes politiques aux intérêts généraux de l'ensemble des citoyens qu'ils représentent (fronts pour la paix, etc.).

Le phénomène ETA

La guerre civile (1936-1939) a donné libre cours à trois conflits historiques. Conflit politique entre partisans de l'ancien régime, de l'autoritarisme et défenseurs des idées libérales de pluralisme et de démocratie. Conflit socio-économique entre classes dominantes et exploités. Et conflit national entre partisans d'une conception centraliste de l'Etat, d'une nation espagnole uniforme, et défenseurs d'un pluralisme national, d'une conception fédéraliste de l'Etat ou de l'indépendance de certaines nationalités.

Les vainqueurs imposèrent un régime autoritaire, garant de la conservation de l'Etat centraliste et du pouvoir des classes dominantes. Dans ce but, ils abolirent la législation antérieure afin d'enlever

tout fondement à la démocratie politique, aux aspirations des travailleurs et à la reconnaissance des droits des peuples de l'Etat. En outre, ils supprimèrent tous les partis et organisations syndicales opposés au régime établi, déployant contre toute activité d'opposition une répression armée très dure.

Au Pays basque fut aboli le statut d'autonomie de 1936, de même que les accords économiques de Guipuzcoa et de Biscaye, considérées comme provinces traîtresses.

Yacef SAADI, chef FLN, lors de la « Bataille d'Alger » :

« J'ai fait déposer en ville mes bombes à la main, parce que je ne disposais pas comme vous d'avions pour les transporter. Mais elles ont fait moins de victimes que vos bombardements par l'artillerie ou l'aviation sur nos villages des djebels. Je fais la guerre, vous ne pouvez pas me le reprocher. »

(Cité dans Trinquier, « La guerre moderne », p. 37).

Dans les années 50, des forces d'opposition nées du tronc nationaliste basque commencent à s'organiser. Parmi les jeunes se produisent les premières tentatives de constitution de groupes plus radicaux, groupes de résistance sans projet politique défini, dont le seul objectif est la défense des droits du peuple basque.

C'est dans ces conditions et ce climat que naît l'ETA au milieu de 1959, une fois consommée la scission de certains groupes comme le PNB. Elle est influencée profondément par la révolution cubaine, puis par les mouvements de libération du Tiers Monde ainsi que les mouvements néo-léninistes apparus après la révolution de mai 68.

Au cours de son histoire, l'ETA a connu une évolution continue de sa pensée et de son organisation à mesure qu'elle traversait diverses circonstances politiques et sociales et subissait diverses influences idéologiques. Dans ses lignes générales, sa conception de l'Euskadi comme nation est la même que celle des autres fractions nationalistes. L'Euskadi est définie comme le territoire qui se compose des quatre provinces espagnoles et des trois situées en territoire français : la réunification de l'Euskadi est donc un objectif primordial. De même, l'indépendantisme, la construction d'un Etat basque indépendant, est un but constant de l'ETA.

Deux grands problèmes ont été des facteurs de division dans l'ETA, et y ont provoqué diverses scissions.

A ses débuts, l'ETA se définit comme un mouvement de libération nationale, mais très rapidement apparurent deux tendances, l'une plus nationaliste et l'autre plus socialiste. La première scission se produisit avec l'expulsion de la fraction « classiste » (socialiste) de la V^e assemblée (1966).

La seconde grande scission fut accomplie lors de la VI^e assemblée (1970), où triomphèrent ceux qui considéraient la libération sociale comme essentielle et se proclamaient marxistes-léninistes ; cette fraction se définit comme l'ETA VI et expulsa ceux qui donnaient la priorité à la libération nationale, fraction minoritaire à ce moment. Mais l'ETA VI perdit ensuite de l'importance, et ce fut la tendance nationaliste qui s'intitulait ETA V qui gagna et assura la continuité historique de l'ETA. Elle proclama la fusion de la lutte nationaliste et de la lutte de classe. La libération de l'Euskadi ne peut être que l'œuvre du peuple travailleur basque, dont l'ETA se donne pour tâche de défendre les intérêts. L'ETA se présente comme « armée de libération nationale socialiste », de tendance marxiste-léniniste.

Le second thème de controverse est celui de l'action politique de masse et de la lutte armée. L'ETA part du postulat que l'Euskadi-Sud est une partie de la nation basque occupée militairement par une puissance étrangère — l'Espagne — qui lui impose un ordre social capitaliste. Les forces

d'occupation maintiennent donc une situation de violence organisée ; devant cette agression dont est victime l'Euskadi, il n'y a selon l'ETA d'autre réaction possible que la violence armée défensive. Violence qui se matérialise en attentats contre des membres des forces d'occupation, de l'appareil politique et militaire espagnol, contre les citoyens accusés de collaboration et contre la bourgeoisie basque qu'il faut contraindre, par le paiement de l'impôt révolutionnaire, à financer la guerre de libération.

En fait, les attentats semblent moins correspondre à une lutte défensive qu'à une intention de destabilisation politique, le raisonnement précédent semblant servir à justifier cette politique. Chaque fois que s'est posée au sein de l'ETA la question de la prédominance de l'action politique de masse ou de la lutte armée, ce sont les partisans de la seconde qui ont triomphé. C'est cette question qui a provoqué la dernière scission et la constitution de l'ETA militaire et de l'ETA politico-militaire. Devant l'instauration de la démocratie bourgeoise, l'ETA continue à donner la priorité à la lutte armée — alors que l'ETA politico-militaire estime que la lutte armée doit se subordonner à la lutte politique de masse (tout en considérant la lutte armée comme indispensable et décisive).

La situation actuelle

Aujourd'hui, l'ETA politico-militaire assume la ligne politique de l'Euskadiko Eskerra, reconnaissant ainsi que la voie institutionnelle ouverte par le statut d'autonomie permet d'élargir les droits et libertés politiques du peuple basque. Cette organisation a abandonné temporairement la lutte armée. Elle considère que s'est ouverte une période de trêve durant laquelle elle peut s'investir dans l'action politique de masse, sans écarter l'éventualité de reprendre la lutte armée une fois que seront épousées les possibilités stratégiques qu'offre la situation actuelle.

Quant à l'ETA militaire, il faut mentionner divers points.

Son action armée est conçue comme appui à l'alternative tactique de la KAS, avec pour but d'imposer une situation où le gouvernement espagnol se verrait contraint de négocier la fin de la lutte armée en échange de la satisfaction de cinq revendications fondamentales :

- 1) autonomie réelle, comprenant des pouvoirs politiques, économiques, culturels (droit à l'usage de la langue), etc ;
- 2) retrait des forces de police ;
- 3) amnistie totale ;
- 4) amélioration des conditions de vie et de travail des classes laborieuses et populaires : mesures anti-oligarchiques et sociales (autogestion de la sécurité sociale, certaines nationalisations...), libertés démocratiques (expression, réunion, association, etc.).
- 5) droit à l'autodétermination.

Ensuite, elle bénéficie d'un appui populaire dont le meilleur indicateur est le résultat qu'a obtenu HB aux élections pour le parlement basque.

Un troisième aspect est sa politique de prise en charge de certains fronts de lutte populaire : lutte antinucléaire, contre la corruption sociale (drogue, pornographie...), pour laquelle elle polarise les diverses stratégies révolutionnaires sur la lutte armée, ce qui a pour effet de discréditer les mouvements marginaux qui travaillent sur ces fronts de lutte avec des conceptions radicalement différentes.

L'ETA essaie donc de réaliser la déstabilisation politique en vue de ce qu'elle appelle la rupture démocratique, qui impliquerait la réalisation des points que met en avant l'alternative tactique KAS.

De la publicité que fait l'ETA à la tentative de coup d'Etat (comme manœuvre politique destinée à bloquer la dynamique de lutte sociale et nationale) et de sa politique d'actions armées, pourrait résulter une évolution vers des formes d'Etat plus autoritaire et centralisé.

Les pouvoirs établis

Nous entendons par là :

- 1) Le capital : il faut y distinguer la bourgeoisie basque et l'oligarchie financière espagnole.
- 2) Le militarisme : ce phénomène se matérialise dans des institutions telles que l'armée, les forces de police, etc.
- 3) Les gouvernements basque et central.
- 4) L'Eglise basque.

Les intérêts économiques de la bourgeoisie basque trouvent leur expression dans le PNB. Comme nous le savons, l'oligarchie financière espagnole, les appareils répressifs de l'Etat et du gouvernement central sont liés au nationalisme espagnol en tant que classe dominante et se caractérisent par une incompréhension totale et une négation radicale du problème national et de classe au Pays basque.

Ces formations sont responsables de la violence structurelle : en maintenant le système social établi, en mettant en œuvre la violence institutionnelle qu'exercent les appareils de contrainte de l'Etat et la violence répressive qui frappe non seulement ceux qui pratiquent, proposent ou approuvent la violence armée, mais aussi quiconque dénonce leur responsabilité directe dans cette situation. Elles assimilent ces critiques à des actes de terrorisme, passent sous silence les causes du conflit et ne font guère d'efforts pour mettre fin à la violence de l'extrême-droite.

En ce qui concerne l'Eglise basque, il y a lieu d'observer la proximité idéologique que manifeste la hiérarchie ecclésiastique vis-à-vis du nationalisme modéré, la prise de conscience croissante de la question nationale et également la sensibilisation à la problématique sociale de certains secteurs de l'Eglise qui ne peuvent être inclus dans une structure de pouvoir. La réponse de l'Eglise basque à la situation est une condamnation morale de la violence (armée et répressive), exprimée dans la lettre rendue publique par les évêques d'Alava,

Biscaye et Guipuzcoa, et dans d'autres manifestations semblables. Cependant, l'Eglise ne donne jamais une analyse claire de la situation et semble poursuivre sans cesse un double jeu.

Bref jugement critique sur la situation

Nous porterons ici un jugement critique sans entrer encore dans la voie des appréciations morales.

Tout d'abord, nous voulons préciser comment nous voyons le problème de la pacification en Euskadi. Ce concept recouvre en fait diverses questions importantes. Ainsi, la cessation de la violence armée est un élément essentiel de la pacification ; mais elle s'est transformée elle-même en facteur de justification et de déclenchement de violences.

La fin de la violence répressive devrait comporter une série de mesures concrètes : abrogation de la loi antiterroriste, fin des extraditions, mesures d'ordre politique général telles que l'amnistie, le retrait d'Euskadi de la police, de la garde civile et de l'armée, etc.

Le chemin de la pacification passe aussi, et surtout, par un processus de démilitarisation sociale dont une telle politique d'ordre public ne serait qu'une partie. Nous croyons aussi que, dans le cadre de cette pacification, il faut permettre une progression vers l'autodétermination, par des canaux institutionnels et extra ou non-institutionnels.

Il ne s'agit pas pour autant de gonfler le ballon d'une fausse harmonie, de prôner un interclassisme douteux, de parler de pacification comme si la

situation dans le reste de l'Etat et du monde était pacifique, comme s'il n'existant pas de conflits entre classes antagoniques... Il s'agit d'avancer vers le dépassement des conflits sociaux qui s'intensifient aujourd'hui dans la situation d'Euskadi. Il n'est pas question d'abandonner la lutte mais d'ouvrir de nouveaux fronts et de travailler selon de nouvelles lignes d'action politique. Nous croyons qu'il y a là un défi à la pertinence de l'action non-violente pour l'obtention des droits personnels, sociaux et nationaux, dans une dynamique révolutionnaire. Et nous croyons qu'il y a là un autre facteur possible de pacification.

Pour rechercher des possibilités de solution, il faut à présent analyser les diverses responsabilités dans le maintien de la situation actuelle. Pour cela, il serait nécessaire que chacune des parties concernées procède à une sévère autocritique ; car il est trop facile de condamner toute violence sans en avoir fait l'analyse.

Le groupe se déclare adversaire de la lutte armée et partisan de l'action non-violente, mais reconnaît que cette orientation doit mûrir. Il estime qu'il faut s'engager dans un processus de lutte contre l'ordre social établi, mais que provoquer une régression politique dans l'espoir de susciter une prise de conscience collective est illusoire. Il pense qu'il faut explorer les possibilités de l'action légale mais sans se laisser enfermer dans un cadre légaliste. Son objectif est la démilitarisation sociale, et ses voies le combat pour l'objection de conscience, la désobéissance civile, la dénonciation des violations des droits de l'homme, l'appel au dialogue.

(traduction résumée : Jean JACQMAIN)

Ecologie : la tentation terroriste ?

par Laurent SAMUEL (*)

Attentats en série dans la région de Golfech près de Toulouse, tirs de roquette contre les installations de Super-Phénix à Creys-Malville... Après le reniement des promesses électorales socialistes sur le nucléaire civil, on assiste depuis quelques mois à une montée de la colère chez les antinucléaires et les écologistes, dont la plupart avaient pourtant souhaité et salué la victoire de François Mitterrand le 10 mai 1981. Est-on en train d'assister à un développement du terrorisme écologique en France ? Compte tenu de l'histoire du mouvement écologiste dans notre pays, une telle hypothèse semble toutefois peu probable. Car les écologistes français ont progressivement fait de la démocratie un des axes centraux de leur action, choix contradictoire avec le recours au terrorisme.

Faisons un petit retour en arrière d'une douzaine d'années. Le mouvement écologiste apparaît sur la scène publique, avec une double dimension :

un courant d'opinion ayant pour ambition de toucher l'ensemble de la population, à la fois sur des problèmes concrets (campagne pour la sauvegarde du parc de la Vanoise en 1969) et globaux (conférence de Stockholm sur l'environnement planétaire en 1972, retentissement du premier rapport du Club de Rome sur les limites de la croissance cette même année) ; et une tentative contre-culturelle, symbolisée par « l'An 01 » (le livre puis le film) de Gébé ; développement des communautés, des réseaux parallèles, des techniques alternatives, de l'agriculture biologique, etc. Dès cette période, le nucléaire va jouer un rôle de catalyseur à l'intérieur de ce maelstrom bouillonnant mais quelque peu disparate. Les premiers rassemblements contre les centrales nucléaires (Fessenheim et Bugey en 1971) placent

(*) Journaliste, animateur des Amis de la Terre.

côte à côte les défenseurs « classiques » de la nature, les scientifiques critiques, les contestataires de l'après-mai 68, sans oublier les « naturistes » et autres végétariens. L'objectif est alors avant tout de convaincre l'opinion publique des méfaits du nucléaire — grâce à l'exemple. Il n'est donc pas question de recourir à la violence et au terrorisme.

Fin 1973, éclate la crise du pétrole. Celle-ci a deux conséquences en apparence contradictoires. D'un côté, le gouvernement français décide en 1974 de lancer un programme nucléaire démentiel qui va déclencher de vastes mouvements populaires d'opposition dans plusieurs régions ainsi qu'une critique virulente des scientifiques et de certains syndicalistes (CFDT). De l'autre, la crise fait basculer le mouvement écologiste vers une action politique et électorale, dont le grand signal de départ est donné avec la campagne de René Dumont aux présidentielles de 1974. Face à la situation économique qui s'aggrave, l'utopie recule au profit de la politisation.

C'est dans ce contexte que le premier « grand » attentat antinucléaire éclate début 1975. Un commando Puig Antich - Ulrike Meinhof (des noms d'un militant basque assassiné par le régime franquiste et de l'égérie de la bande à Baader) détruit une des installations de la centrale de Fessenheim alors en construction. Un document publié par l'hebdomadaire écologiste « la Gueule Ouverte » démontre que les « terroristes » connaissent de très près le fonctionnement des centrales nucléaires et risquent de retarder sensiblement la mise en service de l'usine. Les mouvements écologistes se révèlent divisés vis-à-vis de cette action : tandis que les Amis de la Terre se félicitent de cette initiative selon eux « non violente » car elle n'a fait ni morts ni blessés, la plupart des associations alsaciennes proches de la centrale dénoncent avec force le terrorisme. D'autres « attentats » moins spectaculaires ont lieu dans les mois qui viennent, en particulier celui qui s'attaque à un ordinateur de la société Framatome, pivot industriel du programme nucléaire français.

Cependant, le pouvoir giscardien maintient plus que jamais sa détermination d'imposer les centrales

nucléaires malgré la montée des oppositions locales et nationales. Le premier rassemblement de Malville en 1976 marque le succès éphémère d'une non-violence active teintée d'utopie, cherchant à asseoir son implantation au sein de la population riveraine du chantier. Mais le grand rassemblement de juillet 1977 sur le même site fait apparaître un élément, qui ne doit pas être confondu avec le terrorisme : la tentation de la violence. Plusieurs facteurs interviennent alors : l'irruption à l'intérieur de la mouvance antinucléaire de groupuscules d'extrême-gauche cherchant à redorer leur blason par tous les moyens ; le développement d'un courant « auto-nome » s'imaginant que la violence et l'« occupation » des sites seraient susceptibles d'arrêter le programme nucléaire ; et enfin la froide détermination de la police giscardienne, qui recourt le 30 juillet 1977 à une répression sauvage et assassine un jeune militant écologiste non-violent, Vital Michalon. La tragédie de Creys-Malville sonne la fin des grands rassemblements nationaux contre le nucléaire et l'échec d'une stratégie fondée sur la violence.

Cependant dès avant Malville, les Amis de la Terre ont commencé à se rapprocher de la CFDT. L'axe principal de cette nouvelle démarche n'est plus tant le refus inconditionnel et irréductible du nucléaire que l'exigence d'un débat démocratique sur la politique énergétique. Cette logique se traduit d'abord par la signature en 1977 en Normandie d'une plate-forme commune entre la CFDT régionale, les Amis de la Terre de Caen et le CRILAN (Comité régional d'information et de lutte antinucléaire). Mais elle se popularise surtout en 1979 avec la pétition nationale sur l'énergie qui rassemble contre le programme nucléaire giscardien non seulement les Amis de la Terre et la CFDT, mais aussi le Parti socialiste (et en particulier son premier secrétaire de l'époque, François Mitterrand), le MRG, le PSU, Que Choisir, en tout une vingtaine d'organisations.

La stratégie de la pétition nationale se traduit à l'évidence par un échec sur le plan politique dans la mesure où elle se fonde sur la victoire électorale d'un Parti socialiste qui aurait respecté sa signature

et ses engagements. Cependant, son influence sur le mouvement antinucléaire et écologiste se révèle plus profonde qu'il n'y paraît : la « pétition » a placé l'exigence démocratique au centre du débat, réduisant à peu de choses l'impact de la tentation terroriste. Les bombes et les attentats ne sont pas une bonne manière de rallier l'ensemble de la population et des « forces démocratiques ».

Malgré les apparences, la démarche « pétition » et ses prolongements locaux a joué ainsi un rôle convergent avec celui de l'écologisme politique. En effet, les campagnes électorales successives menées par les écologistes, et en particulier celle de Brice Lalonde à l'élection présidentielle de 1981, mettent de plus en plus l'accent sur le développement de la démocratie, notamment aux plans local et régional. Le référendum d'initiative populaire, la décentralisation, la réforme du mode de scrutin font irruption parmi les principaux thèmes du mouvement.

Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que les différents mouvements locaux d'opposition aux

projets nucléaires — avant le 10 mai à Plogoff, après le 10 mai à Golfech ou à Chooz — aient su globalement éviter le terrorisme. Cela étant, l'absence (ou la place marginale) du terrorisme n'implique pas forcément, loin de là, l'absence de violence. Mais sans doute faut-il distinguer ici les actions consciemment mises en œuvre par la majorité d'une population (comme à Plogoff par exemple) et celles qui sont le fait de groupes isolés et minoritaires (comme cela semble parfois être le cas dans la région de Golfech).

En conclusion, on peut donc faire le pari raisonnable que malgré le désespoir causé par les promesses trahies, le mouvement antinucléaire français saura résister aux sirènes du terrorisme. Reste à savoir s'il a encore une chance d'arrêter ou de freiner un programme nucléaire qui reste parmi les plus importants du monde entier. De ce point de vue, la pression d'un mouvement écologiste indépendant lors des prochaines échéances électorales peut jouer un rôle non négligeable. Il n'est pas besoin de réussir pour persévérer...

TERRORISME OU AMOUR ?

par Bommi BAUMANN (*)

Pourquoi devient-on un terroriste ?

La décision de se lancer dans le terrorisme est prédeterminée par le psychisme. Je peux m'en rendre compte aujourd'hui pour mon cas personnel : c'est tout simplement une peur de l'amour. On fuit devant l'amour pour se réfugier dans une sorte de violence absolue. Si j'avais vraiment fait, autrefois, l'expérience de l'amour dans toutes ses dimensions, je n'aurais pas fait ce que j'ai fait. Je m'en serais rendu compte par d'autres biais.

Le seul moment où j'aurais pu m'en apercevoir, c'est quand j'étais avec Hella. Et c'est juste à ce moment-là qu'on m'a foutu en taule, une raison de plus pour déconner. La seule chose qu'engendre la taule, c'est de la haine ; et comme en plus les flics ont ensuite démolí Hella sur son lit d'hôpital, cette haine s'est décuplée.

A vrai dire, pas mal d'entre nous ont vécu ce genre d'expérience, si ce n'est tout le monde : la sexualité a été le révélateur pour chacun d'entre nous. Le vieil anarchiste Malatesta l'a découvert et Fromm l'a ensuite prouvé par la psychanalyse : la peur de la liberté est une composante de la psychologie des masses. Cette peur se fonde sur l'absence

de savoir car l'éducation qu'on reçoit aujourd'hui nous apprend à avoir peur de ce qu'on ne connaît pas. C'est la même chose pour la peur de l'amour, peur dont j'ai découvert l'existence au terme de mon engagement.

J'ai remarqué que quantité de gens flanchaient quand ça devenait sérieux ; qu'ils se réinstallaient dans leurs vieux comportements bourgeois et qu'au fond ils étaient restés les mêmes oppresseurs de femmes, des salopards sexistes.

Tous ceux qui ont craqué l'ont fait pour ce genre d'histoires : Brockmann en est l'exemple type. Tout ce stress, plus le fait qu'ensuite son seul boulot était de cavaler à droite et à gauche comme commissionnaire du groupe, l'ont plongé dans une situation où la seule personne avec qui il pouvait avoir un échange était son amie Petra — que je

* « Terrorisme ou Amour ? », c'est le titre du dernier chapitre du Livre de Michel BAUMANN, *Tupamaros Berlin Ouest* (Presses d'Aujourd'hui, 1976). Baumann, surnommé « Bommi » est un ancien militant allemand de la « guérilla urbaine en Europe ». Son livre parut en Allemagne alors qu'il était recherché par la police. Fin 1975, l'ouvrage fut saisi dans le cadre de la lutte de l'Etat allemand contre « les radicaux et les terroristes ». N.D.L.R.

connaissais. Quand il s'est aperçu qu'il allait la perdre, elle aussi, à cause de son histoire, c'est elle qu'il a choisie. Choix qui a été son dernier acte lucide car ensuite, une fois chopé, il s'est complètement effondré.

Quand les flics lui ont dit : « Ecoute, gars, ou bien tu te mets à table ou bien ta nana disparaît elle aussi et tu ne la reverras jamais », en un clin d'œil il s'est décidé à raconter tout ce qu'il savait, de A jusqu'à Z, impitoyablement. Pour moi, c'est trop facile de le lui reprocher. Brockmann n'est pas un traître au sens classique du terme, mais plutôt une victime des circonstances.

Ces deux points — la peur de l'amour et la peur de la liberté —, il faut vraiment les prendre en considération et y réfléchir. Chez ces jeunes mecs de la maison Rauch par exemple, sur un plan primaire, c'est vraiment la peur de la liberté. Quand ils s'emmerdent, ils retournent gratter à l'usine sans savoir comment profiter de la liberté nouvellement acquise en l'espace d'une nuit. Ils se laissent baratiner et retournent à l'usine au lieu de trouver des formes de vie créative qui pourraient leur permettre de faire un travail politique à la base.

Nous, on n'avait surmonté cette peur de la liberté que pour nous heurter ensuite au problème de la peur de l'amour, ce qui précipitait aussi notre échec.

Il s'est avéré qu'il n'y a pas coïncidence entre pratique révolutionnaire et amour. Aujourd'hui encore, ça ne se rencontre pas, que je sache, sinon j'aurais peut-être continué. En tout cas, pour ma part, je n'ai vu d'autre alternative que de tout arrêter, de jeter mon flingue et de dire : O.K. — terminé pour moi.

Toutes ces années durant, l'essentiel pour moi était de créer des valeurs humaines qui n'existent pas dans cette société capitaliste et qui ont disparu de toute l'Europe ainsi que de toutes les civilisations occidentales, car les machines les ont éliminées. L'objectif, c'est de les redécouvrir et de permettre leur renaissance. Ça implique de se comporter comme une sorte de prophète, comme quelqu'un qui

porte en lui la nouvelle société — si elle est possible. C'est une méthode plus valable que celle qui consiste à lancer des bombes car celle-là fait émerger les mêmes figures de haine rigides qui en fin de compte détiennent de nouveau le pouvoir. En fait, Staline était un type exactement dans notre genre, l'un des rares qui ait réussi : on connaît le résultat, une oppression encore pire (...).

« La terreur est impuissante si elle est appliquée par la réaction contre la classe qui se soulève en vertu des lois de son développement historique. La terreur doit, par contre, être efficace contre la classe réactionnaire qui ne veut pas quitter l'arène. L'intimidation est le plus puissant moyen d'action politique tant dans la sphère internationale qu'à l'intérieur. La guerre, de même que la révolution, repose sur l'intimidation. Une guerre victorieuse n'exterme en règle générale qu'une partie infime de l'armée vaincue, mais démoralise les autres, et brise leur volonté. La révolution agit de même : elle tue quelques personnes, elle en effraie mille. Dans ce sens, la terreur rouge ne se distingue pas en principe de l'insurrection armée, dont elle n'est que la continuation. Ne peut condamner « moralement » la terreur gouvernementale de la classe révolutionnaire que celui qui, en principe, réprouve (en paroles) toute violence en général, donc toute guerre et toute insurrection. Mais il faut n'être pour cela qu'un quaker hypocrite.

Comment donc distinguer votre tactique de celle du tsarisme ? — nous demandent les pontifes du libéralisme et du « kautskysme ».

Vous ne comprenez pas, faux dévôts ? Nous vous l'expliquerons. La terreur du tsarisme était dirigée contre le prolétariat. La gendarmerie tsariste étranglait les ouvriers qui militaient pour le régime socialiste. Nos commissions extraordinaires (Tchéka) fusillent les grands propriétaires, les capitalistes, les généraux qui s'efforcent de rétablir le régime capitaliste. »

Léon TROSKY, 1920, in « Défense du terrorisme », N.R.C., 1936, p. 77.

Choisir l'amour

Choisir l'amour plutôt que les bombes, c'est une affaire purement personnelle dans un premier temps : si ça ne change rien, ça n'emmerde personne. Mais par la suite on peut élargir ce choix, le transposer à d'autres personnes et acquérir ainsi une force neuve ouvrant la porte à une façon nouvelle de communiquer avec les autres. Un processus inédit s'enclenche alors qui ne débouche pas inévitablement sur la violence, guère possible dans les conditions actuelles puisqu'elle n'ouvre pas la porte à une alternative véritable. La seule chose possible aujourd'hui, c'est d'entretenir le feu qui couve (...).

A mon avis, pour progresser aujourd'hui, il faudrait réactiver d'anciens processus et essayer de les élaborer davantage, je pense par exemple aux expériences de la vie communautaire. Car entre-temps de nouvelles analyses de la société sont apparues. Les histoires de drogue ont pris une tout autre dimension, permettant qu'on aborde le problème d'un point de vue entièrement neuf ; de même pour tout ce qui tourne autour de l'éducation anti-autoritaire. Le rapport à la technologie lui aussi a changé. Bref, il y a des tas de trucs qu'on pourrait développer.

Il faudrait réfléchir à fond sur toutes ces années passées. Les voies cent fois rebattues qui se maintiennent actuellement n'ont plus rien de progressiste : entre-temps il s'est manifestement avéré que militer dans une quelconque fraction M.L., agir dans un groupe voisin de celui qu'on formait, ou lire une fois de plus Monsieur Marx dans un cercle d'étudiants, cela ne mène nulle part.

Il s'agit de réfléchir à des formes nouvelles d'action et de vie. Je n'ai pas de message, je n'ai rien de précis à proposer ; je constate simplement que l'ensemble du mouvement stagne visiblement

partout dans le monde où un mouvement a existé. Tout le monde se pose aujourd'hui des questions sur cette stagnation qui est un phénomène mondial et nous concerne tous. Réfléchir sur les événements passés, voilà la meilleure chose à faire actuellement pour tous ceux dont la participation au mouvement est ancienne : leur réflexion donnera peut-être des résultats !

Quant à moi, comme je n'avais jamais vécu vraiment l'amour, je le fais maintenant ; d'abord parce que ça me fait plaisir et que c'est chouette, et ensuite parce que j'en ai besoin après toutes ces années difficiles.

Lorsqu'on a atteint ce stade et que tout se passe harmonieusement pour soi, on peut généraliser ; les éventuelles activités politiques, voire terroristes, peuvent peut-être se réaliser d'une façon plus réfléchie et plus cool. Si on avait eu une telle maturité, c'est-à-dire si nos structures psychiques avaient été plus solides au début de notre lutte, tous ces trucs irrationnels auraient certainement pu être évités. Il y aurait eu moins de traîtres et tout se serait déroulé plus humainement ; on aurait pu atteindre davantage d'objectifs.

La voie de la révolution ne comporterait plus ni haine, ni déceptions, ni principe de rendement, etc. L'avènement d'une nouvelle société plus humaine, dont on aurait déjà esquisonné en soi les traits généraux, pourrait se faire plus calmement, d'une manière réfléchie. Ça n'aurait plus rien à voir avec une théorie complètement abstraite ; ou pourrait infinité mieux entreprendre et réaliser des tas de choses.

Même si, ultérieurement, on était forcé d'employer la violence, elle s'inscrirait bien mieux dans la réalité, et la qualité des actions serait vraisemblablement supérieure. Une évolution de ce genre est encore possible maintenant et se fera sans doute.

Enquête du N° 40 d'ANV auprès de nos lecteurs

quelques chiffres

Nous publions ici quelques chiffres significatifs et non les résultats détaillés de ce questionnaire, ce qui serait fastidieux. D'autre part, ces chiffres ne sont pas très représentatifs : par définition, nous n'avons que les opinions de ceux qui ont fait la démarche de répondre ; malgré tout, 139 réponses soit plus de 10 % de nos abonnés, ce qui est déjà beaucoup. Enfin, les questions n'étaient pas toujours bien posées.

Il faut donc considérer les chiffres suivants avec une certaine prudence !

QUI SONT CES LECTEURS ?

- ★ 71 % sont des hommes : 4 questionnaires seulement concernent des couples, mais un seul comporte des réponses distinctes pour l'homme et la femme. Cette proportion d'hommes est à peu près la même pour l'ensemble des abonnés mais il est difficile de dire dans quelle mesure cela correspond à la majorité réelle de nos lecteurs ou à des abonnements « familiaux » souscrits au nom du « père de famille ».
- ★ 66 % ont entre 25 et 45 ans et 87 % ont moins de 45 ans.

★ Leur profession (rien de bien surprenant) :

— enseignants	17	%
— cadres, ingénieurs, chercheurs	15,5	%
— employés, techniciens, fonctionnaires	12	%
— non salariés, retraités, chômeurs	10	%
— professions médicales	7,5	%
— travailleurs sociaux	7,5	%
— étudiants	7,5	%
— prêtres	6	%
— ouvriers, artisans	6	%
— autres	3,5	%
— sans réponse	7,5	%

★ 92 % sont des abonnés.

★ Ils lisent ANV depuis :

— 1 an au moins :	32	%
— 2 ou 3 ans :	21	%
— plus de 4 ans :	19	%
— depuis le début :	15	%

LEURS OPTIONS, LEURS ENGAGEMENTS : (1)

- ★ 80,5 % d'entre eux militent dans plus de 2 organisations en moyenne (2,25 organisations par personne) :

(1) Tous les pourcentages indiqués sont calculés sur la base de 139 réponses, et non sur la base du nombre de réponses fournies dans chaque rubrique.

— non-violentes (la moitié au MAN) :	39 %
— humanitaires, de solidarité (plus de la moitié à Amnesty I.)	29,5 %
— syndicales (les 3/4 à la CFDT)	27 %
— confessionnelles	23 %
— tiers-mondistes	18,5 %
— d'objecteurs	16 %
— écologistes	
— de consommateurs (la moitié à l'UFC - Que choisir)	5 à 10 %
— partis politiques (les 2/3 au PS)	
— féministes	1 % !!!
★ 95 % d'entre eux nous ont indiqué leur sympathie pour des organisations :	
— de consommateurs	
— non-violentes (la moitié pour le MAN)	
— partis politiques (les 3/4 pour le PSU)	34 à 39 %
— tiers-mondistes	
— d'objecteurs (1/3 pour la Fédo)	
— syndicales (3/4 pour la CFDT)	
— écologistes	13 à 21 %
— humanitaires, de solidarité	
— confessionnelles	
— féministes	3,5 %
★ 95 % d'entre eux indiquent qu'ils lisent régulièrement :	
— Le Monde	36 %
— Non Violence Politique	34,5 %
— Témoignage Chrétien	22 %
— un quotidien régional, Croissance des Jeunes Nations, Le Nouvel Observateur, La Croix, Gardarem Lo Larzac	10 à 17 %
— les Cahiers du MIR, La Vie, Chroniques d'Amnesty Int., Le Canard Enchaîné, Que choisir?, Libération (qui venait de se saborder), Le Matin, des journaux syndicaux, Le Monde Diplomatique, L'Union Pacifiste, l'Impatient	5 à 9 %
200 autres titres sont lus par moins de 5 personnes.	

LEUR CONCEPTION DE LA NON-VIOLENCE :

(98 % de réponses)
 70 % en ont une conception politique,
 58 % en ont une conception philosophique ou religieuse,
 29 % en ont une conception « écologique » ou « communautaire »
 mais 26 % d'entre eux ont une conception à la fois philosophique, religieuse et politique et 12 % estiment qu'on ne peut pas séparer les trois aspects.
 17 % de ces lecteurs ont des réticences ou se posent des questions quant à la crédibilité ou l'efficacité de la non-violence.

LEUR UTILISATION D'ANV :

★ 58 % d'entre eux lisent chaque numéro en totalité
 ★ 16,5 % des exemplaires sont lus par 1 personne
 31 % des exemplaires sont lus par 2 personnes
 14,5 % des exemplaires sont lus par 3 personnes
 Au total, 213 personnes lisent 138 ANV, soit 1,5 personne par exemplaire.

★ ANV est utilisé par 27 % des lecteurs dans les cadres suivants :

- 10 % dans leur groupe militant
- 8 % dans des discussions en famille ou avec des amis
- 7 % pour des interventions publiques (procès, débats, articles, ...)
- 7 % au travail, en formation
- 6 % dans leur travail d'animation, de formation

LEUR JUGEMENT

SUR LE CONTENU DE LA REVUE :

★ En tête du hit-parade des numéros :
 le N° 38 (Violences banales) : 31 %
 le N° 34 (Désobéissance civile) : 26 %
 le N° 36 (Christianisme et violence) : 22 %
 (il nous en reste de gros stocks : offrez-en à des amis, des sympathisants !!!)
 ★ 64 % de ces lecteurs pensent qu'il faut continuer à faire des numéros à thème,

23,5 % préféreraient une alternance de numéros à thème et de numéros « fourre-tout ». 75 % sont satisfaits d'ANV mais 19 % trouvent le contenu trop abstrait.

★ A propos de ce qu'ANV leur apporte :

Si 12 % ne se prononcent pas, la majorité des lecteurs est satisfaite en apparence sauf en ce qui concerne les liens entre projet de société et nonviolence, où 47 % sont insatisfaits.

17 % attendent que l'on parle davantage des mécanismes de la violence, 29 % des fondements de la non-violence, 33 % attendent davantage de documents sur des exemples de luttes non-violentes et 22 % des publications plus fréquentes de recherches étrangères sur la paix.

Si 12 % sont satisfaits sur tous les points, les combinaisons entre satisfaction sur certains points et insatisfaction sur d'autres sont trop variées pour permettre de dégager des « profils » de lecteurs.

LEURS PROPOSITIONS :

54 % de ces lecteurs nous font 136 demandes, soit 87 propositions demandées de 1 à 11 fois. Ces demandes concernent :

- 22 % (2) : **Projet de société et non violence** (violence des institutions, société non violente dans le système économique mondial, reconversion des industries d'armements, non violence et lutte des classes...)
- 21 % : **comment refuser quotidiennement la violence ?** (éducation (8 %), refuser de collaborer, réagir seul ou collectivement en dehors des organisations...)
- 15 % : **les mécanismes de la violence au quotidien** (psychiatrie, délinquance, drogue, militance, chômage, loisirs, avortement, idées reçues...)

(2) Pourcentages calculés sur le nombre total de demandes.

- 13 % : **des thèmes liés directement à l'activité militante** (luttes syndicales, stratégie de l'action non-violente, faire entrer la non-violence dans les partis politiques...),
- 10 % : **des analyses historiques** (luttes de libération, le conflit USA-URSS, le 20^e anniversaire d'Amnesty International...)
- 8 % : **l'approfondissement des fondements de la non violence et de la violence** (analyses psychologiques, philosophiques, religieuses, biologiques...).

LEUR JUGEMENT SUR L'ASPECT DE LA REVUE :

Pour la majorité, ils sont satisfaits (23 % sont satisfaits à tout point de vue), mais

- 51 % ne se prononcent pas sur la qualité des illustrations !
- 34 % trouvent les illustrations insuffisantes,
- 20 % trouvent le texte trop serré,
- 19 % pensent que la présentation n'incite pas à la lecture,
- 15 % trouvent que le format n'est pas commode (surtout pour le rangement),
- 11 % trouvent que le format n'est pas agréable,
- 8 % que les caractères sont trop petits.

Plusieurs personnes nous suggèrent d'imprimer sur du papier recyclé (c'est à l'étude), et 12 % souhaitent un format rectangulaire et broché.

EN GUISE DE CONCLUSION :

- 11 % trouvent le contenu inégal et les articles parfois difficiles à lire,
- 13 % trouvent le contenu intéressant et les articles agréables à lire,
- 63 % trouvent le contenu très intéressant mais les articles parfois difficiles à lire.

Plusieurs lecteurs nous disent que le style et le contenu sont très intellectuels, théoriques et denses, que la lecture d'ANV nécessite de faire une démarche. Certains en concluent : « tant mieux ! ».

Un petit effort ne fait de mal à personne !

LA DEFENSE : NOTRE AFFAIRE ?

Le Centre culturel « Les Fontaines » organise à Chantilly, les 11 et 12 décembre, une rencontre de travail sur les problèmes de Défense et de Sécurité, avec Christian Mellon et Jean Paucot (Directeur de l'Institut Français de Polémologie).

Renseignements : Les Fontaines - BP 205 - 60500 Chantilly.

DEFENSE ET PAIX

Le service de formation et d'information qu'animent, entre autres, Jacques Sémelin et Christian Mellon, à Paris, développe notamment ses activités cette année : soirées de formation, samedis ou dimanches d'initiation, centre de documentation. Pour recevoir une information complète, écrivez à : DEFENSE ET PAIX, 23, rue N.-D.-de-Lorette, 75009 PARIS ou téléphonez les mercredis et vendredis, entre 14 et 18 h., au 281.48.94.

autogestions

NUMERO SPECIAL

Un travail sans emploi.

Avez-vous vu passer la gauche ?

Demande d'abonnement et de numéros à adresser aux

Editions Privat, 14, rue des Arts, 31000 Toulouse
Vente au numéro en librairie.

Revue trimestrielle
15^e année - nouvelle série

La société duale en question

Un bilan critique des mouvements alternatifs français et allemands.

Textes de I. Granstedt, A. Gorz, Y. Friedman, F. Partant, E. Eppler, J. Huber, etc.

N° 8/9 printemps 1982, 250 pages, 55 F

N° 10 - été 1982, 35 F

Abonnements
(4 n°/an) :

	<i>Individuel</i>	<i>Institution</i>
France	120 F	145 F
Etranger	130 F	170 F

ECONOMIE ET HUMANISME
N° 265 - mai-juin 1982

ENERGIES ET MODES DE VIE

I. GRANSTEDT
Autonomie contre réseaux

E. MONNIER
Les énergies aménagées

J.C. LAVIGNE
Contrôles et contrôleurs

Ph. DARD
La difficile entrée en ménage des nouvelles machines thermiques.

J.C. HOURCADE
Energie et Tiers Monde : dangers et illusions du mimétisme technologique.

J.Y. MARCHAL
Brève histoire du développement économique de la Haute-Volta.

J.C. KAUFMANN
Comprendre le rapport au savoir des milieux populaires.

E. MONTORSIER et J. CHARRIER
Débat sur la décentralisation.

A. CEDEL
*Conjoncture économique et financière.
Faits et Tendances - Activités Economie et Humanisme - Les livres.*

*Commandes à ECONOMIE ET HUMANISME,
14, rue Antoine-Dumont 69372 LYON CEDEX 08
Tél. : (7) 861-32-23 - C.C.P. Lyon 1529-16 L*

Prix du numéro : 35 F T.T.C.

MARTIN LUTHER KING

un très bon dossier de Non-Violence Politique

Y a-t-il encore des lecteurs d'ANV qui ignorent le mensuel *Non-violence Politique*? Le numéro 50 offre une magnifique occasion de réparer cet oubli : il s'agit en effet d'un dossier de 32 pages sur Martin Luther King, qui n'a rien à envier au « spécial Gandhi » de l'été 1981. Une série d'articles synthétiques, bien illustrés, présente les principaux aspects de la lutte non-violente des noirs américains, sans oublier d'en expliquer les racines historiques, l'environnement socio-politique, l'inspiration religieuse. Des textes de l'époque, des documents, des interviews complètent cet excellent dossier. C'est certainement ce qu'il y a aujourd'hui de meilleur, en français, pour une présentation complète de Martin Luther King et de son action.

Rappelons à cette occasion que *Non-violence Politique* est le journal mensuel du Mouvement pour une Alternative Non-violente (M.A.N.). C'est en partie grâce à son excellent travail d'information et d'analyse sur l'événement, que notre propre revue peut sans regret se spécialiser dans des « dossiers » de recherche et des articles de fond. Une étroite collaboration existe d'ailleurs entre nous.

Non-violence Politique : 20, rue du Dévidet,
45200 Montargis

Abonnement : 75 F.

Le numéro « King » : 15 F, port compris.

ICI ON A AIME LES JUIFS

par Ph. Boegner, édit. Lattès.

Bel exemple d'action non-violente pendant l'occupation allemande en France : la résistance d'une bourgade de la Haute-Loire, Le Chambon-sur-Lignon, haut lieu du protestantisme français. Non-violents de longue date, membres du M.I.R., les pasteurs Trocmé et Theiss organisent le sauvetage de plus de 5 000 juifs qu'ils cachent, hébergent, font passer vers des zones plus sûres. Un beau témoignage, qui montre au passage combien le véritable esprit de défense et de résistance s'enracine dans une tradition religieuse où l'obéissance à l'Etat n'est jamais inconditionnelle.

Abonnez-vous, Abonnez vos amis

Tarif minimum : 70 F (dont T.V.A. 2,70 F)

Etranger : 85 F (dont T.V.A. 3,30 F)

Tarif de soutien : à partir de 100 F.

Bulletin à renvoyer à A.N.V., CRAINTILLEUX - 42210 MONTROND
Chèque à l'ordre de ANV - CCP 2915-21 U LYON

Les anciens tarifs sont applicables jusqu'au 1^{er} Novembre 1982
(abonnement 60 F - Etranger : 75 F - Soutien : 90 F)

Nom : Prénoms :

Adresse :

Je souscris abonnement(s) d'un an (4 numéros)
à partir du n°

Je commande les numéros suivants :

Je commande tracts (gratuits).

Voici le nom et l'adresse des personnes qui pourraient être intéressées par ANV :

Date :

Signature :



Prochain Numéro :

La force de frappe :
l'histoire du ralliement
de la gauche

NUMÉROS DISPONIBLES

N° 34 / DESOBEISSANCE CIVILE (15 F)

Désobéir à la Loi : légitime ? efficace ? Dans quelles conditions ? Des avocats, magistrats, renvoyeurs de papiers militaires en discutent. Un exemple concret : la lutte pour le Larzac. En annexe : une réflexion de fond sur la grève de la faim — un entretien avec Johan GALTUNG.

N° 35 / LA POLITIQUE DE LA PEUR (10 F)

Comment l'Etat moderne gère la peur pour mieux administrer sa sécurité - Entretien avec Jean DELUMEAU sur « la peur en Occident ».

N° 36 / CHRISTIANISME ET VIOLENCES DOSSIER RENE GIRARD (15 F)

La doctrine de la guerre juste - Positions chrétiennes face à la violence. Table Ronde avec René GIRARD : le Christianisme est-il seulement refus de la violence ou bien invite-t-il positivement à la non-violence ?

N° 37 / SURARMEMENT ET SOUS- DEVELOPPEMENT (10 F)

Comment la course aux armements aggrave-t-elle le sort des peuples du Tiers-Monde ? Le commerce des armes. Etude de la notion de « violence structurelle ».

N° 38 / VIOLENCES BANALES (15 F)

La guerre commence-t-elle à la fessée ? Violences de la rue, de l'usine, de l'habitat... Comment ritualiser notre agressivité ? Un dialogue entre Michel BOSQUET et Serge JULY.

N° 39 / LA DEFENSE CIVILE EN QUESTION (15 F)

Défense civile : protéger les populations en cas de guerre ? Ou bien rendre aux civils le soin de leur défense ?

Un dossier essentiel sur la grève de la faim en BOLIVIE.

N° 40 / FEMMES ET VIOLENCE (15 F)

Les violences que les femmes subissent ou celles qu'elles exercent : les femmes et la guerre, les femmes et le pouvoir, une approche historique de l'oppression des femmes.

N° 41 / TRAVAILLEURS FACE A L'ARMEMENT (15 F)

Désarmer, est-ce se condamner au chômage ? Des économistes disent non. Exemples de plans de reconversion. Table Ronde entre Syndicats (CGT et CFDT) et mouvements de paix (MAN, MDPL, Mouvement de la Paix).

N° 42 / GREVES DE LA FAIM (15 F)

Avril 1981 : trois hommes, à LYON, obtiennent par une grève de la faim l'arrêt des expulsions de jeunes immigrés. Au même moment des Irlandais commencent une grève de la faim qui échouera tragiquement : pourquoi le succès dans un cas, l'échec dans l'autre ? Des analyses, des témoignages. Un dossier irremplaçable sur un sujet où la passion l'emporte trop souvent sur l'analyse.

N° 43 / LE NOUVEAU MOUVEMENT DE PAIX (15 F)

Hollande, Angleterre, Norvège, Belgique : pourquoi ces foules dans les rues ? Est-ce l'émergence d'un nouveau mouvement historique ? Le dossier des « euromissiles » : que va faire la France ? Petit dictionnaire pour comprendre tous ces débats.

N° 44 / LES VOIES DU DESARMEMENT (15 F)

L'ONU invite le monde à désarmer pour survivre. Mais que peut-on espérer des différentes voies proposées : les négociations, les marchandages Est-Ouest, les initiatives régionales, les mouvements de paix ? Pour les juger, il faut connaître ces voies : ce numéro vous les présente en détail.

alternatives

non violentes

Craintilleux
42210 MONTROND

COMITE D'ORIENTATION

Jacques-Yves BELLAY
Guy BOUBAULT
Michel de CERTEAU
Yves-Bruno CIVEL
Pierre FABRE
Roger GARAUDY
Patrick GIROS
Jean-Marie MULLER
Hervé OTT
Laurent SAMUEL
Marlène TUININGA
Jean VAN LIERDE
Anne-Marie de VILAINE
Paul VIRILIO
Patrick VIVERET

COMITE DE REDACTION

Pierre ARcq
Béatrice ARNOULD
Lydie BONNET
Robert DEDOUAI
Christian DELORME

Directeur de Publication :

Christian DELORME

Rédacteurs en chef :

Jacques SEMELIN
15, rue du Commerce, 75015 PARIS
Christian MELLON
15, rue R.-Marcheron - 92170 VANVES

sommaire

Editorial : Démystifier le terrorisme	1
par Jacques Semelin	
VIOLENCE ET TERRORISME	3
par Jacques Ellul	
LE TERRORISME, LE NON-VIOLENT ET LA MORT	9
par Jacques Semelin	
« TERRORISME » QUE VOULEZ-VOUS DIRE ?	17
par Christian Mellon	
Italie : LE TERRORISME AU SECOURS DE L'ETAT	21
par Béatrice Arnould	
NOS COUSINS LES TERRORISTES - Interview de Lanfranco Pace	32
RFA : DE L'OPPOSITION EXTRA-PARLEMENTAIRE AU TERRORISME - par Klaus Hansen	40
Irlande du Nord : DE LA GUERILLA AU TERRORISME	48
par Christian Mellon	
Pays basque : LES ACTEURS EN PRESENCE	54
ECOLOGIE : LA TENTATION TERRORISTE	61
par Laurent Samuel	
TERRORISME OU AMOUR ?	64
par Bommi Baumann	

numéro 45
Eté 82